



Université de Montréal

# **L'utilisation et les enjeux du renseignement financier**

## **- Un aperçu du CANAFE**

par Sandra Lavoie

École de criminologie  
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté  
en vue de l'obtention du grade de maîtrise  
en science (M. Sc.)  
en criminologie

Avril 2017

© Sandra Lavoie, 2017

## Résumé

Cette étude s'intéresse à un domaine peu étudié, la cellule de renseignements financiers du Canada, le Centre d'analyse des opérations et des déclarations financières du Canada (CANAFE). Notre communication aborde les enjeux auxquels le CANAFE a fait face lors de son émergence ; de sa mise en place à l'utilisation des renseignements financiers. Cette étude a pour but de questionner la portée de ces enjeux sur les pratiques de coopération et d'échange d'informations dans le champ canadien de la sécurité, en plus de produire des connaissances relatives aux pratiques du CANAFE et de leurs partenaires. Nous nous intéresserons au cheminement du CANAFE vers son positionnement actuel grâce au capital détenu par cette institution, le renseignement financier, mobilisé et utilisé par la CRF, afin d'atteindre la position et les prises de position actuelle de la cellule. Notre démarche méthodologique repose sur la réalisation d'entretiens semi-directifs principalement auprès des fournisseurs du renseignement financier, soit des acteurs provenant du CANAFE. Des entretiens ont aussi été réalisés auprès de quelques utilisateurs du renseignement financier, soit des acteurs provenant de la Sureté du Québec (SQ) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour apporter une ouverture sur leur perspective du sujet étudié.

**Mots-clés :** renseignement financier, CANAFE, criminalité économique, blanchiment d'argent

## **Abstract**

This presentation aims to explore this insufficiently researched domain, that is the financial intelligence unit (FIU) of Canada, the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada (FINTRAC). Our communication will discuss the issues faced by FINTRAC for its implementation and how the FIU uses the financial intelligence. This paper aims to question the impact of these issues in regards to cooperation and intelligence sharing amongst the Canadian security field, while also gathering knowledge relating to FINTRAC's practices and partners. We are interested in FINTRAC's path to its current position and their current stance on different subjects. Our methodological approach is based on semi-structured interviews conducted with the financial intelligence providers; namely actors from FINTRAC. Interviews have also been conducted with a few financial intelligence users, namely Sureté du Québec actors, as well as l'Autorité des marchés financiers (AMF) actors in order to open on their perspective of the studied subject.

**Keywords :** financial intelligence, FINTRAC , white collar crime, money laundering

# Table des matières

Résumé .....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des abréviations .....	vi
Remerciements.....	viii
Introduction.....	1
<b>Chapitre I - Revue de littérature .....</b>	<b>4</b>
I. État des connaissances .....	4
1. Mise en contexte - Lutte au blanchiment d'argent .....	4
1.1 Définitions et méthodes de blanchiment d'argent, ainsi que du financement d'activités terroristes .....	4
1.2 Construction du problème de l'argent sale .....	11
2. Normes de la lutte au blanchiment d'argent .....	15
2.1 Émergence des normes internationales: évolution vers un système global de lutte au blanchiment d'argent .....	15
2.2 Diffusion des normes internationales et application des normes au niveau national .....	19
3. Mise en oeuvre.....	22
3.1 Création d'agences publiques et implication d'acteurs privés - Pratiques et partenariats .....	22
3.1.1 Retour historique sur l'implantation des cellules de renseignements financiers .....	22
3.1.1.1 Étapes menant à la mise en place d'une cellule de renseignements financiers .....	23

3.1.1.2 Types de cellules de renseignements financiers (CRF) .25	25
3.1.2 Survol des cellules de renseignements financiers actuelles.....28	28
3.2 Efficacité : Évaluation et impact des dispositifs en place.....35	35
II. Problématique.....39	39
Cadre théorique.....40	40
<b>Chapitre 2 - Méthodologie .....43</b>	<b>43</b>
1. Objet d'étude et objectif de recherche .....43	43
1.1 Objet d'étude.....43	43
1.2 Objectif de recherche .....43	43
2. Méthodologie qualitative.....43	43
3. Outils de collecte de données .....44	44
3.1 Entretiens semi-directifs .....44	44
Présentation de la grille d'entrevue .....45	45
3.2 Stratégies d'échantillonnage .....46	46
3.3 Échantillon .....46	46
3.4 Stratégie de recrutement .....48	48
3.5 Déroulement de notre collecte de données .....49	49
4. Analyses des entretiens .....49	49
5. Éthique de recherche .....51	51
6. Forces et limites de la démarche.....51	51
<b>Chapitre 3 - Analyse des données .....52</b>	<b>52</b>
1. Fonctions des cellules de renseignements financiers et évaluation des risques .....52	52
1.1 Fonctions des cellules de renseignements financiers (CRF) .....52	52
1.1.1 Recevoir les opérations de déclarations douteuses.....52	52
1.1.2 Analyser les déclarations .....57	57

1.1.3 Diffuser les déclarations .....	58
1.1.4 Autres fonctions des CRF .....	60
1.2 Standards d'évaluation des cellules de renseignements financiers (CFR) ..	61
1.2.1 Partenaires et diffusion du renseignement .....	62
1.2.2 Évaluation des risques inhérents auxquels fait face le Canada .....	66
2. Intégration du CANAFE et impacts associés .....	67
2.1 Comment CANAFE s'est-il intégré au champ de la sécurité ? .....	67
2.1.1 Mise en place du CANAFE : vision des interviewés et enjeux rencontrés.....	67
2.1.2 Capital détenu par CANAFE .....	73
2.2 Impacts sur la lutte au blanchiment d'argent au Canada .....	77
2.2.1 Conséquences sur le travail du CANAFE.....	77
2.2.2 Impacts sur la lutte au BA/FAT au Canada .....	84
Discussion / Conclusion .....	88
Bibliographie .....	i

## Liste des abréviations

**CANAFE:** Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

**FINTRAC:** Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

**CRF:** Cellule de renseignements financiers

**GRC:** Gendarmerie Royale du Canada

**SQ:** Sureté du Québec

**AMF:** Autorité des marchés financiers



## Remerciements

Écrire ses lignes signifie que j’y suis finalement parvenue. Après plus d’années que prévue, beaucoup d’heures de travail et beaucoup trop d’heures sans inspiration devant mon ordinateur, après être passé au travers de beaucoup de changements au niveau personnel et professionnel, j’ai finalement terminé la rédaction de mon mémoire de maîtrise.

Je voudrais tout d’abord remercier mon directeur de maîtrise, Anthony Amicelle, de m’avoir soutenue tout au long de cette aventure, d’avoir été patient au fil des sessions qui se rajoutaient avant ma remise et pour ta confiance en ma réussite.

Je voudrais aussi remercier l’École de criminologie d’avoir cru en mon potentiel en me remettant la bourse de rédaction d’hiver 2017. Cette marque de confiance a été une motivation importante pour la fin de mon parcours universitaire.

Maman, papa, merci pour votre soutien à tous les niveaux et de tous vos encouragements. Merci aussi à mon frère, Audrey, Thomas & le nouveau venu Alexandre pour les discussions et distractions des soupers de famille du dimanche qui m’ont permis de me changer les idées après mes weekends de rédaction.

Un gros merci à mes ami(e)s pour leur support et leur écoute. En particulier, Gabrielle je n’y serais pas arrivée sans ton support pendant notre année de cours et merci pour les nombreuses sessions de travail au David’s Tea plus ou moins productive :P, mais des plus enrichissantes! Merci à Véronique et Maria de m’avoir écouté et sans cesse encouragée, même quand je doutais d’y arriver.

Merci à mes collègues de travail du Département de conformité de Desjardins qui entendent parler de ce mémoire depuis mon entrée en fonction il y a déjà près d’un an et demi et qui m’ont grandement encouragé. Je vais cesser de vous cassez les oreilles avec ça dès maintenant ;) Un merci particulier à Marie-Hélène pour les sessions de travail dans les salons de thé et à Guillaume d’avoir toujours les mots pour me motiver et réduire mon stress.

Merci à la course et au yoga de faire partie de ma vie, ses activités étaient des plus bénéfiques dans les moments de stress.

Finalement, je souhaite partager la citation qui m'inspirait à continuer dans mes moments de doute dans les derniers mois, car oui parfois cet accomplissement semblait impossible.

*It always seems impossible, until it's done.*

Nelson Mandela

Merci et bonne lecture !

# Introduction

Le blanchiment d'argent est un processus par lequel les criminels sont en mesure de dissimuler l'origine illicite des produits de leurs crimes. Ce fut longtemps un acte indéfini et un acte non reconnu comme étant une activité criminelle par les législateurs, la police, la Cour et les chercheurs (Beare et Schneider, 2007). Néanmoins, ces produits de la criminalité (*proceeds of crime*) sont considérables puisqu'ils se situent annuellement entre 590 milliards et 1 500 milliards de dollars américains à l'échelle mondiale (CANAFE, 2015). Outre l'aspect économique de ce crime, le blanchiment d'argent a des impacts non négligeables sur la stabilité économique d'un pays et il favorise la corruption (CANAFE, 2015). Ainsi, il s'agit d'une problématique de niveau international des plus préoccupante.

Malgré tout, son incrimination reste donc relativement récente, aussi bien à l'échelon national qu'international. Ce n'est qu'à partir de la fin du 20<sup>e</sup> siècle que des initiatives ont été amorcées pour combattre le blanchiment d'argent (Pieth et Aiolfi, 2004). Le Canada fut un des derniers pays occidentaux à se doter d'un système de déclaration des opérations douteuses (DOD) et à mettre en place une cellule de renseignements financiers (CRF)<sup>1</sup> dans le but de combattre le blanchiment d'argent. En effet, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) est formellement entré en fonction au début des années 2000, donc depuis seulement une quinzaine d'années (Gagnon et Bacher, 2004). Depuis sa création, les façons de faire du CANAFE demeurent relativement peu connues. En effet, les conditions ayant mené à la mise en place de la cellule de renseignement financier (CRF), son mandat, son intégration au sein de son milieu et ses impacts sur la lutte au blanchiment d'argent au Canada, sont des sujets n'ayant pas encore été abordés par la littérature. Ce constat n'est d'ailleurs pas une spécificité canadienne puisque les cellules de renseignement financier représentent de manière générale un objet encore très peu couvert par la recherche académique, notamment en raison des difficultés d'accès à ces institutions pour des universitaires.

---

<sup>1</sup> Selon la terminologie internationale, le terme pour décrire les organismes de renseignements financiers est cellule de renseignement financier (Conseil de l'Europe, 2014).

Ce mémoire vise à combler cette lacune dans les écrits sur la lutte au blanchiment d'argent. Les enjeux auxquels le CANAFE a fait face lors de son émergence en tant que CRF au Canada ; de sa mise en place à l'utilisation des renseignements financiers, seront abordés. Cette étude a pour but de questionner la portée de ces enjeux sur les pratiques de coopération et d'échange d'informations dans le champ canadien de la sécurité, en plus de produire des connaissances relatives aux pratiques du CANAFE et de leurs partenaires.

Nous nous intéresserons au cheminement du CANAFE vers son positionnement actuel grâce au capital détenu par cette institution, le renseignement financier, mobilisé et utilisé par la CRF, afin d'atteindre la position et les prises de position actuelle de la cellule.

Dans le cadre de la présente étude, ces questions seront explorées tout d'abord, lors du premier chapitre, avec une revue de littérature. Premièrement, la lutte contre l'« argent sale » sera contextualisée en présentant la notion de blanchiment de capitaux et de financement d'activités terroristes, et en évoquant les conditions de mobilisation contre ce problème de sécurité. Deuxièmement, il sera question des normes entourant la lutte au blanchiment d'argent, c'est-à-dire leur émergence et leur diffusion au niveau international et national. Finalement, la mise en œuvre des cellules de renseignements financiers sera abordée avec la création d'agences publiques et l'implication d'acteurs privés, ainsi que l'évaluation des dispositifs de lutte au blanchiment d'argent. Par la suite, la problématique, ainsi que le cadre théorique de cette étude seront présentés.

Le deuxième chapitre de ce mémoire abordera les objectifs de la recherche ainsi que la méthodologie employée pour la réalisation de cette étude. Les motifs ayant mené au choix de la méthodologie qualitative seront abordés et l'échantillon des participants sera présenté. Le déroulement des entretiens et des étapes réalisées lors de cette étude seront présentés.

Le troisième chapitre est une analyse des résultats obtenus suite à l'analyse documentaire et l'analyse des entretiens réalisés auprès d'agents du CANAFE, des lieutenants de la Sûreté du Québec (SQ), ainsi qu'avec un gestionnaire et une analyste de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Premièrement, les cellules de renseignements financiers et le CANAFE seront présentés. Deuxièmement, la mise en place du CANAFE et le capital détenu par la CRF seront abordés et finalement, les conséquences du travail du CANAFE et les

impacts sur la lutte au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes au Canada seront présentés.

Ce mémoire sera conclu par une discussion et une conclusion sur les enjeux abordés par cette étude et des pistes de réflexion seront suggérées.

# CHAPITRE 1 – REVUE DE LITTÉRATURE

## I. ÉTAT DES CONNAISSANCES

### **1. MISE EN CONTEXTE - LUTTE AU BLANCHIMENT D'ARGENT**

#### 1.1. Définitions et méthodes de blanchiment d'argent, ainsi que du financement d'activités terroristes

Le terme « money laundering » aurait fait son apparition suite au scandale du Watergate dans les années 1970 (Shepticky, 2002). Favarel-Garrigues (2003) rapporte que la première traduction internationale du terme « money laundering » en français a été proposée en 1988 au sommet de l'Arche. Un véritable questionnement était alors engagé sur le terme adéquat à employer, soit « blanchiement », « blanchiment » ou bien « blanchissement ». Préalablement, l'expression utilisée était celle de « produits financiers du crime ». Pieth et Aiolfi (2004) rapportent que le blanchiment d'argent est le « [...] processus par lequel les criminels tentent de dissimuler l'origine des fonds découlant de leurs activités criminelles ». Les études sur le blanchiment d'argent s'entendent pour dire que la définition du concept a évolué au fil du temps et qu'il n'y avait pas de consensus parfait pour une définition commune. Effectivement, selon Favarel-Garrigues (2003), la problématique principale était que la définition devait représenter la vision de chacune des administrations, que ce soit les administrations policières devant appliquer les lois ou les gouvernements devant légiférer sur la problématique. Levi et Reuter (2006) expliquent que le blanchiment d'argent est difficile à étudier puisqu'il est conceptuellement insaisissable. S'agit-il d'un crime distinct ou bien d'une étape dans la commission du crime ? Les mêmes auteurs avancent qu'il s'agit d'une partie intégrée dans le processus criminel. *Le dictionnaire de droit international public* décrit le blanchiment d'argent comme :

*« [...] l'opération consistant à donner une apparence licite à un bien d'origine illicite, qu'il soit corporel ou incorporel, par des opérations de transfert ou de conversion de ce bien auprès d'institutions financières ou de crédit. Le blanchiment peut être le fait soit de l'auteur de l'infraction principale, qui lui a*

*permis de se procurer ce bien, soit d'un complice de l'auteur, soit d'une personne qui n'a pris aucune part dans l'infraction principale, mais qui apporte en connaissance de cause son concours à la conversion ou au transfert du bien pour en cacher l'origine illicite. » (Chappez, 2003, p.542).*

Selon Pieth et Aiolfi (2004), le blanchiment d'argent est un processus via lequel les criminels tentent de dissimuler l'origine de leurs profits illégitimes, et lorsqu'ils y arrivent, ils ont accès et sont en mesure de contrôler ces fonds à tout moment, et où ils désirent s'en servir. Naylor (2003) met l'emphasis sur le processus impliquant une série de manipulations des fonds, qui peuvent apparaître anodins, mais qui ont un impact significatif. Gilmore (2005) décrit aussi le blanchiment de capitaux comme « [...] un processus par lequel les produits du crime sont recyclés pour dissimuler leurs origines illicites. (p.11) ». De leur côté, Beare et Schneider (2007) décrivent le blanchiment d'argent de façon similaire, soit qu'il est question d'une tactique employée par les criminels, dont les profits sont majoritairement composés d'espèces, afin de maximiser leurs opportunités de profiter et d'utiliser les profits découlant de leurs crimes sans attirer l'attention des autorités. Le blanchiment d'argent suit habituellement trois étapes qui sont les suivantes ; le placement, la dispersion et l'intégration (Chappez, 2003; Levi et Reuter, 2006; Sheptycki, 2002).

Lors de la première étape, **le placement**, les fonds découlant du crime sont introduits dans le système financier. Bien que cette étape apparait simple au premier abord, ce n'est pas le cas puisque la majorité des pays ont instauré des mesures dans les banques rendant obligatoire les vérifications d'identité lors des transactions et de procéder à des déclarations automatiques pour les transactions importantes (Sheptycki, 2002). Effectivement, le seuil établi pour les déclarations obligatoires est habituellement pour les dépôts en espèces de 10 000,00\$ et plus (Ligne directrice 7 : Déclarations d'opérations importantes en espèces, CANAFE). Plusieurs stratagèmes sont employés par les criminels pour dissimuler l'origine des fonds, un d'entre eux est le « schtroumphage » qui consiste à engager des individus pour qu'ils effectuent plusieurs transactions sous le seuil de 10 000,00\$, qui est le seuil obligatoire de déclaration. Cette façon de faire permet d'injecter des sommes importantes, sans déclencher l'alarme des systèmes de déclarations (Sheptycki, 2002). Une autre stratégie est de tout simplement transporter les sommes dans des pays où il n'y a pas ce type de réglementation en

place, toutefois cette méthode est plus risquée, puisque l'argent est transporté physiquement à travers les frontières. Une autre façon de faire est d'utiliser des réseaux bancaires clandestins, tel le système Hawala; l'argent est déposé à un « agent de change » et en retour ce dernier prend contact avec l' « agent de change » le plus proche du destinataire de la somme et lui demande de verser cette somme avec la promesse de lui rembourser plus tard (Sheptycki, 2002). Cette façon de faire peut aussi être employée dans le cas du financement d'activités terroristes, et Levi et Reuter (2006) notent que les groupes terroristes utilisent souvent des œuvres de charité comme sources de financement. En effet, Amicelle (2015) souligne que les systèmes informels de transferts d'argent, les organisations caritatives et autres organismes à but non lucratif, sont maintenant d'intérêt pour les autorités considérant que ceux-ci peuvent être impliqués dans le financement d'actes terroristes.

Lors de l'étape suivante, **la dispersion**, les criminels voulant blanchir les fonds procèdent à des stratagèmes afin de dissocier les fonds à leur origine. Cela implique des mouvements de fonds en procédant à de multiples transactions, parfois dans des institutions financières situées dans des juridictions différentes ou en passant par des sociétés-écrans, le tout permettant de dissimuler l'origine des fonds et la trace de l'argent en créant des chemins complexes (Sheptycki, 2002). Il y aurait trois techniques principales pour disperser les fonds, selon Sheptycki (2002). La première est le recours aux transferts de fonds. Il s'agit d'un choix privilégié par certains criminels avec des mouvements de capitaux importants dans le système financier, et seulement une partie de ces capitaux est à titre d'investissement long terme et le reste est constitué de capitaux spéculatifs investis à court terme. Conséquemment, parmi ces flux financiers en constants mouvements, l'identité des exécutants et des bénéficiaires des transactions peut être difficile à retrouver avec certitude. La seconde stratégie est de participer à des échanges commerciaux. Ceux-ci offrent de leur côté l'opportunité de complexifier la trace de l'argent. C'est-à-dire d'effacer les origines illicites des fonds. Enfin, l'utilisation de sociétés étrangères situées dans des juridictions bénéficiant de lois très strictes concernant le secret bancaire est une autre alternative. En effet, des sociétés-écrans sont utilisées pour y déposer les fonds. Ces sociétés font ensuite des prêts à des entreprises détenues par les mêmes individus dans le but de blanchir les fonds ou d'envoyer des factures en double, ce qui permet de brouiller les pistes lors de vérifications.



Lors de l'étape finale, **l'intégration**, les fonds illicites sont convertis en fonds licites. C'est lors de cette étape que les fonds maintenant blanchis et délestés artificiellement de leur origine criminelle peuvent être réintégrés dans le système financier. Cela peut être sous la forme d'investissements avec l'achat d'assurance-vie, l'achat d'entreprises légitimes déjà établies ou l'achat de fonds communs de placement. Les criminels impliqués peuvent rapidement être dépassés par la gestion d'un portfolio financier devenant de plus en plus vaste, et ils devront faire appel à des professionnels ayant la responsabilité de gérer ces investissements. Toutefois, certains iront même jusqu'à créer des chemins encore plus complexes pour dissimuler la trace de l'argent (Sheptycki, 2002).

Effectivement, selon Beare et Schneider (2007), le blanchiment d'argent, qui a toujours été une partie intégrante des opérations des organisations criminelles, nécessite maintenant plus d'efforts et est une étape plus complexe dans la réalisation d'un crime, en partie en réponse à la lutte au recyclage des produits de la criminalité. En conséquence à cette nouvelle réalité, de nouvelles carrières criminelles se seraient développées et des criminels se sont spécialisés pour offrir des services de blanchiment des produits du crime. Néanmoins, ces criminels sont pour la plupart des facilitateurs possédant des compétences précises, détenant des diplômes universitaires et occupant des fonctions dans leur domaine de façon légitime (Beare et Schneider, 2007). Il peut s'agir d'avocats, de comptables, de notaires ou de professionnels détenant des habiletés et connaissances en finance utiles pour dissimuler les fonds efficacement. Levi et Reuter (2006) abondent dans le même sens, les avocats, les comptables, les notaires, les planificateurs financiers, les agents de change, les courtiers d'assurances et les courtiers immobiliers sont tous des professionnels pouvant être impliqués. Une des méthodes les plus populaires au Royaume-Uni, selon une étude britannique datant de 2002 (Levi et Reuter, 2006), était d'acquérir une propriété et on recensait qu'un groupe criminalisé sur trois employait cette technique. Cette étude précise qu'il serait plus facile de recycler les produits de la criminalité avec l'aide d'une personne travaillant au sein d'une institution financière, car ils peuvent recevoir des pots-de-vin ou être contraints de ne pas remplir une déclaration d'opération douteuse (DOD), c'est-à-dire d'éviter de signaler les transactions qui soulèvent un doute de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes (Levi et Reuter, 2006). Le concept des DOD sera abordé en profondeur plus loin.

Selon les mêmes auteurs, les avocats seraient les professionnels impliqués le plus souvent dans le blanchiment d'argent, bien qu'ils n'aient pas été souvent au cœur de poursuites pour recyclage des produits de la criminalité. Ils ont les outils requis pour bien couvrir l'origine des fonds ; ils peuvent utiliser leur propre nom pour ouvrir des comptes de banque, acquérir des cartes de crédit, faire des demandes de prêts, etc. au nom de leurs clients. Encore plus utile pour les criminels, ils sont en mesure de créer des sociétés coquilles, des comptes en fiducie, ou des partenariats, le tout leur permettant d'effectuer les transactions dans le compte de leurs clients. De plus, lors d'enquêtes, les avocats peuvent avoir recours au secret professionnel, en fonction de la juridiction où ils se trouvent. C'est ce qu'ont révélé les « Panama Papers ». En effet, la firme d'avocats Mossack Fonseca s'occupait d'ouvrir des comptes en banques pour des compagnies de façon anonyme dans des paradis fiscaux. Au lieu d'être en contact avec les détenteurs des comptes, Mossack Fonseca suivait plutôt les instructions d'intermédiaires, tels des comptables, des avocats, des banques et des compagnies fiduciaires pour l'administration de ces comptes, ce qui complexifie la tâche lorsqu'on veut déterminer qui se cache derrière ces compagnies (Harding, L., The Guardian, 2016/04/05). Ainsi, le rôle d'intermédiaire est clé afin de camoufler la provenance des fonds.

Il n'y a pas que le blanchiment d'argent qui préoccupe les cellules de renseignement financier, le financement d'activités terroristes est aussi dans leur mire. Effectivement, ces cellules sont appelés à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes. Toutefois, le processus employé par les criminels pour le financement du terrorisme diffère de celui décrit pour le blanchiment d'argent. Dans le cas du financement d'activités terroristes, les fonds sont appelés à être utilisés dans une activité criminelle future, tandis que dans le cas du blanchiment les profits découlent d'une activité criminelle passée. La distinction entre ces deux processus réside dans des buts complètement distincts. Ainsi, obtenir du financement pour une activité terroriste est un moyen dans l'optique d'une fin, et simplement une étape requise pour les groupes terroristes pour mener à terme leur but, soit une attaque terroriste. Du côté du blanchiment d'argent, c'est plutôt le profit découlant de leurs activités criminelles qui constitue l'ultime but et une fin en soi (Beare et Schneider, 2007). Une autre différence fondamentale réside dans l'intention des groupes terroristes d'apporter

des changements au niveau politique, social et culturel, tandis que les criminels ayant recours au blanchiment visent généralement l'accumulation de richesse personnelle.

Néanmoins, outre les comparaisons entre les deux concepts, la littérature s'est peu attardée à définir le financement des activités terroristes et seulement quelques auteurs offrent une définition du terme. Selon Queloz (2007) le financement d'activités terroristes découle de deux processus ; 1) le blanchiment d'argent et 2) le noircissement de l'argent. En effet, les marchés financiers doivent se protéger non seulement contre les risques d'infiltration de capitaux d'origines criminelles variées (« *blanchiment* »), mais aussi contre les risques de financement d'activités terroristes par des fonds d'origine légale (« *noircissement* »). L'Organisation des Nations-Unies (ONU) confirme cette façon de faire en déclarant que « Le terrorisme se finance le plus souvent par de l'argent sale issu de trafic illicite, mais peut aussi être alimenté par des capitaux licites (noircissement de l'argent propre) » (Chappez, 2003). Effectivement, Mitsilegas (2003) rapporte que l'argent sale n'est pas seulement d'origine criminelle, il peut s'agir de fonds légitimes devenus illégaux via l'évasion fiscale ou via le financement d'activités terroristes. La ligne est mince entre légal et illégal. La définition du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) ne spécifie pas ces procédés, toutefois elle est plus globale et cite les textes de loi se rattachant à cette notion :

*« Le financement d'activités terroristes est l'acte de fournir, directement ou indirectement, un soutien financier à une personne, à un groupe, à une entité ou à un État ou à l'un de ses mandataires qui planifie ou pose des actes de violence organisés à l'encontre du gouvernement du Canada, des Canadiens, ou des intérêts du Canada ou de ses alliés, ou à l'encontre d'autres États souverains dans le but d'affaiblir cet État, d'influencer sa politique, de faire connaître un grief perçu et/ou de menacer ou d'intimider le public ou une partie de celui-ci. Le financement des activités terroristes est une infraction criminelle définie à l'article 83 du Code criminel. De façon générale, la dimension criminelle du financement du terrorisme comprend : réunir des biens et des fonds en vue d'actes terroristes, avoir en sa possession des biens – ou les rendre disponibles – à des fins terroristes et/ou utiliser des biens à des fins terroristes. Il s'agit en outre d'une menace*

*envers la sécurité du Canada, selon la définition qu'en donne l'article 2 de la Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité (Loi sur le SCRS). »*  
(CANAFE, 2012)

Ainsi, le financement d'activités terroristes est décrit comme le « noircissement » de l'argent propre, car des capitaux licites financent des activités criminelles. Ainsi, selon les auteurs, le financement d'activités terroristes peut découler de capitaux licites, mais aussi de capitaux illicites. Beare et Schneider (2007) apportent aussi cette nuance en déclarant que les moyens de financement des activités terroristes peuvent aussi impliquer des activités criminelles, pas seulement des fonds ayant été « noircis » suite à leur utilisation. Effectivement, selon une brochure du CANAFE:

*«Le financement des activités terroristes est quelque peu différent du blanchiment d'argent, mais tout aussi insidieux. Bien que les groupes terroristes se procurent des fonds au moyen d'activités criminelles telles que le trafic d'armes et de stupéfiants, ils peuvent aussi en obtenir par des moyens légitimes. Par exemple, les gens qui soutiennent les causes terroristes peuvent recueillir des fonds dans leurs collectivités en organisant des activités ou des campagnes d'adhésion. En outre, des organismes de bienfaisance ou d'aide humanitaire peuvent, sans le savoir, devenir une voie par laquelle des fonds versés par les donateurs sont transmis à des organisations terroristes en passant par des réseaux informels et par le système financier officiel. Les activités terroristes constituent des menaces envers la sécurité du pays. Pour y réagir avec efficacité, il faut, entre autres, s'efforcer de détecter et de stopper la circulation des fonds requis pour financer de telles activités.»* (CANAFE, janvier 2012)

Conséquemment, le CANAFE confirme que le financement d'activités terroristes peut provenir de fonds légitimes, mais aussi de fonds illicites. Dans tous les cas, il est nécessaire d'effacer la trace de l'argent. De ce fait, les méthodes de dissimulation de l'origine des fonds se sont sophistiquées à travers le temps et se sont adaptées aux législations et aux méthodes policières mises en œuvre au fil des années (Chappez, 2003). Ainsi, les moyens employés évoluent et s'adaptent sans cesse en fonction des contres-mesures mises en place.

## 1.2. Construction du problème de l'argent sale

La commission de crimes à but lucratif a toujours impliqué de devoir dissimuler les fonds accumulés à l'aide de différents stratagèmes pour mieux être en mesure de les rapatrier par la suite. Toutefois, cette dissimulation et ce recyclage des produits de la criminalité ont seulement commencé à faire l'objet de politiques publiques à partir de la fin du 20<sup>e</sup> siècle (Pieth et Aiolfi, 2004). La littérature s'est intéressée à l'origine de la construction du problème de l'argent sale. En effet, Pieth et Aiolfi (2004) rapportent que le point de départ était de mettre sur pied des mesures afin de contrer l'accumulation des capitaux découlant du commerce de la drogue, ayant un impact important sur la légitimité de l'économie étant donné la présence de groupes criminels organisés détenant suffisamment de pouvoir pour déstabiliser l'ordre public. L'idée était de les priver de leurs gains à l'aide de saisies, ce qui réduirait leur motivation de participer à des activités criminelles, en plus d'augmenter leurs « coûts de fonctionnement » et la disponibilité de leur produit pour le consommateur. Effectivement, selon Amicelle (2016, p.28) le gouvernement américain s'est intéressé de plus en plus au trafic de drogue à la fin des années 1960, au point que le président Richard Nixon avait déclaré en 1969 que « [...] cette activité illégale est devenue l'ennemi public numéro un à l'intérieur des États-Unis et nous devons engager une offensive totale, nationale, gouvernementale, et, si je puis dire, médiatique. » Chappex (2004) abonde dans le même sens, ce serait à la fin des années 1980 « [...] qu'une véritable stratégie internationale de lutte contre le blanchiment des capitaux illicites a été décidé par les États. L'économie illicite et l'économie légale sont de plus en plus mêlées et il devient difficile de les dissocier, car les organisations criminelles gèrent globalement les deux pans des activités. (p.543-544) ». Mitsilegas (2003) avance aussi que c'est la guerre de la drogue dans les années 1980 qui a propulsé la question du blanchiment d'argent à l'avant-plan et qu'un changement au niveau des politiques a été observé vers des lois visant à contrer le trafic de drogue. C'est dans ce contexte qu'un intérêt vers le blanchiment d'argent est né, puisque les mesures pour récupérer les capitaux illicites étaient considérées comme un allié de plus dans la lutte à la drogue. Effectivement, toujours selon le même auteur, la mise en place de lois visant à contrer le blanchiment d'argent est directement une conséquence de l'émergence du crime organisé (transnationale) comme priorité des politiques nationales et internationales. Ainsi, la menace perçue justifiait ces

mesures. Selon Levi et Reuter (2006), la lutte au blanchiment trouve son origine législative aux États-Unis dans les années 1970, avec un effort visant plutôt à mettre un frein à l'évasion fiscale dans les banques internationales. Toutefois, cette lutte s'est ensuite concentrée sur la guerre contre la drogue. La conversion des produits de la criminalité, soit les profits découlant des crimes, en argent propre préoccupe alors autant les criminels que les gouvernements, et ce, depuis de nombreuses années (Levi et Reuter, 2006). C'était déjà le cas avec Meyer Lansky, connu comme étant le comptable de la pègre dans les années 1930, qui s'était spécialisé dans la dissimulation de l'origine des capitaux en investissant dans l'immobilier et dans des entreprises légitimes. Il voulait éviter de subir le même sort qu'Al Capone et conséquemment d'être accusé d'évasion fiscale (Levi et Reuter, 2006) et il fut un des premiers à exploiter les opportunités offertes par le système financier international (Helleiner, 1999). Les lois sur le recel à cette époque s'attaquaient seulement aux biens physiques obtenus lors du crime, ainsi il s'assurait de dissimuler les liens possibles entre sa fortune et son origine criminelle (Levi et Reuter, 2006). En effet, selon Favarel-Garrigues (2003), « On pouvait assez facilement poursuivre les trafiquants pour recel de fonds lorsqu'on établissait que leur patrimoine était supérieur à leurs moyens. ». Il a donc créé des comptes à l'étranger, majoritairement dans des « paradis fiscaux », tels les Bahamas et la Suisse, pouvant dissimuler les profits découlant des activités criminelles perpétrées aux États-Unis (Helleiner, 1999).

En France dans les années 1960, le blanchiment d'argent et les trafiquants était aussi une problématique grandissante. Le groupe criminalisé la « French Connection » alimentait le marché nord-américain d'héroïne et ils rapatriaient les profits pour ensuite procéder au recyclage des produits du crime à l'aide de réinvestissement dans leur produit, en rémunérant leurs complices, en assurant leur train de vie et en faisant l'acquisition d'immeubles (Favarel-Garrigues, 2003). Ainsi, les auteurs font le constat que le recyclage des capitaux découlant du trafic de la drogue devenait trop important pour ne pas s'y attaquer. En effet, en France la préoccupation principale demeurait la répression du trafic et le démantèlement de réseaux. Toutefois, aux États-Unis l'objectif devient plutôt de lutter contre les produits du crime. Selon Favarel-Garrigues (2003), c'est véritablement lors de la première convention des Nations-Unis contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes en 1988 à Vienne que l'enjeu est devenu d'intérêt et que « [...] les États ont alors pris plus au sérieux la nécessité de

coopérer dans ce domaine. » Lors de cette convention, les États-Unis ont joué un rôle central, car il souhaitait que leur préoccupation, soit lutter contre l'ampleur du trafic de cocaïne en s'attaquant aux profits des trafiquants, devienne un enjeu international.

Durant les années 1980, le Canada subit des pressions de la part des États-Unis afin de s'attaquer plus sérieusement au crime organisé et afin de légiférer sur les capitaux illicites. Conséquemment, le Canada a commencé à mettre en place des initiatives, telles que la création en 1981 de l'Unité antidrogue spéciale mixte au sein de la GRC (Beare et Schneider, 2007). Cette unité était responsable de suivre la trace de l'argent découlant du trafic de drogue, en plus d'identifier et de saisir les biens obtenus de façon criminelle. Néanmoins, les pouvoirs législatifs de l'unité étaient limités à la section 312 du Code Criminel ; qui interdisait la possession de produits de la criminalité commis au Canada ou à l'étranger (Beare et Schneider, 2007). Donc, il s'agissait plutôt d'un outil pour les policiers leur donnant ainsi le pouvoir de confisquer les biens volés. Le blanchiment d'argent n'était pas encore une infraction pénale, ne le deviendrait qu'en 1989 (Beare et Schneider, 2007). Donc malgré les initiatives du Canada, cela a eu comme conséquence que le pays était utilisé par le crime organisé pour faire le pont vers des paradis fiscaux, ce qui posait problème aux Américains. Le cas d'un trafiquant de drogue américain, Luis Pinto, qui a blanchi pour 40 millions de dollars a contribué à pousser le Canada à prendre position, car ce dernier détenait un compte à la Banque Royale du Canada à Montréal (Beare et Schneider, 2007). Néanmoins, les législations en place ne permettaient pas de récupérer les sommes, puisqu'encore une fois, la loi s'attaquait seulement aux biens physiques découlant des crimes, et que dans ce contexte l'argent obtenu n'était pas tangible. De plus, en 1988 une fuite a révélé au public une étude de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et de la U.S. Drug Enforcement Administration démontrant que des millions de dollars, découlant du trafic de drogue en provenance des États-Unis, traversaient les frontières canadiennes chaque année (Beare et Schneider, 2007). Ces révélations étaient l'argument parfait pour que les États-Unis réclament que les autres pays mettent en place un système de déclaration d'opérations douteuses, tel le U.S. Financial Crime Enforcement Network (FinCEN) ; c'est-à-dire un système via lequel les opérations s'apparentant à du blanchiment d'argent (et plus tard à du financement d'activités terroristes)

doivent être signalées à une unité mise en place pour traiter ces informations et les transformer en renseignement financier. Nous reviendrons sur ce concept en détail plus loin.

Également, selon Pieth et Aiolfi (2004) les années 1980 étaient le bon moment pour mettre en place des mesures afin de contrer le blanchiment d'argent, car ça coïncidait avec la dé-régularisation et la globalisation des marchés financiers qui apportait des avantages autant aux criminels qu'au marché légal. En effet, les transactions financières internationales prenaient de l'ampleur, ainsi que les moyens de les réaliser électroniquement ce qui ouvrait de nouveaux horizons aux hommes d'affaires, mais aussi aux blanchisseurs d'argent. Toutefois, les lois n'avaient pas suivi la problématique.

Néanmoins, tel que Favarel-Garrigues (2003) le rapporte, il n'y avait pas consensus sur la définition du blanchiment d'argent et l'étendue des infractions primaires, dont les produits sont destinés à être blanchis, devant être inclus dans les infractions de blanchiment. Effectivement, il y avait notamment des réticences importantes concernant l'inclusion des infractions fiscales par des pays tel la Suisse et le Royaume-Uni qui se montraient très hostiles à ce propos. Du côté de la France, « [...] les services bancaires ne pouvaient accepter que leurs clients soient inquiétés pour évasion fiscale. » Toutefois, ils étaient enclins à s'attaquer au crime organisé en s'attaquant à leurs capitaux. Conséquemment, selon l'auteur il était difficile d'établir ce qui devait être inclus comme infractions puisque les pays ne s'entendaient pas complètement. Il ajoute qu'il n'était pas forcément jugé efficace d'inclure l'évasion fiscale dès le départ, car les professionnels qui transmettent les déclarations de soupçons sur les transactions douteuses (banquiers, notaires, avocats, etc.) manifestent des réticences à coopérer lorsque les délits fiscaux sont inclus, ce qui affecterait la coopération.

À la suite des événements du 11 septembre 2001, il devient en revanche évident que le financement d'activités terroristes (FAT) doit s'ajouter à la lutte antiblanchiment, et ce, en suivant la trace de l'argent pour retrouver les terroristes (Pieth et Aiolfi, 2004). Effectivement, selon Favarel-Garrigues (2003) une analogie s'établit alors entre organisations criminelles et terroristes. Chappez (2003, p.544) explique que le terrorisme « [...] se répand dangereusement dans le monde entier et un des moyens de le combattre est de s'attaquer à ses sources de financements. » Ainsi, après les attentats du 11 septembre, des résolutions sont mises en place afin que les États gèlent et confisquent les fonds alimentant le terrorisme. Amicelle (2008)



ajoute que les pratiques et techniques mises en place dans le cadre de la lutte antiblanchiment sont présentées comme étant aussi applicables pour la lutte au terrorisme. Il rapporte que bien qu'il y ait eu des conséquences à l'arrimage de la lutte au financement du terrorisme avec celle du blanchiment d'argent, cela n'a toutefois pas remis en cause la logique générale du régime de lutte à l'argent sale, consistant à mettre un terme à la criminalité organisée en se concentrant sur les produits financiers du crime. Ainsi, dans le cas du terrorisme, la confiscation de l'argent sale se retrouve aussi au cœur des actions visant à y mettre un terme. En effet, « Dans une communication destinée au Congrès et à la population américaine, le président George W. Bush a ainsi fait le parallèle en déclarant qu'Al-Qaida est au terrorisme ce que la Mafia est au crime. Il y a le présupposé que sans ressources suffisantes, un mouvement terroriste perd beaucoup de ses capacités de nuisance. » (Amicelle, 2008, p. 133). Il a aussi déclaré le 24 septembre 2001 que le gouvernement américain allait couper les sources de financement des terroristes, les tourner les uns contre les autres, les sortir de leurs cachettes et les amener en justice. » (Beare et Schneider, 2007, p. 248). Il était devenu primordial de non seulement attaquer les cellules terroristes avec une stratégie militaire, mais aussi d'éradiquer leur infrastructure financière. Conséquemment, il était requis de s'appuyer sur des législations adaptées à cette lutte.

## **2. NORMES DE LA LUTTE AU BLANCHIMENT D'ARGENT**

### **2.1 Émergence des normes internationales : évolution vers un système global de lutte au blanchiment d'argent**

Les normes internationales ont une place prédominante dans la littérature. En effet, la majorité des auteurs s'intéressant au blanchiment d'argent traitent des standards et des lois entourant ce phénomène. Dès que le blanchiment fut considéré comme une menace sérieuse par la « communauté internationale » et les législateurs, des changements ont été apportés aux législations en place dans le but de développer une politique d'étendue mondiale (Pieth et Aiolfi, 2005). Selon Mitsilegas (2003) et comme nous l'avons déjà évoqué brièvement, les premières initiatives internationales ont eu lieu vers la fin des années 1980, bien entendu dans le contexte de la guerre de la drogue pour contrer ce phénomène à l'aide de sanctions sur les profits illicites, en parallèle avec une réelle préoccupation pour la menace de l'argent sale sur

le système financier. Il était important d'assurer la participation active autant des États que des institutions financières et des entreprises (Chappez, 2003). Conséquemment, Pieth et Aiolfi (2004) rapportent que le point de départ fut les Nations-Unies. Il s'agissait selon eux de l'endroit le plus propice pour entamer ce travail et arriver à un accord, bien que ce n'était pas l'emplacement approprié selon les pays du Nord, afin de mettre en application la législation future, car ils désiraient légiférer sur des aspects spécifiques au sein de leur territoire avec leurs propres textes de Loi. Néanmoins, c'était tout désigné pour une entente puisqu'il suffisait d'apporter des modifications aux traités sur les stupéfiants déjà en place en y ajoutant les concepts de saisies non seulement des drogues, mais des profits découlant du crime (Pieth et Aiolfi, 2004). Ainsi, c'est à Vienne en décembre 1988 que la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes a été signée (Chappez, 2003; Mitsilegas, 2003). Il s'agit de la première initiative mettant en place un instrument de loi international établissant comme une infraction le blanchiment des profits découlant de la vente de la drogue (Mitsilegas, 2003). Ce traité permettait d'intégrer le droit criminel dans le combat au blanchiment d'argent, avec la saisie des profits illicites, la criminalisation des auteurs du blanchiment d'argent (autant les individus que les entreprises), ainsi que l'apport d'assistance légale et l'extradition. Chappez (2003) note que cette convention visait uniquement le blanchiment d'argent issu du trafic de stupéfiants. En effet, l'effet désiré était de priver les trafiquants de drogue de leurs profits, ce qui en conséquence devait les dissuader de poursuivre le trafic de drogue (Mitsilegas, 2003).

Malgré le fait que les Nations-Unies ont adopté la Convention contre les stupéfiants en 1988, plusieurs pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, n'étaient pas convaincus que ce serait suffisant pour prévenir le blanchiment d'argent via les institutions financières (Pieth et Aiolfi, 2004). Chappez (2003) mentionne qu'une convention du Conseil de l'Europe a été mise en place la même année, plus précisément le 8 novembre 1990, et celle-ci a été créée afin de dépister, saisir et confisquer les produits du crime. De plus, cette convention visait à incriminer les produits de la criminalité, ce qui n'était pas prévu par la Convention de Vienne. Néanmoins, l'inquiétude vis-à-vis de l'implication des banques et la pression des autorités américaines a mené à l'implication du comité de Bâle sur la question du blanchiment d'argent. Ce comité mis en place en 1970 se compose de représentants des

banques centrales et des autorités prudentielles des treize pays suivants : Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse, et est une plateforme d'échange et de coopération sur les questions de régulation du système bancaire. Ce comité a le mandat de renforcer la régulation, la supervision et les pratiques des banques à travers le monde dans le but d'améliorer la stabilité des systèmes financiers (Banks for International Settlements, Août 2016). Le comité a émis des principes éthiques à suivre par les banques sous la forme d'une déclaration intitulée : Prévention de l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de fonds d'origine criminelle « [...] qui incite les dirigeants de banques à mettre en place des procédures efficaces : 1) pour s'assurer que l'identité de toute personne en relation d'affaires avec leur institution est convenablement établie ; 2) pour décourager la pratique d'opérations qui n'apparaissent pas conformes à la loi ; 3) pour réaliser la coopération avec les autorités chargées de veiller aux respects des lois. » (Prévention de l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de fonds d'origine criminelle, 1988, p. 2). Il est spécifié dans la déclaration qu'elle « [...] n'a pas de portée légale et que sa mise en œuvre dépendra des lois et usages nationaux. » (Prévention de l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de fonds d'origine criminelle, 1988, p. 2). Néanmoins le comité est le premier à tenter un changement au niveau de l'attitude libérale des banques vers une attitude plus règlementée (Mitsilegas, 2003). Effectivement, l'élément central derrière toutes ces démarches était d'éviter à tout prix un risque réputationnel pour les banques ; c'est-à-dire de perdre la confiance du public, ce qui aurait pour conséquence d'affaiblir sa stabilité en étant associé à des criminels (Mitsilegas, 2003).

La combinaison du mandat de l'ONU, consistant à lutter contre la criminalité, et de celui du Comité de Bâle, consistant à protéger le système financier, a conduit à la création d'un nouveau groupe intégrant ces deux missions. Effectivement, à la suite du 'Sommet de l'Arche' à Paris en 1989, les pays du G7, soit un groupe informel de discussion et de partenariat économique composé de 7 des plus grandes puissances économiques du monde (les États-Unis, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni) et leurs partenaires de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ont mis sur pied le Groupe d'action financière internationale (GAFI) (Chappez, 2003; Mitsilegas,

2003). Ce groupe « [...] s'efforce de constituer un réseau mondial de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ce qui a conduit à la formation de groupes régionaux ou internationaux dits «de type GAFI » qui effectuent des tâches similaires aux siennes dans leur aire géographique. » (Chappez, 2003, p.545-546). Il fut articulé autour de trois groupes de travail en rapport à trois types d'enjeux ; 1) enjeux légaux, 2) enjeux au niveau réglementaire et 3) enjeux internationaux. Le GAFI est une structure unique mise en place afin d'établir les balises et être un modèle à suivre en terme de lutte contre le blanchiment d'argent. Mitsilegas (2003) rapporte que cette lutte n'est pas seulement une façon de combattre la criminalité, mais aussi de préserver l'intégrité des institutions financières et du système financier dans son ensemble. Effectivement, c'est selon cette idée que le GAFI a été établi en 1990 ce qui est maintenant connu comme les 40 recommandations (Pieth et Aiolfi, 2004). Celles-ci « [...] constituent les normes internationales de référence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent issu du crime organisé. » (Chappez, 2003, p.547). À l'instar des trois groupes de travail, ces recommandations visent donc trois objectifs soit tout d'abord une amélioration au niveau des lois luttant contre le blanchiment d'argent, spécifiquement au niveau du droit criminel, ensuite un raffermissement au niveau de la collaboration internationale et enfin une amélioration du rôle du système financier dans la lutte au blanchiment d'argent (Mitsilegas, 2003). C'est véritablement sur le dernier objectif que les recommandations ont eu le plus grand impact puisqu'elles demandent aux institutions financières de procéder à l'identification des clients et de documenter leurs dossiers, en plus de démontrer une diligence accrue concernant les transactions douteuses. Ces recommandations permettaient de compléter la Convention des Nations-Unies en ajoutant les aspects en lien avec le blanchiment d'argent. Bien que le GAFI n'ait pas de pouvoir de contrainte, n'impose aucune obligation légale et que les initiatives ayant mené à ses recommandations peuvent être décrites comme des instruments de lois non contraignants, sous forme de principes éthiques et de recommandations, elles ont eu une influence importante (Mitsilegas, 2003). Elles ont été formulées une première fois en 1990 uniquement contre le blanchiment d'argent. Il y a eu une révision en 1996, ainsi qu'en 2003 et en 2012. De plus, suite au 11 septembre 2001, huit recommandations 'spéciales' ont été ajoutées afin de lutter contre le financement d'activités terroristes. Les recommandations du GAFI ont été « [...] adoptées par plus de cent trente États, elles sont reconnues par le Fonds Monétaire

International (FMI) et la Banque Mondiale comme des normes de références [...] », selon Chappez (2003, p.547).

## 2.2 Diffusion des normes internationales et application des normes au niveau national

Afin d'appliquer les recommandations du GAFI, les États ont émis des propositions quant aux types de transactions devant être visés par les régimes de lutte au blanchiment d'argent. Au départ les deux suggestions avancées par les États-Unis ne faisaient pas l'unanimité, soit le signalement quotidien des transactions en espèces et le contrôle des transferts de fonds en ligne. En effet, les États-Unis visaient des déclarations automatiques des transactions en espèces, tandis qu'au niveau des pays européens, où les méthodes de paiements électroniques étaient déjà utilisées majoritairement, ils désiraient une approche basée sur les signalements d'opérations douteuses, soit de déclarer des transactions ayant été analysées en fonction d'indicateurs soulevant un doute de blanchiment d'argent (Pieth et Aiolfi, 2004). Ainsi, il y avait ce débat entre un mode de déclaration automatique ou bien un mode de déclaration basé sur des indicateurs permettant d'identifier les opérations douteuses. Toutefois les pays européens ont réussi à convaincre les États-Unis de favoriser une approche basée sur les signalements d'opérations douteuses (Pieth et Aiolfi, 2004). Essentiellement, les recommandations de 1990 sont constituées des éléments suivants : les principes du droit criminel, des obligations réglementaires pour les banques et autres types d'institutions financières, des règles additionnelles concernant la supervision du secteur financier spécifiquement pour la prévention du blanchiment d'argent et des règles concernant la coopération internationale des autorités (Pieth et Aiolfi, 2004). Plus spécifiquement, les recommandations prévoient que l'intention (soit la *mens rea*) - élément toujours requis pour l'incrimination dans le droit criminel - puisse être déduit en fonction du contexte et ainsi être appliquée aux personnes morales (Chappez, 2003). Effectivement, Mitsilegas (2003) rapporte que c'est ce qui permet l'incrimination tout en créant un lien entre l'argent et le trafic illicite, ce qui prive l'argent de son caractère neutre et la rend « sale ». Également, il devient de plus en plus clair que les banques et le système financier sont utilisés par les individus qui blanchissent l'argent. Il y a une réelle inquiétude concernant l'impact de l'argent sale sur l'intégrité et la stabilité du système financier international (Mitsilegas, 2003). Ainsi, une

coopération est attendue de la part des banques. On leur demande de ne pas utiliser le secret professionnel qui pourrait entraver le travail du GAFI et de faire leur diligence raisonnable auprès de leur clientèle. En effet, il est « [...] prévu que le refus d'entraide doit être motivé et que certains motifs ne sont pas acceptables comme par exemple le secret bancaire. » (Chappez, 2003, p.548).

Pour ce faire, certains efforts de la part des banques sont attendus, entre autres l'adoption de l'approche du KYC («know your customer»). Selon Pieth et Aiolfi (2004), c'est la Suisse qui a apporté et instauré cette approche du KYC, c'est-à-dire d'avoir une bonne connaissance des clients en vérifiant leur identité et en établissant un profil de client. Afin que ce principe soit appliqué, cinq obligations ont été établies pour les institutions financières : identification du client, diligence accrue lors de transactions anormalement élevées, enregistrer les informations de ces deux points et les garder pendant cinq ans, informer les autorités réglementaires en place des transactions douteuses et mettre en place des programmes de conformité à l'interne et des formations (Pieth et Aiolfi, 2004). De manière plus générale, Pieth et Aiolfi (2004) décrivent le GAFI comme une structure réglementaire basée sur la pression par les pairs. Les États membres acceptent ainsi de recevoir des vérificateurs/évaluateurs du GAFI et d'autres pays membres pour effectuer des contrôles sur place et des entrevues en profondeur avec des représentants du secteur privé. Un rapport est produit à l'aide de ces données, toutefois le GAFI a décidé qu'il était primordial que les données demeurent confidentielles et qu'il était important de publier une version moins détaillée lors de leur conférence de presse annuelle. Les 40 recommandations du GAFI n'imposent rien aux pays de façon concrète, néanmoins cette façon de procéder met une pression importante sur les pays en créant un système de dénonciation par les pairs. En effet, c'est un système très dissuasif qui ne permet pas aux pays d'ignorer les recommandations, puisqu'ils craignent de faire partie d'une « liste noire » de pays non coopératifs. Ainsi, afin d'éviter que ce soit le cas, une recommandation qui nécessite d'être respectée est de mettre sur pied une cellule de renseignements financiers dans chaque pays afin de recueillir, analyser et transmettre des informations lorsqu'il y a un doute de blanchiment d'argent.

Le mandat de ces cellules de renseignement est notamment associé à la collecte des déclarations d'opération douteuse (DOD) ; « Si un banquier ou tout autre professionnel concerné a des raisons suffisantes de penser que des fonds proviennent d'une activité criminelle ou sont liés au financement du terrorisme, il doit en vertu de sa loi ou réglementation nationale, faire une déclaration d'opérations suspectes auprès d'une autorité nationale désignée, généralement la cellule de renseignements financiers. » (Chappez, 2003, p.549). Cette déclaration doit demeurer complètement confidentielle et les entités déclarantes ne doivent pas être sujettes à des poursuites quelconques pour avoir produit cette ou ces déclarations. Également, le GAFI recommande de s'assurer de l'efficacité du système en place et les États qui ne se conforment pas pourraient être sujets à des sanctions. Il est important de noter que les États ne devraient en aucun cas accepter la présence de banques fictives sur leur territoire et une vigilance accrue est requise concernant les transferts de fonds en espèces, en plus d'établir des mesures pour éviter toute vulnérabilité dans la gestion des fonds (Chappez, 2003). Conséquemment, il était important que chaque pays se dote d'un système et de législations permettant que les normes internationales soient appliquées.

Pieth et Aiolfi (2004) rapportent que suite à la mise en place des recommandations du GAFI, des législateurs ont traduit ces nouveaux standards sous forme de lois. Effectivement, sans législation nationale dans chacun des pays, les recommandations seraient difficilement applicables de façon systématique. Ainsi, la création d'unités de renseignements financiers était requise pour assurer l'efficacité du système antiblanchiment (Pieth et Aiolfi, 2004). Cela a même mené à la création du groupe Egmont, regroupant les cellules nationales du monde entier, dans le but d'assurer un échange d'information et d'expertise entre elles. Le groupe Egmont a été constitué en 1995 dans le but d'offrir une plateforme d'échange international pour ces unités de renseignements financiers (Lefebvre, 2011). Au départ il était centré sur la lutte au blanchiment d'argent, mais inclut maintenant des efforts pour lutter contre le financement d'activités terroristes. Le CANAFE s'est joint au groupe Egmont en juin 2002, hissant alors le total des membres à 69. Egmont compte désormais 152 pays membres.

Tel que le rapporte Mitsilegas (2007) les directives du GAFI laissent beaucoup de discrétion aux États membres pour ce qui est de la conception de leur unité de renseignements

financiers et par conséquent, il y a une grande diversité au niveau de ces unités dans l'Union Européenne. Toutefois, malgré l'absence de directives spécifiques, les différents États membres comprennent l'importance de la mise en place d'une cellule de renseignements financiers pour maintenir de bonnes relations diplomatiques avec les autres pays. Effectivement, Favarel-Garrigues (2005) s'est intéressé au cas de la Russie, et l'auteur rapporte que le pays s'est assuré d'agir rapidement lorsque le GAFI l'a ajouté aux « pays et territoires non coopératifs », afin d'éviter de nuire à ses relations internationales. Ainsi, il est possible de constater que la création d'unités de renseignements financiers est prise au sérieux par les pays membres.

### **3. MISE EN ŒUVRE**

#### **3.1 Création d'agences publiques et implication d'acteurs privés - Pratiques et partenariats**

##### **3.1.1 Retour historique sur l'implantation des cellules de renseignements financiers**

Les premières cellules de renseignements financiers (CRF) ont vu le jour dans les années 1990 en réponse au besoin exprimé par différentes agences de recevoir, d'analyser et de disséminer des renseignements financiers dans le but de combattre le blanchiment d'argent (Fonds monétaire international, 2004). Les CRF sont décrites comme des agences qui reçoivent des déclarations d'opérations douteuses (DOD) provenant d'institutions financières et d'autres entités, elles analysent ces données et diffusent le renseignement financier qui en résulte aux organismes d'application de la loi et aux CRF étrangères dans le but de combattre le blanchiment d'argent (Fonds monétaire international, 2004). Selon le GAFI (2013), grâce aux DOD et autres informations reçues, en plus des analyses stratégiques effectuées, les CRF sont dans une position privilégiée pour identifier les menaces, les vulnérabilités, les techniques, les méthodes et les tendances de blanchiment d'argent. Toujours selon le GAFI (2013), les CRF pourraient être capables d'extraire de leurs bases de données des informations sur des produits spécifiques ou des types de transactions, qui peuvent ensuite être mises ensemble pour former un cas ou bien révéler une tendance. Ces informations peuvent être enrichies grâce à des statistiques sur les transactions signalées par les entités déclarantes.



La première CRF qui a vu le jour est le «Financial Crimes Enforcement Network» (FinCEN) aux États-Unis en 1990 (Département du trésor, 2010). Son objectif de départ était d'être une source de renseignements multiples et un réseau d'analyse pour appuyer la détection, les enquêtes et les poursuites de cas de blanchiment d'argent et des autres crimes financiers (Département du trésor, 2010). Aujourd'hui, FinCEN travaille en collaboration avec le milieu financier afin de prévenir et de déceler le blanchiment d'argent. FinCEN assiste les organismes d'application de la loi en leur fournissant du renseignement et des analyses, en plus de maximiser le partage d'information entre les agences d'application de la loi.

Depuis la mise en place de FinCEN, le Groupe Egmont regroupe à ce jour 152 cellules de renseignements financiers (Groupe Egmont, 2017). L'origine du nom du groupe est lieu de la première rencontre des membres du groupe, soit au Palais d'Egmont-Arenberg à Bruxelles en Belgique (Parlement Européen, 2017). Son objectif au départ était d'être un réseau de CRF international et informel, qui ferait la promotion et améliorerait la coopération internationale. Ainsi, le Groupe Egmont est une plateforme sécuritaire d'échange de connaissances sur le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes pour les CRF au travers le monde (Groupe Egmont, 2017). Ainsi, ce groupe reconnaît l'importance du partage d'informations au niveau international et il constitue la pierre angulaire des efforts de lutte au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes (Groupe Egmont, 2017). Plus de vingt ans plus tard, ce « réseau informel » est formé de différents comités plus formels et le Groupe est régi par des normes en matière de gouvernance et standards, dont la « Charte Egmont », les « Principes d'Egmont pour le partage d'information » et le « Guide opérationnel pour les activités des CRF » (Parlement Européen, 2017). Ainsi, la création d'une CRF requiert des éléments spécifiques.

#### *3.1.1.1 Étapes menant à la mise en place d'une cellule de renseignements financiers (CRF)*

La mise en place d'une CRF suit différentes étapes et un élément important à considérer est de se baser sur les politiques criminelles du pays au sein duquel celle-ci est implémentée (Fonds monétaire international, 2004). De prime abord, la création d'une CRF démontre la détermination des autorités d'un pays à rehausser la priorité accordée à la lutte au blanchiment d'argent et aux autres crimes au sein de ce dernier. Ainsi, les CRF doivent avant tout répondre

à leurs propres besoins, avant de répondre aux demandes de la communauté internationale. En effet, les particularités de la CRF doivent être constantes avec la structure réglementaire en place dans le pays concerné, en plus de ses systèmes légaux et administratifs déjà implémentés (Fonds monétaire international, 2004). Somme toute, la mise en place d'une CRF doit se baser sur une analyse de la situation du pays face au blanchiment d'argent, au financement d'activités terroristes et aux crimes graves de façon générale. De plus, la place de la CRF au sein de la structure gouvernementale est un élément clé, puisqu'elle sera positionnée en fonction des particularités du système légal et administratif du pays.

Sans support au niveau politique, les CRF ne peuvent pas voir le jour et atteindre leurs objectifs. C'est cet apport qui permet l'adoption d'une loi dictant la création d'une CRF et lui assure un budget suffisant pour l'accomplissement de ses activités au sein d'un pays donné. Il est donc nécessaire de prendre des décisions clés qui détermineront le schéma général, le statut et les fonctions de la CRF (Fonds monétaire international, 2004). Sans prétention à l'exhaustivité, cela inclut les objectifs de base de la CRF, les réglementations et les fonctions nécessaires pour atteindre ceux-ci, les tâches connexes que devra exécuter la CRF, en plus de ses tâches habituelles, les mesures en place pour assurer l'autonomie et la responsabilisation de la CRF au niveau des tâches opérationnelles, les exigences de base en termes de signalement d'opérations douteuses (qui signale et que signale-t-il?), la taille de la CRF en terme de budget ou de personnel, face à l'ampleur des renseignements à traiter et toute responsabilité additionnelle, le rôle de la CRF par rapport aux autres agences nationales ou corps gouvernementaux, incluant l'échange de renseignements, et l'emplacement de la CRF dans l'administration, son autonomie et les moyens pour la rendre opérationnelle (Fonds monétaire international, 2004). C'est lorsque ces aspects sont décidés qu'il sera possible de créer la CRF.

Selon le Fonds monétaire international (2004), dans plusieurs pays, discuter du projet de mise en place d'une CRF et d'un projet de loi dans ce sens, avec le secteur privé a été très bénéfique et a eu un impact au niveau du régime de lutte au blanchiment d'argent. En effet, les renseignements qui seront traités par les CRF proviendront majoritairement du secteur privé ou bien du secteur financier. Ainsi, procéder à des consultations auprès de ces futurs partenaires est avantageux. Cela crée un climat de confiance entre le secteur privé et le

gouvernement qui met en place la future CRF, à qui ils devront faire parvenir les déclarations d'opérations douteuses (DOD). De plus, tenir ce type de consultations facilite la compréhension des nouvelles obligations qui seront imposées au secteur financier et aux autres secteurs impliqués, et par conséquent facilitera les discussions futures au parlement. Au niveau de la CRF, tenir ce type de consultations avant sa mise en place peut être bénéfique au niveau de la planification et l'établissement de critères de déclarations réalistes pouvant être respectés par les entités déclarantes. Finalement, pour les entités déclarantes c'est une occasion de connaître leurs obligations futures et par conséquent établir un programme de conformité approprié.

Un autre aspect qui doit être considéré pour la mise en place et le bon fonctionnement d'une CRF est la façon dont cette dernière sera financée. En général, les CRF sont financés directement par les budgets gouvernementaux (Fonds monétaire international, 2004). Les CRF de type administratif (nous expliquerons cette notion plus loin), qui font partie du ministère des Finances, ont leur propre budget provenant du budget de ce ministère. De leur côté, les CRF de type policier sont financés par la police, le ministère de l'Intérieur ou le ministère public (Fonds monétaire international, 2004). Des CRF peuvent aussi être financés par différentes sources combinées. Quelques CRF sont financées par la banque centrale ou les agences de surveillance du secteur financier. Toutefois, un élément commun à tous les pays est que les CRF doivent amortir les coûts associés à la création d'une loi anti blanchiment et la mise en œuvre de systèmes de détection/déclaration d'opérations douteuses (Fonds monétaire international, 2004).

En prenant tous ces aspects en considération, les CRF peuvent être mises en place et répondre aux exigences du Groupe Egmont. En effet, selon ce dernier, les CRF devraient servir à être un centre national de réception et d'analyse des déclarations d'opérations douteuses et des autres informations pertinentes pour la lutte au blanchiment d'argent ou à la lutte au financement d'activités terroristes (Groupe Egmont, 2017). Bien que les CRF ont tous ces éléments en commun, celles-ci peuvent être établies sous différents modèles.

### *3.1.1.2 Types de cellules de renseignements financiers (CRF)*

Les CRF ont été mises en place dans le but général de combattre le blanchiment d'argent et ils remplissent tous les fonctions de base associées à ce rôle. Néanmoins, la façon dont ces

fonctions ont été mises en exécution varie d'un pays à l'autre en raison des particularités de chaque pays et l'absence d'un modèle international accepté par tous lors de la mise en place des premières CRF. Conséquemment, selon la typologie de référence du Fonds monétaire international (2004), cela a créé quatre types de CRF ; les CRF de type administratif, les CRF de type policier de la loi, les CRF de type judiciaire et les CRF mixte ou hybride.

Premièrement, les CRF de type administratif sont habituellement partie prenante de la structure ou sous la supervision d'une agence administrative autre que les organismes d'application de la loi. Elles constituent en général une agence distincte, placée sous la supervision d'un ministère ou d'une administration (les CRF autonomes) ou elles ne sont pas sous supervision (les CRF indépendantes). Le Groupe Egmont (2017) décrit les CRF de type administratif comme une autorité administrative centralisée et indépendante, qui reçoit et traite des renseignements reçus du secteur financier et fait des divulgations au milieu judiciaire ou aux organismes d'application de la loi pour les poursuites. L'idée derrière ce type de CRF est d'assurer une barrière entre le secteur financier et les organismes d'applications de la loi (Fonds monétaire international, 2004; Groupe Egmont, 2017). C'est un aspect avantageux puisque des entités déclarantes qui font face à des cas pour lesquels ils portent un doute, mais ne détiennent pas de preuves concrètes qu'une activité illégale est impliquée seront plus enclines à effectuer une déclaration à ce type de CRF plutôt que directement à un organisme d'application de la loi. Le rôle de la CRF est d'étayer le cas en validant le doute et s'il y a matière à enquête, de faire parvenir ce cas aux autorités en charge des enquêtes et poursuites criminelles (Fonds monétaire international, 2004). Ce type de CRF peut être constitué sous le ministre des Finances, la banque centrale ou un organisme de conformité. Il y en a peu qui sont des structures séparées, indépendantes de tout ministère (soit la CTIF/CFI en Belgique). Puisque la CRF est établie hors des murs des organismes d'application de la loi, cela implique que ces fonctions sont limitées à la réception, l'analyse et la diffusion des déclarations d'opérations douteuses, et qu'elles n'ont aucun pouvoir d'enquête et/ou de poursuite. Ce type de CRF est présent dans les pays suivants ; Andorre, Aruba, Australie, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Colombie, Croatie, République tchèque, France, Israël, Corée, Liechtenstein, Malte, Monaco, Pays-Bas, Antilles, Panama, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, Espagne, Ukraine, États-Unis, et Venezuela.

Deuxièmement, les CRF de type policier ont été créées dans certains pays qui ont mis l'accent sur le côté application de la loi des CRF, et conséquemment mis en place directement comme un élément de l'agence d'application de la loi (Fonds monétaire international, 2004; Groupe Egmont, 2017). C'était le moyen le plus facile de procéder puisque ça évitait de devoir partir de zéro avec une nouvelle entité distincte, une nouvelle structure légale et administrative. Afin que le tout fonctionne au niveau opérationnel, les CRF de type policier travaillent de près avec les autres unités d'applications de la loi, comme l'unité de crimes financiers, et ils bénéficient de leur expertise et source d'informations. En contrepartie, les renseignements reçus par les CRF sont facilement accessibles par les agences d'application de la loi et peuvent être utilisés dans leurs enquêtes. De plus, l'échange de renseignements peut aussi être effectué via des réseaux d'échange d'informations nationaux et internationaux déjà existants (Fonds monétaire international, 2004). « On trouve des exemples de ce type de CRF dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Estonie, Guernesey, Hongrie, Irlande, Islande, Jersey, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède. » (Fonds monétaire international, 2004).

Troisièmement, les CRF de type judiciaire sont constituées au sein de la section judiciaire de l'état et habituellement sous la juridiction du procureur (Fonds monétaire international, 2004). Ce type de CRF se trouve dans des pays à tradition juridique continentale, au sein desquels le ministère public fait partie du système judiciaire et détient l'autorité sur les organes d'enquête, leur permettant de diriger et superviser les enquêtes. Ainsi, la divulgation des opérations douteuses est envoyée au bureau du procureur, qui décidera ensuite s'il y a matière à ouvrir une enquête. Les pouvoirs judiciaires (exemple ; la saisie des fonds, geler les comptes, mener des interrogatoires, détenir des suspects et mener des perquisitions) peuvent être mis à contribution sans délai (Fonds monétaire international, 2004 ; Groupe Egmont, 2017). Ainsi, ce type de CRF est très utile dans des pays où le secret bancaire est très solide et un lien direct est requis entre les autorités judiciaires ou les procureurs. Ce type de CRF se retrouve par exemple à Chypre et au Luxembourg.

Enfin, les CRF mixte ou hybride sont des CRF qui sont formés d'une combinaison des constituants des autres types de CRF. Ainsi, il s'agit d'une tentative pour obtenir tous les avantages en mettant différents éléments ensemble. Certaines CRF vont combiner les éléments des CRF de type administratif et de type policier, d'autres vont combiner les pouvoirs des

agences de services frontaliers avec ceux des policiers. Pour certains pays, il s'agit aussi de combiner deux agences déjà en place et impliquées dans la lutte au blanchiment d'argent en une seule agence. Les pays ayant établi ce type de CRF sont par exemple le Danemark, Jersey, Guernesey et la Norvège.

### 3.1.2 Survol des cellules de renseignements financiers actuelles

Parmi les cellules de renseignements financiers mises en place, il y a notamment le CANAFE (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada) au Canada, TRACFIN (Traitement de renseignements et action contre les circuits financiers clandestins) en France, FINCEN (Financial Crimes Enforcement Network) aux États-Unis ou encore MROS (Money Laundering Reporting Office Switzerland) en Suisse, pour n'en nommer que quelques-uns. Un des éléments ayant incité à la création de cellules de renseignements financiers est le fait qu'on voulait éviter à tout prix un impact sur la relation entre les banques et leurs clients (Chappez, 2003). En effet, si la responsabilité d'alerter les autorités était imposée aux banques, cela aurait eu des conséquences néfastes pour ces dernières et cela aurait créé des réticences de leur part au niveau de la coopération. Conséquemment, le GAFI a émis la recommandation de prévoir une cellule « [...] chargée de collecter les déclarations de soupçons et autres informations, de les traiter afin d'identifier les opérations réelles qui se cachent derrière la façade des flux apparents et éventuellement de déclencher des poursuites. » (Chappez, 2003, p.550). Ainsi, les unités de renseignements financiers agissent à titre d'intermédiaire entre les institutions financières et les autorités judiciaires. La déclaration d'opération douteuse (DOD) doit être remplie autant dans le cas de soupçon de blanchiment d'argent que pour du financement d'activités terroristes, et ce, même si elles sont a priori basées sur des hypothèses différentes. Lorsqu'il est question de blanchiment d'argent, on s'interroge sur l'origine des fonds et lorsqu'il s'agit de financement d'activités terroristes, on s'interroge plutôt sur l'utilisation des fonds. Il est important dans tous les cas d'avoir une connaissance du client, ce qui permet de baser son doute sur une incohérence entre les transactions effectuées au compte et son profil. Néanmoins, il n'est pas aisé de déterminer sur quels indices on doit se baser pour décider qu'une transaction doit faire l'objet d'une DOD. La littérature s'est intéressée aux pouvoirs et fonctions des unités de renseignements financiers

dans le monde et les cellules de renseignements des pays suivants seront abordées; la France, Singapour, la Suisse, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada.

En France, TRACFIN a été mis en place au sein du Ministère des Finances. TRACFIN est en mesure de s'opposer à l'exécution de transactions ayant été déclarées pendant un maximum de douze heures, afin de procéder à l'analyse de celles-ci (Chappez, 2003). Bien que le secret bancaire ne lui est pas imposable, TRACFIN doit respecter des règles déontologiques spécifiquement dictées par la Loi. Conséquemment, les renseignements obtenus ne peuvent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre le blanchiment d'argent ou le financement d'activités terroristes, et ceux-ci ne doivent pas être partagés avec des autorités non autorisées. De plus, du côté des institutions financières, elles ne sont pas sujettes à des poursuites lorsque les déclarations sont transmises de bonne foi. Ils reçoivent tout de même de l'information en provenance d'organismes étrangers occupant les mêmes fonctions dans leur pays respectif.

Du côté de Singapour, vu son importance en tant que centre financier en Asie, le pays reconnaît l'intérêt d'un système de lutte au blanchiment d'argent efficace lui permettant de maintenir son statut compétitif en Asie (Pieth et Aiolfi, 2004). Comme les États-Unis, Singapour s'est avant tout attaqué aux profits découlant du trafic de stupéfiants, mais il a été clair rapidement qu'il y avait lieu d'étendre leur lutte contre le blanchiment d'argent aux crimes majeurs et un amendement a été apporté en ce sens à la Loi en place sur la confiscation des profits découlant de la corruption, le trafic de drogue et les crimes majeurs en 1999 (Pieth et Aiolfi, 2004). Les cinq infractions de base en lien avec le blanchiment d'argent soumis à cette Loi sont 1) assister une personne à garder en sa possession les profits découlant du trafic de drogue ou d'un crime sérieux, 2) dissimuler ou transférer les profits du trafic de drogue ou d'un crime sérieux, 3) permettre à un récidiviste d'obtenir les profits découlant du trafic de stupéfiants ou d'un crime sérieux, 4) ne pas divulguer aux autorités ou à son employeur avoir eu connaissance ou avoir un doute de blanchiment d'argent et 5) divulguer des informations confidentielles concernant une enquête de blanchiment d'argent. Ces changements offraient plus de pouvoir de dissuasion aux autorités policières et aux régulateurs financiers en matière de lutte au blanchiment d'argent. De plus, les personnes trouvées coupables de recyclage des

produits de la criminalité dans le cas de crimes majeurs étaient dorénavant possibles d'extradition (Pieth et Aiolfi, 2004).

De son côté, la Suisse constitue un des centres financiers les plus importants au monde. Un des aspects ayant contribué à cela est l'importance historique du secret bancaire dans ce pays (Pieth et Aiolfi, 2004). Toutefois, il faut préciser que le secret bancaire peut être levé lorsqu'il y a un doute de blanchiment d'argent ou qu'un crime important a été commis enfreignant le droit criminel. De plus, il peut être levé sous la demande de collaboration aux enquêtes d'organes de poursuites pénales internationales, si le crime en question est une infraction autant dans le pays demandeur qu'en Suisse. Par contre, le secret bancaire ne peut pas être levé dans des cas d'évitement fiscaux et conséquemment, ce sont seulement les enquêteurs travaillant sur un cas d'évasion fiscale qui peuvent faire une demande d'information directement auprès des banques (Pieth et Aiolfi, 2004). La lutte au blanchiment d'argent est menée à différents niveaux et sous différentes législations en Suisse. Au niveau de la justice criminelle, le blanchiment d'argent a été criminalisé en 1990. Au niveau des enquêtes criminelles, l'unité de renseignements financiers « Money Laundering Reporting Office (MLRO) » a été mise sur pied en 1998 et elle se rapporte au bureau fédéral de police. Au niveau des lois administratives, des règlements de diligence raisonnable uniformes ont été mis sur pied en 1998 dans le domaine bancaire pour tous les intermédiaires financiers dans le secteur bancaire et le secteur non bancaire. Le régime de lutte au blanchiment d'argent en Suisse peut donc être décrit comme une combinaison de différents systèmes qui se base tout d'abord par l'intervention directe de l'État grâce aux lois criminelles, deuxièmement par un contrôle direct des États au niveau administratif et troisièmement en comptant sur les mécanismes de contrôle interne des entreprises privées (Pieth et Aiolfi, 2004). Ainsi, ces entreprises ont le droit, mais aussi le devoir de signaler des transactions inhabituelles, cette responsabilité de dénonciation étant déléguée au privé.

Du côté du Royaume-Uni, avant les années 1980, le secteur financier s'autorégulait sans base législative. La Banque centrale de l'Angleterre avait des pouvoirs réglementaires, mais elle ne les employait pas et usait plutôt de son pouvoir de persuasion de façon informelle. C'est aussi dans les années 1980 qu'un intérêt se développe pour la lutte au blanchiment



d'argent. En 1986, suite aux recommandations du comité Hodgson, des mesures ont été créées pour permettre la confiscation des profits découlant du trafic de stupéfiants. Par la suite, avec la loi sur la prévention du terrorisme en 1989, plus de crimes étaient visés par la lutte au blanchiment d'argent. De plus, la loi sur le système de justice pénale de 1988 a étendu les dispositions de la lutte aux capitaux d'origine illicite en incluant tous les actes criminels. Ainsi, la directive européenne de 1991 n'a pas eu un impact important au niveau du Royaume-Uni, puisqu'elle ne visait que les profits des crimes reliés à la drogue, ce qui était déjà le cas au Royaume-Uni. Puis en 2002, la loi sur les profits du crime a mis en place une série d'ordonnances dont un des objectifs premiers est non seulement de criminaliser le blanchiment d'argent, mais aussi de s'assurer que les opérations douteuses soient déclarées aux autorités. Le Royaume-Uni a toujours eu un rôle important au niveau des initiatives internationales dans la lutte au blanchiment d'argent. De plus, la Banque de l'Angleterre a apporté son support aux actions prises contre les violations des principes de l'accord de Bâle. Elle a aussi soutenu la mise sur pied du GAFI au G7 en 1989 à Paris, et prend part au forum de la stabilité financière. Ainsi, le régime de lutte au blanchiment d'argent du Royaume-Uni a reçu des évaluations très élogieuses de la part du GAFI en ayant non seulement atteint, mais aussi surpassée les 40 recommandations dans certains domaines.

Les États-Unis basent leur lutte au blanchiment d'argent sur deux régimes législatifs ; la loi sur le contrôle du blanchiment d'argent et la loi du secret bancaire. Cette dernière loi a été instaurée avec une portée limitée pour les institutions de dépôts et institutions financières. Elle exigeait seulement que les institutions incluses dans la loi gardent une trace des transactions financières et signalent les transactions domestiques et étrangères excédant certains seuils de déclaration. Les banques ont contesté ces exigences en raison du concept de la protection de la vie privée, toutefois la Cour Suprême a maintenu les exigences en place lors de deux jugements dans les années 1970. Le « Financial Crimes Enforcement Network of the US Treasury Department (FinCEN) », qui est l'unité de renseignement financier des États-Unis, a été fondé en 1990 pour contribuer aux efforts de lutte au blanchiment d'argent. Par la suite en 1992, la loi contre le blanchiment d'argent d'Annunzio-Wylie a apporté un amendement à la Loi du secret bancaire pour y ajouter l'exigence de signaler les activités douteuses et exiger à certaines institutions financières d'implémenter des programmes de lutte au blanchiment

d'argent basé sur la loi du secret bancaire. De plus, l'amendement apporté par Annunzio-Wylie criminalisait les transferts de fonds illégaux et mandatait les autorités appropriées à réexaminer les institutions financières faisant partie de la charte fédérale, qui ont été condamnées pour leur implication dans le blanchiment d'argent. La loi de suppression du blanchiment d'argent de 1994 a accru les lois contre le secret bancaire pour inclure les casinos appartenant à l'État et aux Premières Nations, ainsi que d'autres institutions de jeux. De plus, vers la fin des années 1990, une plus grande uniformité des déclarations d'opérations douteuses est instaurée et le tout est centralisé auprès de FinCEN. Dès 2001, le système de lutte au blanchiment d'argent mis en place aux États-Unis était basé de prime abord sur l'autorégulation par les institutions financières, et au niveau de la conformité, le suivi était effectué par le département du Trésor et d'autres agences fédérales ou étatiques avec des mandats de supervision. Les efforts étaient largement concentrés sur le trafic de narcotiques et le crime organisé. Ces efforts pour augmenter les exigences au niveau de la réglementation dans les années 1990, comme implémenter la notion de KYC, ont rencontré beaucoup d'opposition de la part de l'industrie, en particulier de la part des petites entreprises, ce qui a empêché la réalisation de ce projet. Toutefois, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont mené à des changements dans le régime de lutte au blanchiment d'argent aux États-Unis. Après avoir découvert que les terroristes avaient utilisé le système financier des États-Unis pour financer leurs activités, le Congrès a réagi en incluant des éléments dans le «Patriot Act» adopté le 26 octobre 2001. Des changements importants ont alors été apportés à la loi du secret bancaire et aux statuts criminels du blanchiment d'argent, ainsi qu'en relation avec la législation sur les saisies. De plus, d'autres types d'institutions financières sont maintenant couvertes par la loi, comme les courtiers en valeurs mobilières, les compagnies d'assurances, les fonds mutuels et les compagnies de transferts de fonds informelles, dans le but de restreindre les pratiques bancaires de haut risque. Le «Patriot Act» impose aux institutions financières de nouvelles procédures et renforcées obligatoires concernant l'identification de leurs clientèles et l'ouverture de comptes. Cela étend la portée des pouvoirs des autorités américaines au niveau des crimes en lien avec le blanchiment d'argent, en plus d'étendre les risques de violation des lois anti blanchiment d'argent au-delà de leur but initial, soit les entreprises criminelles, en allant investiguer plus profondément vers les activités d'entreprise légitimes.

Au Canada, c'est la loi sur les profits découlant du crime de 1989 qui marque les premiers efforts de sanctions criminelles contre le blanchiment d'argent. Toutefois ce n'est qu'en 2000 avec le projet de loi C-22 qu'un dispositif de lutte au blanchiment d'argent sera mis en place (Gagnon, 2008). En effet, le Canada avait fait piètre figure suite à l'évaluation du GAFI dans son rapport de 1997-1998 et devait donc mettre en place une cellule de renseignements financiers (CRF) afin de contribuer aux efforts internationaux de lutte au blanchiment d'argent (Gagnon, 2008). Ainsi, c'est en 2000 que le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) a été mis en opération pour former l'unité de renseignement financier du Canada (CANAFE, 2016). Il est possible de constater que le Canada a tardé à mettre en place son unité de renseignement financier. Celle-ci relève du ministre des Finances, qui de son côté fait le lien avec le Parlement et leur fait des comptes rendus sur les activités du CANAFE (CANAFE, 2016). La CRF du Canada a été créée en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (CANAFE, 2016). De plus, elle fait partie du Groupe Egmont depuis le 7 juin 2002 (Groupe Egmont, 2017).

Selon le site Internet de CANAFE, son mandat est de « [...] faciliter la détection, la prévention et la dissuasion en matière de blanchiment d'argent et de financement des activités terroristes, tout en assurant la protection des renseignements personnels qu'il détient. » (CANAFE, 2016). Afin de remplir ce mandat, CANAFE reçoit les déclarations d'opérations douteuses des entités déclarantes, protège les renseignements obtenus, s'assure de la conformité des entités déclarantes envers la *Loi* et les règlements, produit des renseignements financiers dans le but d'assister les enquêtes sur le blanchiment d'argent, le financement d'activités terroristes et les menaces envers le Canada, effectue des recherches et des analyses de données tirées d'un ensemble de sources d'information qui permettent de déceler les tendances et les modes opératoires dans les activités de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, tient un registre des entreprises de services monétaires au Canada et accroît le degré de sensibilisation et de compréhension du public à l'égard des questions liées au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes (CANAFE, 2016). Le CANAFE a pour mission de « contribuer à la sécurité publique des Canadiens et d'aider à protéger l'intégrité du système financier canadien grâce à la détection et à la dissuasion du

blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes. » De plus, la CRF a pour vision d'être le « leader » en matière d'exploitation du renseignement financier (CANAFE, 2016). Le CANAFE sera analysé plus en profondeur lors de l'analyse des données.

Favarel-Garrigues, Godefroy et Lascoumes (2009) rapportent que la mise en œuvre des normes (internationales et nationales) est un aspect fondamental puisqu'il s'agit du point où « [...] se détermine les pratiques et s'opère les décisions essentielles.» Il s'est écoulé dix ans avant que les nouvelles obligations de la lutte antiblanchiment soient incorporées au système financier. En effet, certaines institutions les avaient intégrés prématurément même si ce n'était pas dans l'optique de combattre le blanchiment d'argent, mais plutôt la fraude. Ainsi, pour les banques la transition s'est faite lentement. Néanmoins, une lente sensibilisation a eu lieu dans les années 1990, car il y avait une pression de la part des services d'enquêtes pour s'attaquer non seulement aux produits du crime, mais aussi aux moyens d'action financiers employés par les criminels (Favarel-Garrigues, Godefroy et Lascoumes, 2009). Ainsi, « Pour les banques, c'est d'abord un problème d'image [...]. Les institutions prudentes savent qu'elles ont plus à perdre qu'à gagner à trop développer les relations avec des établissements ou des places stigmatisées. » (Favarel-Garrigues, Godefroy et Lascoumes, 2009). Il demeure que la lutte au blanchiment d'argent n'était pas la plus grande préoccupation des institutions financières durant ces années, mais les révisions apportées aux recommandations du GAFI en 1996 ont un impact important puisque les banques peuvent se rendre coupables. Néanmoins, selon les auteurs, cela signifie que les banquiers risquent d'être pénalement responsables de signaler des actes dont la définition est imprécise, ce qui les rend peu réceptifs à la lutte au blanchiment d'argent à ce moment-là. Un changement de culture s'est produit en 2001 avec une mobilisation au niveau des professionnels en raison de deux enjeux ; l'arrivée d'exams de conformité pour les banquiers et une mobilisation internationale sur les circuits financiers occultes suite au 11 septembre 2001 (Favarel-Garrigues, Godefroy et Lascoumes, 2009). Cela aura comme impact de faire réaliser aux institutions financières le risque réputationnel encouru et de mettre des efforts à lutte au blanchiment d'argent.

### 3.2 Efficacité : Évaluation et impact des dispositifs en place

La littérature s'est penchée sur l'efficacité des dispositifs d'analyse de renseignements financiers et, selon Helleiner (1999), l'efficacité ne se mesure pas en terme de coopération entre les États, mais plutôt selon le critère suivant : ces régimes sont-ils en mesure d'empêcher des mouvements de fonds associés au blanchiment d'argent ou au financement d'activités terroristes ? Chappez (2003) rapporte qu'il existe des disparités de législations et de réglementations internes puisque les cellules de renseignement financier n'ont pas été mises en place de façon coordonnée, ce dont les criminels ont su tirer parti. Néanmoins, il rapporte que dans les dernières années le nombre de déclarations de soupçon et de poursuites judiciaires a augmenté, ce qui a eu un effet positif sur les mesures mis en œuvre au niveau international et national (Chappez, 2003). Toutefois, selon Helleiner (1999), le phénomène est loin d'être éliminé. Les stratégies de blanchiment se sont diversifiées en se tournant vers de nouveaux marchés financiers, conséquemment limitants les initiatives de réglementation. De plus, il est devenu évident que les transferts de fonds jouent un rôle important dans la majorité des cas de blanchiment d'argent et ceux-ci sont difficiles à surveiller. Chappez (2003), de son côté, explique que le GAFI procède à des évaluations de façon régulière des États, ce qui lui permet de « [...] dresser une liste noire des États récalcitrants dits «Pays et Territoires non coopératifs». » (Chappez, 2003). Néanmoins, certains États ont décidé de prendre l'initiative et d'adopter leurs propres réglementations internes. Chappez (2003) note toutefois que la lutte au blanchiment d'argent demeure difficile puisque plusieurs États ne participent pas à cette lutte, soit par mauvaise volonté dans le souci de conserver un avantage financier, soit par un manque de moyens afin de mettre en place un système performant au niveau de la lutte au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes.

Lors de ses évaluations, le GAFI examine, entre autres, les progrès réalisés par les États choisis pour évaluation dans leur lutte aux capitaux illicites et au financement d'activités terroristes. Il est assisté par les groupes régionaux des Amériques, de l'Asie/Pacifique, de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient, qui détiennent des compétences correspondantes à celles du GAFI. Ils effectuent une première évaluation des États situés dans leur aire géographique de compétence, suivi d'une évaluation supplémentaire en réunion plénière. Les évaluations sont formées d'exercices d'autoévaluation et d'évaluations mutuelles (Chappez,

2003). Les autoévaluations consistent « [...] pour chaque pays membre à répondre chaque année à un questionnaire standard. L'État expose dans quelle mesure il met en œuvre les quarante recommandations sur le blanchiment et les huit recommandations spéciales sur le financement du terrorisme. » (Chappez, 2003, p.547). Du côté de l'évaluation mutuelle, elle consiste en la visite effectuée par une équipe de trois à quatre experts choisis dans d'autres pays membres. Un rapport est produit suite à leur visite faisant état des progrès et des aspects dans son mécanisme de lutte nécessitant une amélioration. Ces évaluations sont susceptibles d'alimenter les rapports annuels du GAFI pour dresser un palmarès des États selon leurs efforts et les mesures en place dédiés à la lutte au blanchiment d'argent. C'est à partir de ces données que le GAFI dresse un palmarès des États dans son rapport annuel en fonction des efforts qu'ils déploient dans la lutte au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes.

En 2007, Queloz a comparé le dispositif canadien au dispositif suisse puisque ceux-ci sont tous deux parties prenantes des initiatives internationales en matière de lutte contre les actes de violence terroristes. En effet, « [...] les deux pays ont ratifié les instruments internationaux et appliquent les nouvelles directives et recommandations édictées après les attentats du 11 septembre 2001 (p.10). » Il a procédé à la comparaison en fonction de l'aspect théorique, soit le cadre légal et organisationnel des dispositifs, et les pratiques effectives au niveau des institutions financières et les différentes instances de contrôle. Il arrive au constat que le dispositif suisse, lors de l'évaluation, a atteint une « vitesse de croisière » (Queloz, 2007). Au niveau de l'éthique, les acteurs de ce dispositif sont décrits comme tenaces et perfectionnistes même l'objectif affiché contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants est plutôt perçu comme une illusion. Le dispositif joue toutefois un rôle préventif et dissuasif important en « [...] détournant les tentatives de blanchiment vers d'autres pays dont le filet antiblanchiment est serré » (Queloz, 2006, p. 16). Au niveau des condamnations pénales, elles se situent à 22% par rapport au nombre de déclarations de blanchiment reçues par le «Money Laundering Reporting Office Switzerland» (MROS). Selon l'auteur, il s'agit d'un indicateur de bonne efficacité pour la répression et, concernant l'efficacité de la détection du blanchiment, l'auteur trouve que le nombre de soupçons transmis est faible en fonction de l'importance des fonds et du nombre de transactions opérées annuellement. Queloz (2006) rapporte que « le Canada possède comme la Suisse une structure fédérale, mais il a mis en

place un dispositif antiblanchiment assez proche du système des États-Unis (en particulier [...] l'annonce systématique au CANAFE de toutes les transactions financières à partir d'un montant de 10 000 dollars canadiens), assorti toutefois d'une obligation de déclaration des opérations douteuses (quel qu'en soit le montant) relatives aux produits de la criminalité et au financement des activités terroristes. (p. 17)». Le Canada est décrit comme ayant un système mixte avec l'automatisme qui est complétée par l'approche du risque. Ainsi, ce qui distingue le système suisse et le système canadien, est le fait qu'en Suisse l'approche est préventive et l'approche canadienne est plutôt défensive. L'approche suisse est basée sur la notion de KYC («Know Your Customer»). Celui-ci doit être effectué avant la production de toute déclaration de doute de blanchiment d'argent, par conséquent le pays s'assure de procéder à des vérifications diligentes sur les clients avant de procéder à une déclaration. Au Canada l'approche est décrite comme plutôt communicative et défensive, c'est-à-dire qu'il y a des déclarations systématiques à partir d'un certain seuil. Selon l'auteur, le Canada ne partage pas l'aspect d'autorégulation présent en Suisse leur permettant d'effectuer des communications uniquement pour des transactions douteuses. Malgré cette approche préventive, Queloz (2006) note qu'il y a plus de décisions répressives en Suisse qu'au Canada. Effectivement, bien que le CANAFE reçoit 11 000 à 14 000 fois plus de déclarations que le dispositif suisse, le Canada enregistre 11 fois moins de condamnations pénales que la Suisse pour le blanchiment d'argent (Queloz, 2006). Queloz (2006) conclut que l'efficacité en matière de lutte au blanchiment d'argent demeure une notion relative et subjective. Néanmoins, le fait que le système suisse soit devenu plus effectif et efficace depuis sa mise en œuvre en 2002 lui permet de bénéficier de points additionnels au niveau de sa réputation.

Amicelle (2011) rapporte qu'il y a une volonté de la part des promoteurs des pratiques de surveillance financière de mettre de l'avant la notion de traçabilité en tant que condition de base, d'augmenter la centralité du risque par rapport à la régulation en tant que condition de flexibilité et d'adaptation, et de mettre en place des projets de partage du renseignement entre les organisations comme condition de succès. Ainsi, les mécanismes de lutte à l'argent sale doivent être opérés de façon autonome par chacun des acteurs réglementés. Ceux-ci sont responsables, s'autorégulent et doivent être en mesure de décider ce qu'ils conçoivent comme des mesures appropriées. Cette autonomie a pour conséquence le développement de règles internes, ce qui rend presque impossible une conformité égale de la part de tous les acteurs

impliqués. Effectivement, les régulateurs doivent pouvoir vérifier les mesures d'autoévaluation et de gestion du risque à l'interne afin de s'assurer que les méthodes en place sont conformes. Ainsi, selon Amicelle (2011) avec cette perspective en tête, les techniques de traçabilité conservent systématiquement l'information permettant non seulement de suivre la trace de l'argent, mais aussi pour le régulateur de faire un suivi rapproché des procédures internes et des processus décisionnels des institutions réglementées. Ainsi, la traçabilité se réfère autant à la trace de l'argent qu'au protocole d'audit.

Selon le rapport de 2016 produit par le GAFI sur le Canada, les autorités canadiennes ont une bonne compréhension des risques de blanchiment d'argent et de financement d'activités terroristes auxquels ils font face. Ce rapport sera abordé plus en détail lors de l'analyse.



## **II. PROBLÉMATIQUE**

Malgré la mise en place du CANAFE et la présence de cellules de renseignement financier équivalente dans aujourd'hui plus de 150 pays, il existe peu d'études s'intéressant au processus d'intégration de ces nouvelles institutions et d'une nouvelle forme de renseignement (financier) au sein du champ de la sécurité.

Premièrement, les articles traitant de la lutte au blanchiment d'argent se contentent, pour la plupart, d'employer des sources et statistiques officielles sur « l'argent sale », d'énumérer des lois et des institutions dans ce domaine. Les données officielles sont utiles, mais ne permettent pas nécessairement d'avoir une vue d'ensemble des pratiques. Il n'y a que quelques chercheurs qui sont allés plus loin en procédant à des entrevues semi-dirigées avec des acteurs de la lutte au blanchiment d'argent, afin de saisir les mécanismes de production de la surveillance et du renseignement financier. Toutefois, ils se concentrent surtout sur les entités déclarantes, à commencer par les banques (Lascoumes, Favarel-Garrigues et Godefroy, 2009). Ainsi, ma recherche ambitionne de combler ce vide important à l'aide d'entrevues semi-dirigées principalement avec des acteurs de la lutte au blanchiment d'argent œuvrant au CANAFE sur les enjeux et l'utilisation du renseignement financier. De plus, des entretiens ont été réalisés auprès de la Sureté du Québec (SQ) et l'Autorité des marchés financiers (AMF), car ils sont des utilisateurs du renseignement produit par le CANAFE et ils apportent à cette étude une ouverture sur leur vision du sujet étudié.

Deuxièmement, les recherches traitant des cellules de renseignement financier sont souvent de nature juridique et ne visent pas directement les pratiques concrètes de ces institutions. Étant donné l'absence de données probantes dans ces études, celle-ci de nature criminologique comblera cet aspect en s'intéressant aux pratiques concrètes du CANAFE, en plus de ses relations avec ses partenaires ; l'AMF et la SQ.

Ainsi, ce mémoire a pour objectif d'améliorer les connaissances concernant les enjeux et l'utilisation du renseignement financier. La place du renseignement financier et son impact sur la lutte au blanchiment d'argent sont au cœur de la recherche. Cette étude de visée exploratoire a pour objectif, plus spécifiquement ;

1) d'analyser l'émergence du CANAFE, les enjeux et difficultés se rattachant à la mise en place d'une cellule de renseignement financier. Comment se sont-ils intégrés au champ de la sécurité ?

2) d'analyser le cheminement de CANAFE vers son positionnement actuel. Comment ont-ils utilisé le renseignement financier pour atteindre la position et les prises de position actuelle de la cellule ?

### **Cadre théorique**

Notre recherche vise à établir le processus ayant mené à l'intégration du CANAFE au sein du champ de la sécurité. Cette étude emploie la *théorie du champ* de Pierre Bourdieu (1980; Bourdieu et Wacquant, 1992), selon laquelle « [...] un champ est un espace structuré, et donc hiérarchisé, de positions ou de postes dont les caractéristiques sont relativement indépendantes de leurs occupants [...] » (Lafaye, 1996). Selon Frédéric Mérand (2016), la théorie du champ « [...] permet de rendre compte d'un monde social qui est à la fois intégré (les individus se définissent par leurs relations), structuré (il y a des puissants et des faibles) et différencié (les rapports sociaux dans le champ économique). » Ainsi, le champ est décrit comme « [...] l'espace dans lequel s'affrontent dominants et dominés. » (Lafaye, 1996). Il existe donc une panoplie de champs, dans lesquels les individus sont des « agents sociaux » se conformant aux principes en place dans ledit champ. On peut parler de champ économique, artistique, journalistique, religieux, etc. (Kouadio, 2016). Néanmoins, un individu tout comme un groupe (ou une institution) n'est pas confiné à un seul champ. Effectivement, il peut faire partie de différents champs mais sa position au sein de chacun d'entre-eux variera en fonction du capital qu'il détient (Le Monde Politique, 2017). Pour Bourdieu, le capital est la somme des ressources acquises, qui place son détenteur dans une position différente au sein d'un champ donné (ibid.; Bourdieu et Wacquant, 1992). Conséquemment, le positionnement d'un individu est caractérisé par ses relations et interactions avec les autres acteurs impliqués (Braun, 2000).

Une autre façon d'expliquer le concept est avec la notion de jeu, en suivant l'idée que comme dans un jeu, « [...] les acteurs sont liés les uns aux autres [...] par les règles (Braun, 2000) et conséquemment, par « [...] l'obtention de biens rares, c'est-à-dire des postes de pouvoir. » Ainsi, « le champ est orienté vers un enjeu, par exemple vaincre la concurrence sur

le marché, jouir d'un prestige littéraire, ou encore défendre l'intérêt national. » (Mérand, 2016). Selon Bourdieu, les « joueurs » ont chacun des atouts ou non pour s'imposer, à savoir leur capital, et c'est grâce à ce capital qu'ils sont en mesure de s'assurer une position dans un champ choisi (Le Monde Politique, 2017). En effet, « les joueurs » augmentent ou diminuent leur capital, en fonction des règles du jeu. Celles-ci peuvent changer sous l'influence des acteurs qui désirent un changement au niveau des normes en place. Le champ n'est pas un aspect statique, il s'agit plutôt d'un « [...] espace social en mouvement constant où les positions des acteurs varient selon la valeur de leur « jetons » (capital) et leur habilité à utiliser leur pouvoir. » (Braun, 2000). Bernard Lahire (2012) résume cette idée en expliquant que chaque champ possède des règles [...] et des enjeux spécifiques, irréductibles aux règles du jeu et des enjeux des autres champs. Les intérêts sociaux sont toujours spécifiques à chaque champ et ne se réduisent pas à l'intérêt de type économique. Ainsi, c'est un système ou un espace structurée de positions occupées par les différents agents du champ. Mérand (2016) abonde en ce sens en rapportant que « le champ est topographique, c'est-à-dire qu'il est constitué d'un ensemble de positions occupées par des individus ou des groupes les uns par rapport aux autres. Les pratiques et stratégies des agents ne se comprennent que si on les rapporte à leurs positions dans le champ (Lahire, 2012). Mérand (2016) explique que le champ est « [...] relationnel, c'est-à-dire que ses contours sont délimités par l'ensemble des relations entre individus et groupes autour de l'enjeu [...] ». Au sein de ces espaces se jouent des luttes ou compétitions entre les agents occupant différentes positions afin de saisir le capital associé à chacun des champs ou dans le but de redéfinir ce capital. En effet, puisque le capital est inégalement distribué au sein du champ, cela crée des positions de dominants et de dominés, contribuant à un rapport de force inégal au sein du champ. Néanmoins, il est bénéfique à tous les acteurs au sein du champ que ce dernier existe et une complicité est présente malgré les luttes les opposant. Conséquemment, des règles sont propres à chaque champ et « [...] incorporées par les agents non seulement comme des contraintes mais sous forme de dispositions (habitus) correspondant à leur position et à leur histoire, celles-ci constituent des pratiques sociales qui définissent le modus operandi du champ » (Mérand, 2016). Un habitus est associé à chaque champ et c'est seulement les acteurs qui l'ont incorporé qui détiennent les moyens de participer au jeu et d'y croire. Les champs détiennent chacun une autonomie distincte et les luttes s'y déroulant sont relatives à chacun d'entre-eux, et il ne faut pas oublier

que les luttes externes au champ ont aussi un impact sur celui-ci au niveau des rapports de force internes (Lahire, 2012).

Selon le champ, la hiérarchie du capital varie. Ainsi, un champ détient une « autonomie relative » (Pinto, 2016) et ses agents vont suivre « [...] des conditions plus ou moins formalisées pour entrer et exister dans un champ. » (Ibid.). Afin d'intégrer un champ il faut investir dans ce dernier pour accumuler du capital (Braun, 2000). En effet, il s'agit d'un « [...] trait commun à tous les champs : les acteurs qui veulent profiter d'un champ et s'y profiler doivent investir leur temps, leur connaissance, leur travail ou bien leur argent pour obtenir cette "monnaie" ou bien ce "capital" qui est la clé du pouvoir au sein du champ. » (Braun, 2000). Par conséquent, les individus ou les groupes possédant le capital le plus important sont ceux détenant le plus de pouvoir. La structure en place les pousse à lutter au sein de leur champ respectif, afin d'atteindre leur objectif (Braun, 2000).

Dans le cadre du mémoire, nous mobilisons cette notion pour saisir la position et les prises de position de agents de CANAFE en tant qu'institution au sein du champ de la sécurité. En référence aux travaux ayant porté sur le champ de la sécurité en Europe (Bigo, 1996; 2011), nous partons du postulat qu'il existe au Canada un espace social relativement autonome composé d'individus et d'institutions tournés vers des enjeux de sécurité, telles les organisations policières et de renseignement qui collaborent ensemble au nom d'un objectif officiel commun : assurer le maintien de l'ordre et la sécurité nationale. Ainsi, la théorie du champ transposée à notre étude nous permettra d'analyser le processus ayant mené à l'intégration du CANAFE au sein précisément du champ de la sécurité, avec un regard particulier sur le capital détenu par cette institution (le renseignement ici financier) ; la mobilisation de celui-ci éclairant la position et les prises de position actuelle de la cellule.

## CHAPITRE 2 – MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre traitera des objectifs de la recherche, ainsi que de la méthodologie employée pour atteindre ceux-ci. Ensuite, la collecte des données et son analyse seront présentées.

### **1. Objet d'étude et objectifs de recherche**

#### **1.1. Objet d'étude**

Notre étude porte sur les enjeux auxquels le CANAFE a fait face lors de son émergence en tant que CRF au Canada ainsi que sur l'utilisation du renseignement financier mobilisé et utilisé par la CRF, afin d'atteindre la position et les prises de position actuelle de la cellule.

Notre démarche méthodologique repose sur la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès des acteurs impliqués dans cette émergence et cette intégration progressive de ce domaine clé que constitue désormais le renseignement financier.

#### **1.2. Objectifs de recherche**

L'objectif général de cette étude est d'offrir une analyse des enjeux auxquels le CANAFE a fait face lors de son émergence en tant que CRF au Canada ; de sa mise en place à l'utilisation des renseignements financiers, seront abordés. Cette étude a pour but de questionner la portée de ces enjeux sur les pratiques de coopération et d'échange d'informations dans le champ canadien de la sécurité, en plus de produire des connaissances relatives aux pratiques du CANAFE et de leurs partenaires. Nous nous intéresserons au cheminement du CANAFE vers son positionnement actuel grâce au capital détenu par cette institution, le renseignement financier, mobilisé et utilisé par la CRF, afin d'atteindre la position et les prises de position actuelle de la cellule.

### **2. Méthodologie qualitative**

Compte tenu des objectifs de la présente étude, une méthodologie de type qualitative a été sélectionnée. Nous nous intéressons aux pratiques des acteurs impliqués et cette méthodologie produit et analyse des données descriptives, en plus de permettre de comprendre

un phénomène selon la perception de l'échantillon étudié (Poupart & Lalonde, 1998; Kakai, 2008). Il y a donc une importance marquée accordée au contexte social des acteurs (Kakai, 2008). Afin d'être en mesure d'atteindre ces objectifs, l'analyse de documents en lien avec le CANAFE et des entrevues semi-directives essentiellement avec des acteurs du CANAFE et, dans une moindre mesure, de l'AMF et la SQ. Ainsi, ces méthodes de recherche, s'inscrivant dans la méthodologie qualitative, ont permis d'avoir accès à un type de données difficiles à obtenir autrement, puisque celles-ci font référence à des comportements, des raisonnements et des états qui, sous une forme quantitative, perdrait de leur richesse informative. De plus, l'emploi de la méthodologie qualitative permet de saisir la portée d'un phénomène, et ainsi de mieux cerner ce dernier, de détecter les besoins s'y rattachant et d'améliorer les mesures en place (Kakai, 2008). Conséquemment, cette méthode s'arrime parfaitement aux objectifs de la présente étude.

### **3. Outils de collecte de données**

#### **3.1. Entretien semi-directif**

Dans le cadre de la présente recherche, nous chercherons à approfondir les connaissances sur les pratiques de lutte contre l'argent sale et les échanges de renseignement entre le *Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada* (CANAFE) et ses partenaires, puisque la nature de ces relations est méconnue. Plus précisément, l'étude s'intéresse à l'utilisation et les enjeux du renseignement financier en lien avec la lutte au blanchiment d'argent. Pour ce faire, des entretiens ont été réalisés avec des agents du CANAFE, des lieutenants de la Sureté du Québec (SQ), ainsi qu'avec un gestionnaire et une analyste de l'Autorité des marchés financiers (AMF). La recherche se situe dans un angle d'étude exhaustive d'un groupe restreint, ce qui implique un intérêt pour la description en profondeur du groupe choisi et de privilégier le contraste intergroupe (Pirès, 1997). La méthodologie employée est de type qualitatif, car elle permet d'avoir accès à un type de données difficiles à obtenir autrement comme nous l'avons mentionné précédemment (Kakai, 2008). En effet, comme aucune base de données ne recense directement l'information souhaitée, les entretiens semi-directifs avec ces différents acteurs s'imposent, afin d'en apprendre davantage sur ces derniers et leurs pratiques.

### **Présentation de la grille d'entrevue :**

Un guide d'entretien a été préparé, afin de s'assurer que les thèmes d'intérêts soient abordés. Cette méthode est utilisée puisque des réponses concrètes sont recherchées concernant leurs pratiques, tout en leur laissant place à répondre spontanément à tout moment (Beaud et Weber, 2010). De plus, cette méthode s'imposait puisqu'aucune donnée de ce type n'est accessible, ni recensée. De façon plus spécifique, les entrevues permettront d'acquérir des informations additionnelles concernant les perceptions des acteurs, leur expérience, le processus d'échange de l'information, les aspects concernant leur collaboration, et toutes autres données pertinentes concernant la collecte, l'analyse et la diffusion du renseignement. Ainsi, les grilles permettaient de garder en tête les thèmes principaux à aborder afin de répondre aux objectifs de l'étude. Selon Beaud (1996), le fait de préparer un guide d'entretien a un grand impact sur l'étude et lui confère un caractère formel, néanmoins il est important de s'assurer que le guide ne crée pas une distance avec la personne rencontrée et que cette dernière ne va pas simplement répondre à une suite de questions à la façon d'un examen. Toutefois, comme l'indique l'auteur, il est important de recueillir des données objectives pour contrôler les données subjectives, ce qui permet de distinguer les faits des jugements. Ainsi, le guide d'entretien a été conçu avec cette idée en tête. Ceux-ci débutaient avec une consigne de départ sous forme de question ouverte : *pouvez-vous me parler de votre parcours professionnel ?* Cette question avait pour but de mettre les interviewés à l'aise et d'en connaître plus sur le parcours de chacun ce qui permettait ensuite d'orienter l'entrevue en fonction de l'expérience de chacun. Cette section de l'entretien se concentrait donc sur le profil de l'interviewé. Les sections suivantes de l'entretien étaient divisées en différentes catégories allant de l'émergence du CANAFE et du renseignement financier en passant par le fonctionnement de la cellule de renseignement financier ainsi que ses relations avec les entités déclarantes d'un côté et les agences d'application de la loi de l'autre.

L'entretien ne se déroulait pas de façon linéaire en fonction de chacune des sections, mais était plutôt adapté au discours de chacune des personnes rencontrées. Ainsi, le guide permettait de s'assurer que les points principaux étaient abordés, sans que ce dernier ne soit un impact sur le rythme de l'entretien.

### 3.2. Stratégie d'échantillonnage

La méthode d'échantillonnage choisie pour recruter les participants est l'échantillonnage en boule de neige. Ainsi afin de recruter les interviewés, une personne clé de chacune des organisations a été contactée, et suite à ce premier contact, cette personne m'a référée à d'autres personnes au sein de l'organisation. Ainsi, la méthode de proche en proche était employée à cette étape puisqu'elle consiste à demander à un interviewé potentiel de désigner d'autres interviewés, créant un phénomène de chaîne (Blanchet et Gotman, 2013). Cette méthode est parfaitement adaptée à cette étude puisque le milieu étudié est un milieu plutôt fermé, et les références par les pairs mettaient les interviewés en confiance.

### 3.3. Échantillon

Afin de réaliser les objectifs de l'étude, l'échantillon est principalement composé d'agents de renseignements du CANAFE et a été étendu à des lieutenants de la SQ, dont un lieutenant au Service des enquêtes sur la criminalité financière organisée et un lieutenant au sein de l'Unité permanente anticorruption, ainsi qu'un gestionnaire et une analyste de l'AMF. Le mémoire porte principalement sur les fournisseurs du renseignement financier, toutefois celui-ci offre une petite ouverture sur les utilisateurs. L'échantillon est de type milieu puisqu'il se concentre sur les acteurs associés à des milieux précis, et ceux-ci sont sélectionnés, en premier lieu, en fonction des milieux auxquels ils appartiennent (Pires, 1997). Pour déterminer la taille de l'échantillon, le concept de saturation empirique a été employé pour les fournisseurs du renseignement, c'est-à-dire les agents du renseignement provenant du CANAFE. C'est-à-dire que lorsqu'il était jugé que l'analyse des entretiens n'apportait plus d'informations suffisamment nouvelles ou différentes aux données déjà obtenues, la taille de l'échantillon était adéquate. Toutefois, au niveau des utilisateurs à aucun moment la saturation n'était recherchée pour ceux-ci, puisqu'ils ne sont pas les acteurs centraux de l'étude et il s'agissait d'apporter une vision autre à l'étude que seulement celle des agents de renseignement du CANAFE. Ainsi, l'échantillon est composé de quatorze entretiens, dont dix ayant été réalisés avec des analystes du CANAFE, deux avec des lieutenants de la SQ, ainsi que deux au sein de l'AMF.



Il est important de choisir les individus les plus divers possibles afin de pouvoir généraliser les résultats (Michelat, 1975 dans Pires, 1997). Ceci permet de faire un portrait global d'une question en comparant le point de vue des individus rencontrés (Pires, 1997). Ainsi, afin de s'assurer du respect de ce critère, l'échantillon a été constitué selon la diversification externe, en sélectionnant des individus provenant de diverses professions, organisations, et ayant un bagage d'expérience hétérogène. De plus, afin de respecter la diversification interne, permettant d'avoir un éventail d'individus différents au sein de chacun des groupes dans l'optique d'une étude en profondeur de chacun de ceux-ci (Pires, 1997), les individus sont de sexe masculin ou féminin, ils appartiennent à des groupes d'âge différents, et ont un nombre d'années d'expérience varié. De plus, cette approche est couplée à une analyse documentaire portant essentiellement sur les données officielles produites par CANAFE (rapports, publications, etc.).

Les interviewés rencontrés ont des bagages d'expériences différents, en voici un portrait rapide (le pronom masculin sera utilisé pour référer aux interviewés) :

**Tableau 1 – Portraits des interviewés :**

Interviewé	Expérience
1	Il travaille au CANAFE depuis plus de dix ans et préalablement il a travaillé à l'Agence du Revenu du Canada. Il a travaillé au niveau des bases de données du CANAFE.
2	Il travaille au CANAFE depuis environ dix ans. Il a travaillé à l'Agence du Revenu du Canada et Santé Canada.
3	Les expériences de l'interviewé sont en criminologie et en administration publique. Il a aussi travaillé au Ministère du Solliciteur général du Canada et au Ministère des Finances.
4	Il travaille au CANAFE depuis plus de quinze ans.
5	Il est dans le domaine depuis 1996. Il a travaillé au Ministère du solliciteur général, lorsque le GAFI a évalué le Canada très négativement.
6	Il travaille au sein du département d'informatique du CANAFE depuis près de 15 ans.
7	Il travaillait comme analyste au renseignement stratégique à la GRC et lors de la mise en place du CANAFE, il s'est joint à la CRF.

8	Il a travaillé pendant 25 ans à l'Agence des services frontaliers et s'est ensuite joint au CANAFE il y a environ quinze ans. Il a passé quelques années à l'Agence du Revenu du Canada pour revenir au CANAFE.
9	Il a travaillé longtemps au gouvernement fédéral. Il travaillait à l'Agence du Revenu du Canada, avant de se joindre au CANAFE.
10	Il a travaillé au Ministère des Finances pour ensuite se joindre à CANAFE en 2000.
11	Il est policier depuis le début de sa carrière. En 2004, le Service des enquêtes sur la criminalité financière organisée de la Sûreté du Québec (SECFO) a été créé et il est devenu enquêteur pour cette nouvelle unité. Ensuite, il est passé de chef d'équipe à lieutenant.
12	Il est policier depuis le début de sa carrière et il est maintenant lieutenant pour le SECFO.
13	Il est avocat de formation et a travaillé pour la Chambre de la sécurité financière, et ensuite la Banque Laurentienne. Il a ensuite travaillé à la CIBC au niveau de la conformité. Il est maintenant à l'AMF depuis 8 ans.
14	Il a fait une maîtrise en criminologie et son mémoire portait sur la criminalité économique. Il a ensuite travaillé au niveau du développement organisationnel à la Sûreté du Québec et ensuite il a comme analyste stratégique pour le Service de renseignement criminel du Québec (SCRCQ). Il travaille maintenant comme analyste à l'AMF.

### 3.4. Stratégies de recrutement

Les participants ont été recrutés de façon différente, soit via courriel ou bien via un projet de recherche mené par Anthony Amicelle. Ainsi, les interviewés provenant de la SQ et de l'AMF ont été recruté à l'aide de demandes envoyées par courriel expliquant l'objet et l'objectif de l'étude. Pour CANAFE, ils ont été recrutés grâce aux contacts d'Anthony Amicelle et les participants visés sont des personnes qui étaient présentes ou ont été recrutés lors des débuts du CANAFE pour sa mise en place. Ces personnes étaient souhaitées pour répondre aux objectifs du projet de recherche d'Anthony Amicelle et du présent mémoire, puisqu'ils étaient en mesure de témoigner de l'historique du CANAFE, les épreuves vécues au départ et de l'évolution de la cellule de renseignements financiers.

### 3.5. Déroulement de notre collecte de données

Les entretiens ont tous eu lieu sur le milieu de travail des participants ; dans leur bureau ou dans des salles de réunion des organisations. Les locaux étaient tous fermés, ce qui permettait le déroulement de l'entretien en confidentialité. Celui-ci débutait avec une présentation brève du projet, qui avait déjà été exposé aux participants lors de leur recrutement initial pour le projet. De plus, il leur était rappelé que je m'intéresse à l'émergence d'un nouvel organisme, soit le CANAFE, et que je ne cherchais pas à connaître des méthodes d'enquête confidentielles.

Un certificat d'éthique a été obtenu au préalable, permettant la réalisation d'entrevues. Ainsi, le formulaire de consentement leur a été présenté par la suite, et celui-ci leur assurait la confidentialité, le consentement libre, ainsi que le fait que les participants ne sont soumis à aucune obligation. Ils pouvaient quitter à tout moment et pouvaient refuser de répondre à toutes questions qu'ils jugeaient trop intrusives ou les rendaient inconfortables. Aucun des participants n'a eu recours à cette demande. De plus, lors du consentement, les participants acceptaient que les entretiens soient enregistrés, pour permettre la rédaction de verbatim par la suite. Les participants ont été informés qu'il n'y avait ni risque et ni avantage particulier à participer à ce projet. Leur participation contribuera cependant à une meilleure compréhension de l'utilisation et des enjeux actuels du renseignement financier.

Les entrevues ont eu une durée moyenne d'une heure, et certaines se sont étirées jusqu'à deux heures. Les participants étaient très généreux de leur temps et partageaient beaucoup d'informations. Suite aux entretiens, ceux-ci ont été écoutés pour la rédaction des verbatims. Ils ont été retranscrits à l'ordinateur et sont fidèles à chacune des paroles des interviewés.

## **4. Analyse des entretiens**

Les analyses ont été effectuées selon la technique par contextualisation qui « consiste à faire surgir le sens d'un élément [...] après l'avoir mis en rapport avec différents contextes constitutifs de différents environnements dans lequel il s'insère » (Paillé et Mucchielli, 2012). Ainsi, selon cette méthode l'information ne devient renseignement que par le recoupement et la mise en relation avec d'autres informations. Pour ce faire, les entretiens réalisés, ainsi que la

revue de littérature ont été recoupés, et les données obtenues ont ensuite été contrastées, ainsi qu'analysées. Tout d'abord, les entretiens ont été retranscrits sous forme de verbatim, ce qui a permis d'organiser les données sous un format directement accessible à l'analyse (Auerbach et Silverstein, 2003 dans Andreani et Conchon, 2005). Ensuite, à l'aide d'un arbre de codification, les thèmes les plus fréquents au travers des entrevues ont été identifiés et l'arbre a permis d'orienter les entretiens suivants. Ceux-ci ont ensuite été retranscrits sous forme de verbatims.

L'analyse thématique est la technique choisie afin d'analyser les données faisant l'objet de ce mémoire. Celle-ci « [...] consiste [...] à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus, qu'il s'agisse d'une transcription d'entretiens, d'un document organisationnel ou de notes d'observation. » (Paillé et Mucchielli, 2012, p.232). Conséquemment, cette méthode a aussi été employée pour l'analyse documentaire effectuée en plus de l'analyse des verbatims. La démarche d'analyse thématique employée est la thématization séquenciée, qui consiste à l'analyse d'un échantillon du corpus afin de créer une fiche thématique (Paillé et Mucchielli, 2012). Pour ce faire, les verbatims choisis ont été annotés dans la marge afin indiquer les thèmes correspondants à chacune des sections, ce qui a permis de diviser le texte selon les thèmes. Ensuite, des liens et des interprétations ont été dégagés des thèmes soulevés. C'est grâce à ces thèmes qu'il est possible d'identifier le propos traité (Paillé et Mucchielli, 2012). De plus, à l'aide de ceux-ci, un plan d'analyse a été conçu pour poursuivre l'analyse des entretiens selon les thèmes soulevés dans les entretiens préalablement analysés, afin de les repérer lors de l'analyse des entretiens suivants.

Les thèmes découlant de ceux-ci ont été combinés pour être confrontés à tout le corpus de données, ce qui a permis d'établir les éléments convergents et divergents sur l'ensemble de ces informations. Le tout a ensuite été mis en contexte avec la problématique en fonction des objectifs, et des interprétations ayant été dégagées. Au final, l'analyse externe a permis de comparer les résultats obtenus aux autres études.

## **5. Éthique de la recherche**

Un certificat d'éthique a été soumis au Comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et sciences de l'Université de Montréal (CERFAS), afin de valider le protocole de recherche de l'étude. Suite à l'approbation du CERFAS, l'étude a débuté et lors des entretiens un formulaire de consentement (voir Annexe 1) a été présenté aux participants les informant les objectifs de la recherche, des risques/inconvénients, ainsi que les avantages/bénéfices associés à la recherche. Ce formulaire leur assurait la confidentialité et le droit de retrait de l'étude à tout moment, comme mentionné précédemment. Les formulaires de consentement ont été conservés dans un endroit sûr et sous clé par la chercheure.

## **6. Forces et limites de la démarche**

Il importe de souligner quelques limites auxquelles ce projet a fait face. Premièrement, la taille de l'échantillon est petite. Ceci s'explique par le fait que les personnes devant être rencontrées sont difficilement accessibles et ont un emploi du temps chargé. De plus, dans le cas du CANAFE, aucun chercheur n'a eu accès à des entretiens avec les employés de l'organisation au préalable, ainsi le niveau de collaboration de ceux-ci pour discuter de leurs fonctions était méconnu avant d'entreprendre des démarches pour les rencontrer. Néanmoins, le niveau de collaboration du CANAFE répond parfaitement aux besoins de cette étude. Dans le cas de la SQ et de l'AMF, les personnes ciblées par cette étude sont peu nombreuses au sein de chacun de ces lieux.

## CHAPITRE 3 – ANALYSE DES DONNÉES

Ce chapitre traitera de l'analyse documentaire et l'analyse des entretiens réalisés dans le cadre de ce mémoire. Les données recueillies seront présentées.

### 1. Fonctions des cellules de renseignements financiers et évaluation des risques

#### 1.1. Fonctions des cellules de renseignements financiers (CRF)

Bien que les CRF varient à certains niveaux, elles ont toutes une fonction commune, soit être un centre de collecte, d'analyse et de diffusion des renseignements en lien avec le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes (Fonds monétaire international, 2004). Ce sont les trois fonctions au cœur de toutes les CRF reconnues par le Groupe Egmont et par conséquent, elles sont à la base de toutes les CRF. Toutefois, les CRF ont différentes fonctions en raison de leurs statuts et historiques distincts (Fonds monétaire international, 2004). Celles-ci, contrairement aux fonctions centrales, ne sont pas régulées par des normes ou des standards internationaux.

##### *1.1.1 Recevoir les opérations de déclarations douteuses*

La première fonction de base, recevoir les déclarations d'opérations douteuses, doit répondre à deux questions, soit ; qui doit déclarer et que doit-il être déclaré. Les réponses à ces questions ont évolué avec les recommandations successives du GAFI.

En 1990, les pays avaient « [...] le choix d'avoir un système facultatif ou obligatoire de déclaration des opérations suspectes axé sur les institutions financières. » (Fonds monétaire international, 2004; GAFI, 1990). Par la suite, en 1996, la portée de l'application des recommandations s'est étendue à toutes les institutions financières et autres intermédiaires non réglementées, en particulier pour les bureaux de change (GAFI, 1996). En 1999, la communauté internationale a favorisé l'extension des recommandations au-delà des institutions financières et des intermédiaires financiers et les initiatives du G8 à Moscou la même année abondent dans ce sens. Néanmoins, ces changements proposés au G8 ont lieu quelques années plus tard, en 2003 (GAFI, 2003). Les prescriptions de base ont été étendues au « [...] domaine de la prévention - y compris les obligations de déclaration, moyennant certaines réserves – à une liste d'« entreprises et professions non financières désignées » :

casinos, agents immobiliers, négociants en métaux précieux et en pierre précieuse, avocats, notaires et autres professionnels indépendants dans certaines circonstances déterminées, prestataires de services aux sociétés et fiducies. » (Fonds monétaire international, 2004).

Les normes concernant les transactions devant être déclarées ont aussi beaucoup évoluées à travers le temps. Vers la fin des années 1980 et au début des années 1990, il y avait une controverse concernant les types de déclarations devant être faites. Les institutions financières doivent-elles déclarer les transactions supérieures à un certain montant, seulement les transactions en lien avec des activités criminelles ou bien les transactions qui remplissent ces deux critères ? (Fonds monétaire international, 2004). Selon les recommandations du GAFI de 1990, « [...] les pays devaient veiller à ce que les institutions financières accordent une attention particulière aux opérations suspectes ; examiner leur arrière-plan ; et tenir les résultats à la disposition des autorités de contrôle, des commissaires aux comptes et des organismes de police. » (Fonds monétaire international, 2004, p. 48). Puis en 1996, suite aux recommandations révisées du GAFI (1996), « [...] la déclaration des opérations suspectes est devenue la norme internationale (Fonds monétaire international, 2004). Néanmoins, certains termes varient de pays en pays, ce qui par conséquent influence les déclarations effectuées. Effectivement, aux États-Unis ils sont tenus de déclarer les « activités suspectes » plutôt que les « opérations suspectes ». Les « activités suspectes » incluent les « [...] opérations suspectes et d'autres circonstances qui font naître des soupçons d'activités criminelles » (Fonds monétaire international, 2004). Toutefois, il est précisé dans de nombreux pays que les entités déclarantes doivent déclarer des opérations tentées dont les circonstances suscitent un doute.

Deux aspects sont rattachés à l'obligation de déclaration d'opérations suspectes, soit le terme « suspectes » qui se traduit par un « degré de conviction » suscitant un doute raisonnable pour entraîner une déclaration, ainsi que l'éventail des activités criminelles devant mener à une DOD, soit celles dont les fonds proviennent d'une activité criminelle (Fonds monétaire international, 2004). La définition doit mener au moins de déclarations possible, tout en évitant de laisser passer des cas. Il n'appartient pas aux entités déclarantes de procéder aux enquêtes, ainsi elles déclarent en fonction d'un doute de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes. Celui-ci se base sur des indicateurs « pertinents ». La

définition de ce doute ou soupçon est très importante et doit être précise puisqu'elle peut être interprétée de diverses façons. C'est une problématique puisque le terme n'est pas systématiquement défini dans chaque pays (Fonds monétaire international, 2004). Conséquemment, l'emploi « [...] d'un critère aussi large donne beaucoup de latitude à l'entité déclarante dans ses décisions de déclarer ou de ne pas déclarer des opérations. Cette latitude est conforme à l'idée que les décisions qui concernent le caractère suspect ou non suspect des opérations devraient être prises par le personnel de l'institution financière en s'appuyant sur ses compétences, son expérience et sa connaissance du client plutôt qu'en appliquant un ensemble rigide de règles. Ce critère fait peser un poids considérable sur les entités déclarantes et tend aussi à accroître le nombre de déclarations d'opérations suspectes reçues par la CRF. » (Fonds monétaire international, 2004, p. 50). Néanmoins, selon les recommandations du GAFI de 2003, chaque pays est libre de décider la nature exacte du soupçon menant à une DOD. Ainsi, « la Recommandation 13 mentionne le cas où une institution financière « soupçonne, ou a des raisons suffisantes de soupçonner » que les fonds sont liés à une activité criminelle. » (Recommandations du GAFI, 2003).

En plus des opérations en lien avec le blanchiment d'argent, les entités déclarantes doivent aussi effectuer des déclarations d'opérations liées au financement du terrorisme depuis l'ajout des recommandations spéciales du GAFI sur le financement du terrorisme en 2001 (GAFI, 2001). Dans certains pays une modification a été apportée à la loi sur l'obligation de déclaration, toutefois dans d'autres pays, ce changement n'était pas nécessaire puisque lorsque le terrorisme était déjà considéré comme un délit, les opérations liées à son exécution étaient associées à une activité criminelle.

Avant la venue des déclarations d'opérations douteuses, les pays luttant contre le blanchiment d'argent analysaient les transactions importantes afin de déceler des activités criminelles. Les déclarations supérieures à un montant déterminé sont toujours utiles, malgré les nouvelles réglementations. Celles-ci peuvent fournir un capital informatif additionnel aux CRF pour ce qui est la trace de l'argent au moment où une activité douteuse est détectée (Fonds monétaire international, 2004). Aux États-Unis, les déclarations en espèces dépassant le seuil des 10 000,00\$ doivent être déclarées à FinCEN. Au Canada, depuis janvier 2003, il en est de même et les transactions sont transmises au CANAFE. De plus, les transferts de



fonds internationaux au-dessus du seuil des 10 000,00\$ doivent aussi être déclarés. Ce type d'obligation résulte à un nombre très élevé de déclaration, ainsi les CRF doivent être aptes à traiter le tout. Aux États-Unis, plus de 12 millions de déclarations importantes en espèces ont été soumises en 2002 (Fonds monétaire international, 2004).

Les entités déclarantes sont soumises à des règles en lien avec leurs obligations. Ainsi, il est important qu'elles maintiennent la confidentialité des informations sur les clients, néanmoins les recommandations du GAFI de 2012 indiquent que « les pays devraient veiller à ce que les lois sur le secret professionnel des institutions financières n'entravent pas la mise en œuvre des Recommandations du GAFI » (Recommandations du GAFI, 2012). Une autre règle à laquelle sont soumises les entités déclarantes est l'interdiction d'avertir le client en cas de déclaration le concernant puisque celui-ci pourrait alors en profiter pour transférer les fonds sur lesquels il y a un doute de blanchiment d'argent et nuire aux enquêtes. Les entités déclarantes et son personnel ont l'immunité pour les déclarations faites de bonne foi. Ainsi, ils sont « [...] exemptés de prescriptions légales en matière de secret professionnel et de confidentialité » (Fonds monétaire international, 2004). De plus, « [...] les personnes qui font les déclarations requises de bonne foi devraient également être protégées contre tout recours potentiel intenté par des personnes citées dans les déclarations qui, si elles devaient apprendre la divulgation, pourraient tenter de poursuivre en dommages-intérêts les auteurs des déclarations. » (Fonds monétaire international, 2004, p. 58). L'idée est qu'une déclaration doit être produite de bonne foi face à des indicateurs de blanchiment d'argent sans intention de nuire à quiconque.

La forme et le contenu des déclarations peuvent varier puisque dans certains pays ce sont les CRF qui ont le pouvoir de décider du format des déclarations, comme aux Pays-Bas. Du côté de l'Australie, « les annexes de loi contiennent des éléments qui doivent être déclarés pour chaque type d'entités déclarantes. » (Fonds monétaire international, 2004). Ainsi, ils peuvent ajouter ou supprimer des éléments à ceux qui sont obligatoires. Les déclarations peuvent être de format écrit ou même oral, puisque dans certains pays il est prévu qu'en cas d'urgence, il est possible de faire une déclaration par téléphone. Celle-ci devra être suivie d'une confirmation écrite. Une autre méthode employée concerne les déclarations transmises électroniquement, car cette méthode permet entre autres aux entités déclarantes de remplir un

formulaire informatisé fourni par la CRF. C'est une méthode développée dans plusieurs pays avec les ressources requises (Fonds monétaire international, 2004). « Dans la plupart des cas, les informations nécessaires pour la déclaration d'opérations suspectes comprennent non seulement les renseignements sur l'opération ou sur le client, mais aussi une indication de la ou des raison(s) pour laquelle/lesquelles l'opération est jugée suspecte ou des faits qui l'ont rendue suspecte. » (Fonds monétaire international, 2004, p. 60).

Afin de s'assurer que les obligations de déclarations soient respectées de façon efficace, il est important que les mesures en place ne soient pas uniquement des sanctions. Une première étape est de procéder à des actions de sensibilisation en évaluant les pratiques des entités déclarantes, pour créer des formations adaptées selon le besoin et le secteur (Fonds monétaire international, 2004). Une autre stratégie est de demander des rapports statistiques sur les déclarations transmises à la CRF pour faire une comparaison entre les données communiquées et reçues. S'il y a une discordance, la CRF pourra alors questionner l'entité déclarante et ce type de système les encourage à s'assurer que leur système de déclaration est efficace. La deuxième étape est d'imposer des sanctions administratives dans des cas où bien qu'un programme de sensibilisation soit en place, le taux de déclaration est inférieur à celui attendu. Le Fonds monétaire international (2004) spécifie qu'il y a une différence importante entre la non-déclaration des opérations en espèces ou autres supérieures à un certain montant, et la non-déclaration des opérations suspectes :

*Dans le premier cas (ou pour toute autre obligation de déclaration fondée sur un critère objectif), il existe un étalon objectif pour déterminer si une opération aurait dû être déclarée. En revanche, pour les opérations suspectes, c'est un jugement subjectif qui intervient, basé sur l'ensemble des faits du cas concerné, d'où l'utilité de lignes directrices internes pour la détection des opérations suspectes. (Fonds monétaire international, 2004, p. 62).*

Ces lignes directrices sont alors définies sous la forme de sanctions administratives dont la sévérité varie en fonction de la faute. Le Fonds monétaire international (2004) rapporte qu'« un barème typique de sanctions administratives graduées comprendrait des avertissements, des blâmes, des amendes de différents montants et, enfin, le retrait de l'autorisation d'exercer pour l'entité défaillante. » (Fonds monétaire international, 2004, p. 62). Ces sanctions varient

dans chaque pays et certains vont opter pour la diffusion des sanctions, afin d'encourager le respect des obligations. La dernière étape est d'appliquer des sanctions pénales, ce qui se produit dans les pays où le non-respect des obligations de déclarations est considéré comme criminel.

### *1.1.2 Analyser les déclarations*

La deuxième fonction de base des CRF est d'analyser les déclarations reçues de la part des entités déclarantes, afin de déterminer si les données reçues sont suffisantes pour construire un dossier et le transmettre pour déclencher une enquête ou alimenter une enquête en cours. Le processus d'analyse est enclenché dès la réception de la déclaration, il est suivi par une collecte d'informations, différentes formes d'analyses et le tout résulte en un rapport sur un cas de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes (Fonds monétaire international, 2004). Conséquemment, la déclaration à l'origine du dossier, suite à l'analyse, n'est qu'un élément du dossier. Les analyses permettant aux CRF de produire du renseignement financier peuvent être divisées en trois niveaux, soit l'analyse tactique, l'analyse opérationnelle et l'analyse stratégique (Fonds monétaire international, 2004).

Premièrement, l'analyse tactique se décrit comme la collecte de données nécessaires pour la création d'un dossier. Ce type d'analyse est la plus utile pour les déclarations d'opérations douteuses puisqu'elle se base sur l'analyse des données constituant ces dernières (Fonds monétaire international, 2004). Elle permet de comparer les données reçues avec celles que la CRF détient déjà via des listes de noms, d'adresse, de numéros de téléphone et de données reçues de la part d'autres entités déclarantes. Conséquemment, l'analyste valide ces informations à l'aide des sources internes de la CRF, soit les données reçues antérieurement dans d'autres DOD, lorsque ça s'applique, de déclarations d'opérations en espèces et de déclarations de transferts de fonds internationaux (Fonds monétaire international, 2004). Ensuite, l'analyste vérifie les données tirées de sources du domaine public, ainsi que les bases de données des administrations publiques (dossiers fiscaux, dossiers de création de sociétés, casiers judiciaires, fiches d'immigration et douanes, immatriculation de véhicules, etc.). L'analyste vérifie aussi les informations complémentaires en provenance des entités déclarantes initiales et des autres entités. Finalement, suite à ces vérifications, les analystes

peuvent avoir recours à des CRF étrangères, lorsque des éléments internationaux sont impliqués (Fonds monétaire international, 2004).

Deuxièmement, au niveau de l'analyse opérationnelle, il s'agit de transformer les données obtenues suite à la collecte tactique en informations opérationnelles (Fonds monétaire international, 2004). C'est-à-dire qu'à l'aide de ces données des schémas d'activités, des liens, des pistes d'investigation et des profils criminels peuvent être établis. Une des techniques opérationnelles les plus souvent employées est d'effectuer un profil financier du « suspect », ce qui permet d'établir le profil transactionnel attendu et conséquemment, d'identifier les indicateurs relatifs aux revenus inhabituels (Fonds monétaire international, 2004). Le renseignement opérationnel peut ensuite être transmis aux organismes policiers.

Finalement, l'analyse stratégique a une visée différente puisqu'elle n'est pas directement en lien avec des déclarations d'opérations douteuses reçues par la CRF. Le but est plutôt de « [...] produire un ensemble de connaissances (« renseignement stratégique ») qui servira à guider le travail futur de la CRF. » (Fonds monétaire international, 2004). L'analyse stratégique sera effectuée en fonction des besoins et elle a pour but d'en savoir plus sur les différentes formes de criminalités, afin d'être préparé au niveau national à y faire face. Cela aura une influence sur le travail de la CRF, qui pourra baser ses actions en fonction des schémas identifiés (Fonds monétaire international, 2004).

### *1.1.3 Diffuser les déclarations*

La troisième fonction de base des CRF est de diffuser les informations reçues et les résultats de son analyse. Ces données doivent être partagées de façon efficace puisque c'est un aspect déterminant pour l'atteinte de ses objectifs de lutte au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes (Fonds monétaire international, 2004). La diffusion des renseignements se fait à trois niveaux ; les déclarations sont transmises à des fins d'enquête ou de poursuites, elles sont partagées avec d'autres organismes du pays et elles sont partagées au niveau international.

Premièrement, lorsqu'une analyse est complétée, il fait partie des obligations d'une CRF de transmettre ses conclusions aux autorités désignées à des fins d'enquête plus poussée

ou de poursuites. Cette transmission d'informations est régie par des lois dans chaque pays et s'effectue en accord avec ces dernières (Fonds monétaire international, 2004).

Dans des cas où les informations rassemblées par les CRF peuvent aider d'autres organismes du pays, le plus souvent les agences réglementant le secteur financier, elles sont en mesure de transmettre des données lorsque les lois en place leur permet de le faire. En effet, en général les lois appliquées restreignent ce partage et il est important que les informations transmises n'incluent pas d'informations financières sensibles devant être adressées à des récipiendaires restreints (Fonds monétaire international, 2004). Selon le Fonds monétaire international (2004), les CRF et les organismes présents dans leurs pays respectifs, se transmettent mutuellement des informations, comme suit

*« [...] les banques, services de transfert de fonds et autres institutions financières fournissent des déclarations d'opérations suspectes peuvent fournir d'autres notifications à la CRF et recevoir d'elle des informations en retour;*

*les organes de réglementation du secteur financier peuvent transmettre des informations financières à la CRF, y compris au sujet d'opérations suspectes constatées dans le cadre de leur activité de surveillance des institutions financières, et peuvent recevoir de la CRF des renseignements et des informations financières concernant les infractions aux lois sur le blanchiment de capitaux commises par des entités soumises à leur autorité;*

*la police et le parquet fournissent des informations de caractère policier à la CRF et reçoivent d'elle des renseignements financiers (dans les CRF de type policier, les fonctions de la CRF et la fonction répressive sont intégrées dans un organisme unique);*

*d'autres administrations (registre des sociétés et bureaux d'immatriculation des véhicules, par exemple) fournissent des données brutes à la CRF;*

*les autorités fiscales, les organismes de lutte contre la corruption, les bureaux des douanes et des accises, et les agences de renseignement peuvent, si la législation les y autorise, recevoir des renseignements financiers de la CRF et lui transmettre des informations. [...] » (Fonds monétaire international, 2004, p.72).*

Ainsi, des accords sont en place en fonction des informations auxquelles chaque organisme a le droit d'avoir accès.

Le partage au niveau international a habituellement lieu avec les organismes homologues à l'étranger et l'ampleur de l'échange est fonction des lois en place dans chaque pays impliqué dans cet échange. Le Groupe Egmont encourage fortement le partage d'informations sans restriction entre pays, néanmoins celui-ci est souvent régi selon des protocoles d'accord (Fonds monétaire international, 2004). Dans un effort pour encourager la diffusion du renseignement au niveau international, le Groupe Egmont a mis des protocoles d'accord d'échange d'informations en place et, selon les protocoles d'entente signée, les CRF impliquées ont une forme d'obligation morale de respecter les termes de ces accords bilatéraux (Fonds monétaire international, 2004). Bien qu'il n'ait pas de valeur contraignante juridiquement, une CRF qui ne souscrit pas à cet accord pourra voir sa réputation entachée et ça limitera les opportunités de collaboration à l'avenir. Les cas de financement d'activités terroristes sont traités de façon distincte, puisque les heures d'attente sont déterminantes et, par conséquent, un échange rapide est requis entre les pays concernés (Fonds monétaire international, 2004). Ainsi, les CRF sollicitent l'aide de leurs homologues internationaux, lorsque ça s'applique et diffusent ensuite les renseignements obtenus aux organismes appropriés.

#### *1.1.4 Autres fonctions des CRF*

Les CRF occupent d'autres fonctions que les trois fonctions de base, toutefois celles-ci diffèrent de pays en pays. Le Fonds monétaire international (2004) nomme cinq d'entre-elles; vérifier le respect des règles de LBC/FT, bloquer les opérations, assurer la formation du personnel des entités déclarantes pour remplir les déclarations et autres obligations au titre de la LBC/FT, effectuer des travaux de recherche, et améliorer la sensibilisation du public aux divers aspects de la LBC/FT. Ce ne sont que quelques fonctions puisque les CRF en exercent bien d'autres et les fonctions ad hoc de chacune d'entre-elles, modulent le type de CRF dont il s'agit.

## 1.2 Standards d'évaluation des cellules de renseignements financiers (CRF)

L'efficacité des CRF doit être validée dans une démarche d'amélioration de celles-ci. L'objectif premier qui devrait être poursuivi est évidemment de diminuer les cas de blanchiment d'argent et de financement d'activités terroristes (Fonds monétaire international, 2004). Néanmoins, les chiffres associés à ces aspects peuvent fluctuer de façon importante d'année en année en fonction de plusieurs facteurs ; des nouvelles règles s'ajoutent, les entités déclarantes acquièrent de l'expérience, les *modus operandi* se raffinent, etc. Conséquemment, l'évaluation des CRF n'est pas une tâche aisée puisque plusieurs facteurs peuvent entrer en ligne de compte.

La première étape est de réunir les données concernant les renseignements reçus et les résultats obtenus. Pour ce faire, les CRF doivent tenir des statistiques de leurs activités, entre autres sur les déclarations d'opérations suspectes reçues et diffusées (Fonds monétaire international, 2004). Ensuite, à l'aide de ces données, des pistes d'améliorations peuvent être envisagées.

Les CRF ont été incorporées aux évaluations du GAFI dès le premier cycle d'évaluations mutuelles du GAFI en 1992 (Fonds monétaire international, 2004). Les procédures d'évaluations ont évolué au fil des années. Un programme pilote de 12 mois par le FMI et la Banque mondiale en 2004 a donné lieu à 53 évaluations, par ces deux organismes, ainsi que par le GAFI et des organes régionaux de type GAFI (ORTG) sur 27 des 40 recommandations du GAFI et 7 des 8 recommandations spéciales sur le financement d'activités terroristes (Fonds monétaire international, 2004). « La note attribuée au groupe de Recommandations du GAFI qui présentent le plus d'intérêt pour les CRF était généralement élevée. Prises conjointement, le degré de conformité avec les Recommandations 16 (protection par la loi pour les déclarations faites de bonne foi), 17 (interdiction d'avertir le client) et 18 (respect des instructions) était très élevé, 88, 86 et 76 % respectivement des pays étant notés « conformes ». » (Fonds monétaire international, 2004, p.101). Toutefois, les recommandations spéciales sur le financement d'activités terroristes n'ont pas obtenu des résultats aussi élogieux que celles sur le blanchiment des capitaux. En effet, 68% des dispositifs ont été noté comme « conformes » ou « largement conformes » pour la recommandation 15 concernant les déclarations suspectes, et 22% étaient « substantiellement non conformes » et 10% « non

conformes » (Fonds monétaire international, 2004). Tandis que 59% des pays ont été notés « conformes » ou « largement conformes » pour la recommandation IV sur les déclarations des opérations soupçonnées d'être liées au financement du terrorisme, 13% « substantiellement non conformes » et 28% « non conformes » (Fonds monétaire international, 2004). Suite à ces évaluations, le FMI et la Banque mondiale ont développé leur assistance technique entre janvier 2002 et décembre 2003. « L'intensification de l'activité d'assistance technique a été stimulée en grande partie par les évaluations, qui ont doté les autorités nationales d'un instrument de diagnostic pour déterminer les besoins d'assistance technique de leur pays. » (Fonds monétaire international, 2004). Ainsi, l'efficacité des CRF sera toujours un aspect pouvant être amélioré selon les résultats d'évaluations.

Les CRF sont maintenant des composantes essentielles de la lutte au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes, et le Canada ne fait pas exception.

#### *1.2.1 Partenaires et diffusion du renseignement au Canada*

Le régime de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPC-FAT) au Canada implique 11 ministères et organismes fédéraux, détenant chacun des responsabilités différentes en lien avec le régime, dont CANAFE fait partie avec entre autres l'Agence des services frontaliers du Canada, l'Agence de revenu du Canada, la Gendarmerie royale du Canada, etc. (Ministère des Finances du Canada, 2015). Au niveau des entités déclarantes, 31 000 institutions financières et professions non financières désignées (EPNFD) sont impliquées dans la lutte (Ministère des Finances du Canada, 2015). Le régime de LRPC-FAT est établi en fonction de la *Loi*, celle-ci exige que les entités déclarantes identifient leurs clients, maintiennent des dossiers à jour, aient en place un système interne de conformité, prennent des mesures d'atténuation des risques et effectuent des déclarations obligatoires (Ministère des Finances du Canada, 2015). La diffusion des renseignements fait aussi partie de ce qui est règlementé par la *Loi*, ceux-ci peuvent être transmis au niveau national et international lorsqu'ils peuvent contribuer à des enquêtes tout en respectant les limites de la *Loi*.

Selon un rapport d'Anthony Amicelle (2017), CANAFE reçoit des déclarations de transferts de fonds électroniques, des déclarations faisant état des avoirs des terroristes, des



déclarations de sommes importantes en espèces et des déclarations des déboursements des casinos. Une déclaration de transferts de fonds électroniques ou télévirement est envoyée au CANAFE « [...] lors de la réception d'instructions, par voie électronique, magnétique ou optique, ou au moyen d'un appareil téléphonique ou d'un ordinateur, pour le transfert d'une somme de 10 000 \$ ou plus vers le Canada ou vers l'étranger en une seule ou plusieurs opérations totalisant 10 000 \$ ou plus au cours d'une même période de 24 heures effectuées par une même personne ou en son nom. » (CANAFE, 2015). Les entités déclarantes doivent envoyer une déclaration faisant état des avoirs des terroristes « [...] si des biens sont en leur possession ou à leur disposition et que l'une ou l'autre des conditions suivantes s'applique : l'entité déclarante sait que ces biens appartiennent à un terroriste ou à un groupe terroriste ou qu'ils sont à sa disposition, directement ou non, et dès le 23 juin 2008, l'entité déclarante croit que ces biens appartiennent à une personne inscrite ou qu'ils sont contrôlés par une telle personne ou en son nom. » (CANAFE, 2015). Les déclarations de sommes importantes en espèces doivent être produites « [...] lorsqu'une entité déclarante reçoit une somme de 10 000 \$ ou plus en espèces au cours d'une seule opération, ou lorsqu'elle reçoit deux ou plusieurs montants totalisant 10 000 \$ ou plus au cours d'une même période de 24 heures d'une même personne ou en son nom. » (CANAFE, 2015). Les déclarations des déboursements des casinos sont envoyées « [...] par un casino lorsqu'il débourse une somme de 10 000 \$ ou plus en une seule ou plusieurs opérations au cours d'une période de 24 heures pour une même personne ou en son nom. Cette déclaration ne se limite pas aux sommes en espèces. » (CANAFE, 2015).

Le CANAFE peut être décrit comme une CFR de type administratif. Toutefois, contrairement au postulat selon lequel ce type de CRF a un accès limité aux données des organismes d'application de la loi, CANAFE a accès à plusieurs bases de données; dont 1) celle du Centre d'informations de la police canadienne, qui fournit des informations sur les crimes et les criminels, 2) celle de la Sécurité publique du Canada, qui assure une coordination de tous les ministères et organismes fédéraux ayant pour mission de veiller à la sécurité nationale et à la protection des Canadiens et Canadiennes, en plus de travailler à la sécurité du Canada sur tous les plans, allant des catastrophes naturelles aux crimes et au terrorisme, 3) celle de l'Agence des services frontaliers, plus précisément leurs rapports sur les mouvements transfrontaliers d'espèces et d'instruments monétaires et sur les saisies, 4) celle de la

Gendarmerie royale du Canada, plus précisément leurs systèmes de sécurité, 5) celle de la Sureté du Québec concernant les informations criminelles, 6) celle du Centre antifraude du Canada et 6) celle du Service canadien de renseignement de sécurité (Amicelle, 2017).

D'un autre côté, en tant que CRF de type administratif, le CANAFE se fait critiquer au niveau de l'inaccessibilité des données qu'il recueille et/ou garde pour d'autres autorités administratives (Amicelle, 2017). C'est grâce aux déclarations d'opérations douteuses qu'il reçoit que le CANAFE détient son précieux renseignement et qu'il peut « [...] communiquer des renseignements financiers exploitables pour appuyer les forces policières et les organismes d'application de la loi et de la sécurité nationale dans la lutte au blanchiment d'argent, financement d'activités terroristes et aux menaces envers le Canada [...] » (CANAFE, 2016). Ainsi, il doit communiquer des renseignements désignés sur des personnes et des entités, ainsi que des renseignements sur les comptes et les opérations dans ceux-ci, seulement lorsqu'il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il y a matière à une enquête ou que ces renseignements vont apporter des éléments de preuve additionnels pour une poursuite d'infraction de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes ou pour tous cas menaçant la sécurité du Canada (CANAFE, 2016). Conséquemment, les renseignements qu'ils diffusent sont limités. De plus, ils permettent au CANAFE d'établir des liens importants entre les opérations, les personnes et les groupes au Canada, ainsi qu'à l'étranger appuyant des activités criminelles et terroristes (CANAFE, 2016). Par exemple ;

« En juin 2015, l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO) de la GRC a reconnu la contribution de CANAFE à une enquête de deux ans d'envergure internationale et touchant plusieurs pays concernant l'organisation criminelle 'Ndrangheta, qui mène ses activités dans la région du Grand Toronto. Le Projet OPHOENIX a donné lieu à l'arrestation de 19 personnes pour de nombreuses infractions liées à l'importation et au trafic de drogues, au trafic d'armes à feu, à l'extorsion, à la possession de produits de la criminalité et au recyclage de produits de la criminalité. » (CANAFE, 2016)

Ainsi, il est possible de constater que le CANAFE apporte un soutien précieux aux enquêtes. L'apport du CANAFE depuis sa mise en place ne fait que s'accroître au fil des années. Selon un rapport de la CRF, entre 2011-2012 le CANAFE a fait un total de 796

communications à ses partenaires, et ce chiffre est passé à 1 655 communications entre 2015 et 2016, soit une augmentation de plus du double des communications en seulement quatre ans. Parmi les communications diffusées entre 2015 et 2016, 1 501 d'entre-elles étaient liées au blanchiment d'argent et 483 au financement d'activités terroristes et à des menaces à la sécurité du Canada. Les destinataires les plus importants des communications demeurent les forces policières du Canada, plus précisément la Gendarmerie royale du Canada. En effet, ils ont reçu 976 des communications entre 2015 et 2016 (CANAFE, 2016). De leur côté, les services de police municipaux ont reçu 582 des communications, le Service canadien du renseignement de sécurité en a reçu 429, les unités de renseignement financier étrangères, qui comprennent 41 pays, en a reçu 384, les services de police provinciaux en ont reçu 303, l'agence des services frontaliers en a reçu 225, l'Agence de revenu du Canada en a reçu 205, les organismes de réglementation des valeurs mobilières provinciaux en ont reçu 69 et finalement, le centre de la sécurité des télécommunications en a reçu 47 (CANAFE, 2016). Les renseignements financiers du CANAFE sont utilisés pour appuyer de nombreuses enquêtes impliquant du blanchiment d'argent, où l'origine des produits présumés de la criminalité était liée majoritairement aux crimes suivants ; la fraude (32%), le trafic de drogue (22%), le crime organisé (12%) et l'évasion fiscale (12%).

Le CANAFE ne fait pas seulement que communiquer des renseignements à ses partenaires, il en reçoit aussi de ces derniers. Entre 2015 et 2016, il a reçu 1 618 dossiers provenant des forces policières et des organismes d'application de la loi et de la sécurité nationale, ainsi que par des membres du public. Ces chiffres affichent une augmentation de 20% comparativement à ceux de 2014-2015 (CANAFE, 2016). Ces communications sont souvent un point de départ pour des analyses de la CRF et leurs apportent des renseignements importants sur des présumés criminels et terroristes (CANAFE, 2016). En effet, ceux-ci permettent de tracer des liens entre les personnes et les entités pour ensuite arriver à produire du renseignement qui contribuera au travail de leurs partenaires (CANAFE, 2016).

Néanmoins, le point de départ pour la communication des renseignements est plus souvent au CANAFE. Lorsqu'il est possible pour ce dernier de le faire, il communique de façon proactive tout renseignement financier découlant des déclarations d'opérations douteuses reçues et pouvant être utile pour ses partenaires. C'est pourquoi le CANAFE fait

tout pour ne pas seulement recevoir un nombre important de DOD, mais plutôt recevoir des DOD de qualité qui seront pertinentes pour ses partenaires. Les DOD reçues ont tout de même augmenté de 24% au cours du dernier exercice et par conséquent, a permis au CANAFE de faire plus de communications liées à des enquêtes en cours de ses partenaires et à lancer de nouvelles enquêtes (CANAFE, 2016).

Les partenaires de la CRF canadienne ont de plus en plus une approche proactive, puisque leurs demandes de renseignements effectuées directement au CANAFE augmentent depuis les cinq dernières années (CANAFE, 2016). De plus, cela démontre les fruits du travail du CANAFE pour établir une relation de confiance avec ses partenaires.

Le CANAFE collabore également avec des CRF à l'étranger pour protéger le Canada des risques de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes grâce au partage de renseignements avec ces unités, de façon à élargir la portée des analyses (CANAFE, 2016). Entre 2015 et 2016, le CANAFE « [...] a reçu 240 demandes d'information d'unités de renseignement financier étranger et a transmis 384 communications à 41 pays différents. » (CANAFE, 2016). De son côté, la CRF canadienne a fait 147 demandes à l'étranger afin d'obtenir des renseignements financiers lui permettant d'avoir une meilleure vue d'ensemble pour ses analyses (CANAFE, 2016). Ainsi, il est possible de constater que le travail du CANAFE est renforcé à l'aide de l'apport de ses partenaires et ses relations à l'étranger.

### *1.2.2 Évaluation des risques inhérents auxquels fait face le Canada*

Le Canada fait face à plusieurs menaces au niveau du recyclage des produits de la criminalité puisque les produits découlant de tous crime, doivent être blanchis. Ainsi, le type de criminel impliqué peut varier « [...] de simples personnes aux tendances criminelles, dont les petits délinquants et les membres de gangs de rue, aux professionnels criminalisés et aux groupes criminels organisés [...] » (Ministère des Finances du Canada, 2015). En effet, il y aurait plus de 650 groupes de criminels organisés au Canada, et ce type de criminel participe à des activités nécessitant des réseaux importants pour le recyclage des produits de leur crime (Ministère des Finances du Canada, 2015). Ils ont les structures et le réseau requis pour ce faire. Selon le rapport du Ministère des Finances du Canada (2015), le recyclage des produits de la criminalité de grande envergure requiert l'implication de professionnels du blanchiment,

conséquemment ceux-ci représentent une menace importante au Canada. Ainsi, les crimes représentant une menace très élevée sont ; la fraude sur les marchés de capitaux, la fraude commerciale, la corruption et les pots de vin, la contrefaçon et le piratage, le trafic de drogues illicites, la fraude par *marketing* de masse, la fraude hypothécaire, le recyclage de produits de la criminalité par des tiers et la contrebande et le trafic du tabac (Ministère des Finances du Canada, 2015).

Concernant le financement des activités terroristes, cette menace est une priorité pour le gouvernement canadien. Le rapport mentionne que les méthodes suivantes ont été employées au Canada ; offrir un soutien financier et matériel au terrorisme (paiement des frais de déplacement et acquisition de biens), des transferts de fonds à des fins terroristes vers des destinations internationales via des entreprises de services monétaires, des banques et des organismes à but non lucratif (Ministère des Finances du Canada, 2015).

De plus, le Canada fait face à des vulnérabilités qui lui sont inhérentes. Son cadre juridique et de gouvernance profère beaucoup de libertés aux Canadiens, ainsi les mesures de protection juridiques en place peuvent être exploités par les criminels, dont les blanchisseurs d'argent. Un autre aspect à considérer est la taille du pays. Étant donné son grand territoire, il n'est pas aisé d'y détecter des activités criminelles. Finalement, l'économie ouverte et stable du Canada est un autre aspect qui peut être exploité par les criminels grâce à « [...] des méthodes et des stratagèmes pour dissimuler leurs opérations financières illégales en vue de leur donner une apparence légitime de façon à éviter d'être détectés par les autorités. » (Ministère des Finances du Canada, 2015).

## **2. Intégration du CANAFE et impacts associés**

### **2.1 Comment CANAFE s'est-il intégré au champ de la sécurité ?**

#### **2.1.1 *Mise en place du CANAFE : vision des interviewés et enjeux rencontrés***

Tel que mentionné dans la section précédente, bien que le blanchiment d'argent ait représenté un enjeu important depuis très longtemps, l'absence d'un régulateur au Canada pendant de nombreuses années - avec toutes les répercussions que cela implique - n'a pas facilité l'intégration du CANAFE au sein du champ de la sécurité au Canada. Effectivement, l'unité de renseignement financier a fait face à de nombreux obstacles dès sa création, que ce

soit au niveau politique concernant l'attribution des pouvoirs associés à ce nouveau mandat, ou bien au niveau des partenariats tant du côté des services de police et de renseignement que de celui des entités déclarantes.

Comme l'ont rappelé trois des interviewés, les représentants de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) ont initialement cru que le mandat et le budget associé à la nouvelle Loi sur le recyclage des produits de la criminalité allaient leur être confiés. Ce faux espoir a fortement contribué aux difficultés vécues par le CANAFE au niveau de son intégration et de ses relations avec ses partenaires.

*« Au tout début la GRC était convaincue jusqu'à la dernière minute qu'ils étaient pour avoir la responsabilité [...] C'est juste une intervention de dernière minute au cabinet quand le cabinet a pris la décision ; non on aura une agence autonome sous le Ministère des Finances [...] donc les policiers n'étaient pas très contents. »* (Interviewé 4)

*« On a décidé qu'il y avait une nécessité qu'une agence ait des pouvoirs d'analyse, mais pas des pouvoirs d'enquêtes. Parce que si on était pour enquêter, on serait dans les mêmes places que la police sur les mêmes questions de Charte. Alors, une agence indépendante, une agence d'analyse. »* (Interviewé 5)

*« [...] même dans les derniers jours de rédaction, le débat était toujours en cours. Nous avons fait le changement et la GRC travaillait fort encore pour l'avoir chez eux et c'est pourquoi, nous avons dû faire beaucoup d'efforts pour établir notre crédibilité en tant que CRF. »* (Interviewé 7)

Il convient de constater que ce changement de dernière minute, au niveau de la prise en charge des responsabilités dès la création de CANAFE, met la cellule de renseignement financier (CRF) dans une position délicate vis-à-vis de la GRC, un de ses partenaires principaux dans la lutte au blanchiment d'argent (LBA). Ainsi, le Canada qui part avec plusieurs années de retard dans la LBA, avec la mise en place tardive du CANAFE, fait en plus face à des réticences au sein même du pays auprès des organisations dont la contribution est nécessaire dans cette lutte. En effet, l'interviewé 9 rapporte que le Canada a pris part à cette lutte très tard et ce fut seulement suite à de fortes pressions internationales que le

CANAFE a finalement vu le jour. Selon lui, les banques au Canada ont un énorme pouvoir politique et cela explique l'implication tardive du pays. Ce retard a toutefois permis une réflexion en profondeur concernant le type de CRF que le Canada désirait mettre en place. En effet, plusieurs interviewés rapportent qu'ils ont regardé les modèles dans les autres pays, en particulier celui d'AUSTRAC en Australie et de FINCEN aux États-Unis.

*« Nous avons regardé le modèle de FINCEN ; ils n'avaient pas vraiment un modèle analytique. Leur approche basée sur les données ouvertes [...] a beaucoup influencé leurs méthodes d'analyses, qui consistait plutôt à porter assistance aux enquêteurs ponctuellement, toutefois la plupart des enquêteurs n'utilisaient même pas FINCEN et vont directement à la base de données. C'est pourquoi j'ai toujours été un défenseur de la protection de nos renseignements [...] un des individus de l'ambassade, un d'entre eux faisait toujours la blague [...] je peux avoir une DOD sur mon Blackberry, contrairement à vous qui ne partage aucune information. Mais éventuellement, ils ont commencé à réaliser le pouvoir du renseignement qui passe d'une CRF à l'autre. » (Interviewé 7)*

Ainsi, contrairement à d'autres unités nationales de renseignement financier, il y a une réelle préoccupation au CANAFE dès sa création d'avoir une protection des renseignements personnels et un partage adéquat du renseignement. Cet aspect semble être fortement associé à la réalité particulière du Canada. Le contexte canadien est relativement unique en raison de la Charte des droits et libertés qui a un poids non négligeable et impose une série de règles supplémentaires au niveau de l'accès aux renseignements des Canadiens.

*« Quand tu envoies une déclaration d'opérations douteuses, c'est dans un contexte criminel. C'est n'est plus un contexte civil, puisque tu vas, nous allons faire, parce que nous allons tout faire pour que cette DOD rencontre les standards et ensuite ce sera transmis à la police pour une enquête criminelle. Ils ne font pas de travail d'enquête au civil, ils enquêtent au criminel. Donc, tout le monde était terrifié de la Charte, que d'une façon ou d'une autre nous allions en abuser, pas délibérément, mais par accident. Donc, ils ont tout pensé, deux fois plutôt qu'une, et ils étaient très nerveux à propos de tout. (Interviewé 9)*

*« [...] le gouvernement voulait s'assurer qu'il y avait toute une liste de garanties, qu'il y avait un équilibre entre oui il faut combattre le recyclage des produits de la criminalité, mais il faut aussi s'assurer que les policiers n'ont pas juste un accès comme ils ont en Australie. » (Interviewé 10)*

Conséquemment, cette crainte de la part du gouvernement explique la création d'une agence indépendante des policiers qui n'a pas de pouvoirs d'enquête, puisque le contexte canadien ne permet pas un accès aussi direct aux informations personnelles de la population sans préalablement s'être assuré que les informations transmises sont nécessaires à l'avancement d'une enquête. Ainsi, il est possible d'imaginer que les partenaires du CANAFE vivent une certaine frustration par rapport de ne pas avoir un accès aux données de la CRF aussi librement qu'il est permis à l'étranger de le faire.

*« [...] au début, j'ai perçu, pas un genre de méfiance, mais une frustration envers les services policiers. Il a voulu avoir accès à la banque de données, ils voient qu'aux États-Unis c'est possible, ils voient qu'en Australie c'est possible. » (Interviewé 10)*

Néanmoins, de tels accès auraient pu causer des problèmes constitutionnels au Canada, ce que tentaient d'éviter les gouvernements. Tel que le rapporte l'interviewé 8, CANAFE a vu le jour dans un milieu très hostile à son égard. Le milieu ne voyait pas de valeur ajoutée à cette nouvelle organisation qui ne leur partageait pas d'informations, car on tentait de toutes les façons possibles d'éviter que des erreurs soient commises dans les premières années, en particulier au niveau des informations divulguées. Ainsi, à la base, la CRF adopte une approche très prudente à sa mise en place.

En plus de faire face à des partenaires mécontents du côté des forces de l'ordre, il se trouve que les entités déclarantes se montrent également réticentes à l'idée de remplir leurs nouvelles obligations imposées avec l'arrivée du CANAFE. Toutefois, la CRF a besoin de leur participation pour mener à bien sa mission, et ceci passe au début par une mise en place progressive et par étape de la relation entre CANAFE et ses « partenaires privés ». Ainsi, les interviewés 1, 4 et 7 rapportent qu'au départ, la CRF agit plutôt comme un « ami » et sur un mode conciliant auprès des entités déclarantes en faisant énormément d'accompagnement, de



sensibilisation et de « relations publiques ». Il n'y avait pas de pénalité à ce stade, et la CRF était très conciliante afin de s'assurer d'avoir une collaboration de leur part ;

*« Il y a beaucoup d'emphase qui a été mis sur ; ça doit être facile pour les entités déclarantes surtout les banques là, criaient beaucoup, c'était trop de travail, ils ne voulaient pas faire ça. Ce qui fait qu'on a fait beaucoup de compromis sur la qualité des données qu'on reçoit. »* (Interviewé 1)

*« Le début de CANAFE au niveau de la conformité, c'était plus de la sensibilisation que la mise en force de la Loi et on a vu l'évolution à CANAFE. [...] C'était d'aller les rencontrer, aller leur expliquer la Loi, leurs obligations, etc. Je vous dirais que les examens étaient plus en deuxième temps. »* (Interviewé 2)

*« [...] il fallait éviter le rejet par les entités déclarantes. Au Canada les grandes banques ont beaucoup de puissance. Elles sont très influentes auprès du gouvernement et puis la venue de CANAFE ce n'était pas une bonne nouvelle pour ces grandes banques [...] imputabilité, plus, plus de coûts. Ce n'était pas gratuit, elles ont dû investir beaucoup d'argent. »* (Interviewé 4)

Les représentants de CANAFE s'adaptent aux demandes formulées par les entités déclarantes afin que leur institution soit peu à peu acceptée et reconnue comme légitime, quitte à délaisser ses objectifs de conformité antiblanchiment en tant que régulateur, et ce, malgré le fait que le Canada a énormément de retard à rattraper au niveau de la LAB. Ces compromis de la CRF à ses débuts ont mené à une évaluation négative du Canada de la part du GAFI. L'organisme intergouvernemental de référence en matière de lutte contre l'« argent sale » avait déjà critiqué le Canada très sévèrement avant la création du CANAFE ;

*« Le Canada avait été évalué par le GAFI en 1995 et on a reçu un F presque partout. Alors, mon client à l'époque, le solliciteur général a décidé que le Canada devrait faire quelque chose pour assurer que lors de la prochaine évaluation le pays avait en place un régime qui rencontrait les exigences du GAFI. »* (Interviewé 5)

Toutefois, le CANAFE ne répondait toujours pas aux exigences du GAFI après quelques années d'existence. En effet, les interviewés 2 et 9 rapportent que l'évaluation du GAFI en 2008 a souligné le manque de sévérité de la législation en place sans l'imposition de pénalités pécuniaires en raison de non-conformité.

*« [...] au niveau de la conformité, la législation est toujours inoffensive. Oh on peut donner des amendes et tout ça, mais pourchasser les grandes banques de façon sérieuse, nous ne sommes pas encore là. [...] ce n'est pas dissuasif du tout. »* (Interviewé 9)

Conséquemment, le CANAFE a effectué des changements à sa législation afin d'imposer des pénalités. Malgré (ou peut-être en raison de) ce décalage de plusieurs années entre la création de la CRF et l'imposition de sanctions, il convient de constater que dans l'atmosphère hostile auquel CANAFE faisait face à son arrivée, celui-ci a tout de même réussi à établir des relations de confiance avec ses partenaires avant d'entrer en mode plus répressif. Tel que le rapporte un des interviewés, la CRF a mis de l'avant l'intérêt pour eux de collaborer ;

*« Donc, c'était plus par rapport à notre réputation, l'idée de « nous sommes tous dans ensemble dans le bateau ». [...] Je veux dire, nous savions que nous n'avions pas de pouvoir, alors nous devions sortir la carte du problème pour la société, et le gouvernement a décidé que tu as un rôle à jouer pour régler ce problème. [...] Si d'une façon ou d'une autre notre nom sort, si quelque chose arrive et notre nom sort, c'est le risque ultime pour une institution. »* (Interviewé 3)

De plus, au départ il était difficile pour CANAFE de s'imposer comme CRF puisque le centre n'était pas en position d'offrir quoi que ce soit à ses partenaires. Il y avait peu possibilité de partage d'information au niveau de la Loi comme le rapportent les interviewés 4 et 7. Conséquemment, instaurer des balises solides au niveau des relations avec les partenaires dans le but de produire du renseignement par la suite était une étape nécessaire qui a permis au CANAFE de prendre sa place progressivement en étant conscient que fournir et obtenir du renseignement était la clé pour avoir une valeur et être légitime auprès des partenaires. Ainsi, la CRF a su identifier et travailler sur son futur atout lui permettant de susciter un intérêt

relatif de la part de ses partenaires. Selon la théorie du champ, les acteurs qui veulent prendre position au sein d'un champ et s'y profiler avantageusement doivent investir leur temps, leur connaissance, leur travail ou bien leur argent pour obtenir cette "monnaie" ou bien ce "capital" qui est la clé du pouvoir au sein du champ. » (Braun, 2000). C'est exactement la route entreprise par le CANAFE qui a pris le temps de s'intégrer auprès des acteurs clés leur permettant d'acquérir un capital précieux, soit le renseignement financier, et de prendre sa place.

### 2.1.2 Capital détenu par CANAFE

Le CANAFE ne détenait pas le capital requis pour intégrer le champ de la sécurité au départ, puisque la CRF n'avait rien à offrir à ses partenaires. La base de données n'était pas encore construite et beaucoup de travail devait être accompli pour ce faire. Conséquemment, la CRF devait faire l'acquisition de ce capital, qui lui permettrait vraiment de faire sa place, ce qui ne fut pas sans embuches.

En effet, le CANAFE a construit sa base de données au fil des années, mais la qualité des données n'a pas toujours été au rendez-vous, tel que le rapportent deux des interviewés.

*« Ça prend plusieurs années avant qu'on soit capable d'offrir quelque chose d'une certaine valeur, et c'est un milieu policier [...]. Une expression anglaise qui dit ; you have to give to get. Donne le premier, donne, après ça on va voir qu'est-ce que tu as à offrir. C'est ça la discussion ; je veux du renseignement, regarde la politique, okay qu'est-ce que tu as pour moi, concrètement tu as quelque chose. »*  
(Interviewé 4)

*« [...] au début nous avons reçu des critiques sur notre produit, et leur habileté à le comprendre, ce qui semble être toujours un aspect sur lequel on travaille à ce jour ; comprendre à quoi ressemble nos cas, car ils sont si complexes maintenant. »*  
(Interviewé 7)

CANAFE était en apprentissage et il y a eu beaucoup de travail sur le capital que la CRF avait à offrir à ses partenaires, soit le capital informationnel sous forme de renseignement financier. Les interviewés le décrivent comme un produit qu'ils ont à offrir et ils ont le rôle de le diffuser de façon compréhensible aux partenaires.

*« À la fin de la journée, si la GRC dit c'est complètement inutile ce que CANAFE nous donne [...] c'est notre raison d'être. » (Interviewé 4)*

Ainsi, il y avait un réel besoin de la part du CANAFE de démontrer que le centre a un produit unique à leur apporter. Le but de la CRF est notamment de contribuer aux enquêtes de la GRC et du SCRS. Sans leur intérêt, CANAFE ne fait pas son travail et n'est pas en mesure de s'intégrer en tant qu'organisation. L'interviewé 5 rapporte que c'est dans cette perspective que CANAFE a pris beaucoup de temps afin de définir son rôle auprès de ses partenaires pour solliciter leur collaboration et par conséquent être en mesure d'alimenter la banque de données, pour ensuite alimenter les enquêtes. Démontrer aux services de police que le travail du CANAFE peut leur permettre d'avancer leurs enquêtes était la base de la réussite de la CRF.

*« Je suis allé voir [un directeur de police] et j'ai dit : « tu ne nous utilises pas, nous sommes là, un service gratuit pour vous aider. » Il a dit : « j'ai mon équipe de comptables et j'ai bla bla bla » et j'ai dit : « tu n'as pas notre base de données, tu n'as pas notre base de données, fais un essai, c'est tout ce que je te demande, fais un essai ». Et bien, il est un de nos plus grands utilisateurs. Une fois qu'ils ont essayé notre service, ils ont adoré. » (Interviewé 9)*

Ainsi, le CANAFE faisait la promotion de son produit, le renseignement financier, auprès de ses partenaires pour leur montrer qu'il y avait réellement des bénéfices pour leur travail et ils ont réussi à le démontrer, jusqu'à un certain point tout du moins. Cette stratégie leur a permis d'obtenir des références volontaires de la part de ce service de police, soit des informations spontanées sur les priorités des policiers. En fonction de ces informations, CANAFE enrichit et utilise sa base de données pour contribuer aux enquêtes policières, puisqu'il n'est pas permis à la CRF de faire des requêtes à ces partenaires.

De plus, le renseignement financier demeure complexe et cet aspect avait échappé aux partenaires du CANAFE qui désirait au départ un accès plus direct au renseignement. Toutefois, tel que le rapporte un des interviewés, le rôle de CANAFE est devenu plus clair pour ses partenaires au fil du temps :

*« J'ai l'impression qu'à la longue les policiers ont vu qu'ils n'ont aucun intérêt à voir la banque de données. Il y a une analyse de faite par CANAFE qu'on n'aurait pas le temps de faire ou qu'on n'aurait pas l'expertise. »* (Interviewé 10)

Il est possible de constater que l'apport de l'analyse fait par le CANAFE via le traitement des données reçues et leur diffusion sous un format adapté pour ses récipiendaires est apparu plus pertinent et dans une certaine mesure reconnu. Ils réalisent qu'un accès direct à la base de données serait très prenant au niveau du temps qui devrait être consacré à la recherche des données désirées, tandis que CANAFE leur fournit seulement les éléments réellement utiles selon leurs besoins. Cette expertise apporte une crédibilité au CANAFE et à son travail. Néanmoins, il était important que la CRF garde en tête ses objectifs et évite « d'en faire trop ».

*« [...] ce n'est pas juste de fournir n'importe quoi. Au tout début, c'était ça. On a commencé là. Tu essaies de te faire accepter dans le club essentiellement, mais assez rapidement tu arrives, tu dis okay on ne peut ne pas garder ça comme ça. »*  
(Interviewé 4)

Malheureusement, CANAFE n'est pas en mesure de servir tous les partenaires potentiels à titre égal et doit choisir ceux qui lui apportent des données pertinentes et conséquemment ceux auprès de qui il peut agir à ce titre. Les interviewés s'entendent pour dire que la GRC et le SCRS sont les partenaires principaux, et qu'ils se sont concentrés à répondre aux besoins de ces organismes dès le départ.

*« Quand la GRC nous a demandé de leur donner un, de leur prêter assistance dans le cas des Hell's Angels au Québec. [...] ils ont été capables de livrer la marchandise. Ça, ça fait une différence, et c'est à partir de là qu'on a reconnu comment que c'était les fonctions critiques. Absolument critique d'entretenir ses relations avec ces partenaires-là et ça ce sont les bénéficiaires ultimes du produit. [...] On dit okay on a un produit, un produit physique je le vois. Oui c'est de l'information, mais c'est physique aussi. »* (Interviewé 4)

Ainsi, il est clair à travers les entretiens que le CANAFE perçoit le renseignement comme son produit, et son capital lui donnant un accès au milieu que la CRF désire intégrer.

Ce qui donne de la valeur à ce capital informationnel est qu'il n'est pas accessible aux autres autrement que via des ententes auprès de CANAFE. Effectivement, la CRF a accès à des données issues des déclarations de transactions financières qui ne sont pas à la disposition de tous et par conséquent, la diffusion d'informations sensibles doit être faite de façon méticuleuse :

*« CANAFE est assis sur une base de données tout à fait intéressante non seulement au point de vue d'analyse financière, mais aussi au niveau de ses connaissances. C'est-à-dire à savoir quelle étendue et la profondeur des enquêtes qui sont tenues partout au Canada. Parce que c'est le seul endroit en fait où on partage ces informations avec confiance et il n'y a pas de base de données au Canada qui permet à tous les policiers à savoir ce que la Sureté de Québec fait ou la police de Toronto. Donc, CANAFE est vraiment dans une position privilégiée et a gagné le respect des corps policiers justement en respectant le protocole. »*

(Interviewé 8)

Ainsi, il est possible de constater que le respect du partage des informations confiées à CANAFE a contribué à lui conférer une crédibilité auprès de ses partenaires. Tel que le rapporte l'interviewé 8, CANAFE est dans une position privilégiée concernant son accès à des données sensibles et c'est cela qui confère une valeur certaine à son capital informationnel. En effet, il est possible d'observer au travers des entretiens que c'est la valeur ajoutée des renseignements qui permet réellement à CANAFE de prendre place aux côtés de ses partenaires. Ceux-ci réalisent l'apport de la CRF et on observe une collaboration par la suite.

Néanmoins, les interviewés veulent aussi que leur contribution aux enquêtes soit soulignée et connue du public :

*« Vous savez qu'il y a eu plusieurs cas portés en Cour, CANAFE le savait un an, deux ans avant que les cas soient portés publiquement. Donc, c'est dans ces situations qu'on a décidé que ce serait intéressant de savoir ça. Donc, on a quelqu'un [...] à l'interne qui suit ça [...] il y a des centaines d'enquêtes qui se font au Canada et il y a uniquement que quelques communiqués de presse qui sortent. Ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas, mais ils font principalement leur*

*travail d'enquête et [...] à la fin : Ah! J'ai oublié de mentionner CANAFE. »*  
(Interviewé 8)

Ainsi, le CANAFE a un désir de reconnaissance à ce niveau et c'est une façon de démontrer la qualité et la pertinence de son produit dans la LBA. Effectivement, bien que la CRF a réussi à démontrer à ses partenaires principaux son utilité, le CANAFE est toujours sous-utilisé à ce jour par le système judiciaire lorsqu'il s'agit de poursuites.

*« [...] le judiciaire utilise très mal le renseignement financier. Il y a une incompréhension de ce que le CANAFE peut apporter, et je ne veux pas dire que c'est CANAFE qui va résoudre le cas, mais on apporte un éclairage différent à un dossier. L'éclairage qu'on amène est basé sur des faits. Il n'y a pas beaucoup d'interprétation. Voici les faits ; X a transféré 10 000\$ à Paris à telle date, à tel compte identifié à tel individu. C'est un fait, je n'interprète pas. Est-ce que ça peut changer la vision d'un procureur, j'ose croire que oui. C'est pour ce que si on regarde dans le plus grand défi du régime c'est là. »* (Interviewé 4)

Conséquemment, il n'est pas surprenant qu'il y ait peu de condamnations au niveau des crimes financiers ou des chefs d'accusations en lien avec le crime financier au Canada, puisque le système judiciaire n'utilise pas tous les outils à sa disposition. Effectivement, l'interviewé 5 rapporte que les renseignements sont transmis aux services de police et que ceux-ci sont très utiles durant les enquêtes, toutefois il est décidé dans la majorité des cas de ne pas aller de l'avant avec les chefs d'accusations pour blanchiment d'argent. Cependant, l'approche de CANAFE vis-à-vis ces partenaires principaux, c'est-à-dire de s'assurer de répondre à leurs besoins, leur permet-il de couvrir toutes les formes de blanchiment d'argent ?

## 2.2 Impact sur la lutte au blanchiment d'argent au Canada

### *2.2.1 Conséquences sur le travail du CANAFE*

Les interviewés s'entendent pour dire que l'approche du CANAFE vis-à-vis de leur mandat s'est modulée au fil du temps. Tel que le rapporte l'interviewé 5, au départ CANAFE était une agence sans historique qui devait se démarquer, donc ils se sont donné la mission

d'être le plus utile possible pour les forces policières pour que celles-ci souhaitent collaborer avec eux et obtenir des renseignements de leur part.

*« Au fil des années, avec notre expérience, nos capacités d'analyse. On a vu qu'on pouvait changer le portrait en faisant des communications de cas pour démontrer où un corps policier devrait mettre leur emphase d'enquête. Peut-être c'est les mêmes joueurs, de laisser dix joueurs sous la loupe, mais on dit non c'est le numéro neuf qui devrait vous intéresser. Alors, à chaque étape, il y a eu une augmentation de sophistication de notre bord. »* (Interviewé 5)

Ainsi, la CRF a essayé de mettre son expertise de l'avant à ses partenaires afin de démontrer au mieux ce qu'elle peut leur apporter. En effet, selon cet interviewé la valeur ajoutée du CANAFE est le fait qu'il ne s'agit pas uniquement d'une banque de données, mais que les données sont analysées afin d'optimiser leur utilité aux enquêtes. Toujours selon celui-ci, le CANAFE ne remplit pas son mandat s'il se limite à être uniquement une banque de données exploitée par ses partenaires.

Selon l'interviewé 4, le CANAFE est véritablement une unité de renseignement financier et non simplement une unité de lutte au blanchiment d'argent.

*« Il y a un monde entre les deux [...] et on regarde la portée de ce que fait CANAFE. C'est ça, on fait du renseignement financier. Oui la lutte anti blanchiment ça reste notre pain, notre beurre. La majorité des ressources est dirigée [...] vers ça, mais il y a d'autres choses aussi. Et ça vaut vraiment la peine, on parlait et c'est ça qui nous amène une place assez intéressante dans l'écosystème du renseignement dans l'application de la Loi et tout. »* (Interviewé 4)

Ainsi, la CRF travaille sur différents éléments dans le cadre de son mandat, toutefois selon cet interviewé le CANAFE mise avant tout sur le renseignement et c'est à cet endroit que ses ressources sont dévouées. De son côté, l'interviewé 9 rapporte que bien que certains crimes soient présents dans la base de données de la CRF, ceux-ci ne sont pas systématiquement traités ;



*« [...] nous ne nous attaquons toujours pas au crime organisé dans ce pays, pas réellement, je veux dire on le fait de temps à autre et il y eu ce petit truc à Québec récemment, mais bon. Mais nous n'allons pas, je veux dire il y a énormément de crime organisé Russe dans ce pays. Personne ne va s'y attaquer, parce que les Canadiens ont cette fausse idée que nous sommes tous des personnes gentilles et que tout le monde nous aime, et que nous ne faisons rien de mal. C'est complètement faux. Et donc, l'idée que nous ayons des criminels organisés ici, les gens n'y croient pas et il faut investir beaucoup d'argent, il faut beaucoup de procureurs, être prêt à trouver des « body bags », personne au Canada n'est prêt à trouver des « body bags », personne n'est prêt à faire quoi que ce soit au fond. Donc, il y a encore des lacunes importantes, même dans notre mandat limité, il y a des lacunes énormes. » (Interviewé 9)*

Selon cet interviewé et c'est un sentiment partagé par d'autres représentants de CANAFE, certains crimes ne seraient donc pas pris assez au sérieux, bien que ceux-ci soient présents et identifiables. Par conséquent, le régime de lutte au blanchiment d'argent ne couvre pas tous les types de crimes. En effet, l'interviewé 10 rapporte qu'au départ la question de l'évasion fiscale avait été écartée complètement.

*« [...] j'ai remarqué, quand on a commencé avec le concept de déclaration d'opérations douteuses, beaucoup des banquiers ou des gens qui faisaient affaire disaient : « Je ne sais pas d'où vient l'argent comptant que quelqu'un amène présentement à mon guichet. » Puis, on me disait : « Il y a des gens qui travaillent au noir. Les petits ouvriers, s'il y a quelqu'un qui fait des portes ou... » Et puis, on disait, si vous ne pensez pas que c'est de la drogue, si vous ne vous doutez pas que c'est de la drogue, si vous pensez que c'est une infraction fiscale, vous n'avez pas à le rapporter. On n'est pas là pour taper sur les clients qui... c'est un crime quand même de ne pas déclarer son revenu, mais ce n'est pas un crime... à l'époque ce n'était pas vu comme un crime de mauvais augure comme vendre de la drogue aux États. » (Interviewé 10)*

L'interviewé 5 abonde dans ce sens en expliquant qu'il y avait une distinction entre « évadeurs de taxes et criminels ». En effet, le lien entre évasion fiscale et blanchiment d'argent

n'est pas perçu comme linéaire et l'objectif de la CRF n'est pas d'être exploitée pour identifier des évadés fiscaux.

*« Un des problèmes avec l'évasion fiscale c'est que ça peut générer des produits de la criminalité, mais pas nécessairement, à cause de ça [...] c'est ça, alors je ne paye pas mes taxes, mais je ne paye pas mes taxes sur mon argent légitime, alors où est le blanchiment dans tout ça? Je reçois des bénéfices parce que je n'ai pas payé de taxes, mais je ne blanchis pas ce qui est dans mes poches parce que ça jamais été légitime. Alors, la vie est compliquée du côté juridique à cause de ça, originellement dans la définition des offenses aux fins de blanchiment dans le Code criminel, l'évasion fiscale a été vue comme une des exceptions. »* (Interviewé 5)

Néanmoins, cette infraction est entrée graduellement dans le régime de lutte au blanchiment d'argent depuis les dernières années et cet interviewé rapporte que lorsque des dépôts importants en espèces sont détectés, ceux-ci seront maintenant déclarés et ce, que l'on soupçonne qu'ils soient en lien avec le trafic de stupéfiants ou l'évasion fiscale. L'interviewé 8 explique qu'à la base lorsque la Loi régissant la CRF a été mise en place, il était seulement permis au CANAFE de divulguer à l'Agence du Revenu du Canada (ARC) dans les cas où il y avait de la fraude fiscale d'impliquée dans le blanchiment d'argent. Conséquemment, les cas uniquement de fraude fiscale n'était pas divulgués à l'ARC, car la fraude fiscale n'était pas considérée comme un crime sous-jacent. Ce sont les changements législatifs qui ont ensuite permis que ces crimes soient inclus dans les déclarations d'opérations douteuses. Néanmoins, il est possible de constater que la dépendance aux priorités des partenaires a mené à une lutte différentielle contre l'argent sale en fonction de certaines infractions sous-jacentes.

Un autre aspect qui est soulevé par un des interviewés est le travail de conformité qui est effectué par le CANAFE. Selon l'interviewé 2, les examens de conformité ont beaucoup évolué. Au départ, l'entité s'assurait uniquement que les cinq éléments requis à tout régime de conformité étaient présents, toutefois dorénavant les examens vont plus en profondeur. Le fait d'avoir un programme de conformité répondant aux obligations n'est plus suffisant, les entités doivent démontrer que celui-ci est appliqué et efficace.

*« On l'appelle : 'compliance for intelligence'. Ça veut dire nous c'est le renseignement qu'on recherche et donc on essaie d'axer de plus en plus nos examens de conformité pour s'assurer que les renseignements ; ça veut dire les transactions qui doivent être envoyées à CANAFE, sont bel et bien envoyés à CANAFE. [...] Donc, c'est ça je dirais que dans les quatre, cinq dernières années on est allé plus vers le renseignement financier, parce que finalement parce que c'est ça que les forces policières veulent. » (Interviewé 2)*

Ainsi, il est possible de constater que le CANAFE veut s'assurer d'obtenir les informations utiles pour ses partenaires et qui constituent réellement du renseignement financier. Les intérêts des services de police demeurent un aspect important pour la CRF, et l'interviewé 10 rapporte que les policiers veulent souvent plus de déclarations ponctuelles visant des enquêtes en cours. L'interviewé 2 ajoute qu'il y a des procédures en place leur permettant de transférer un dossier physique aux forces policières selon des ententes de partage d'informations, dans des cas où ils remarquent de la non-conformité qui s'apparente à de la magouille. De plus, les interviewés rapportent que la CRF est informée de la priorité de ses partenaires.

*« Et bien nos divulgations parce qu'elles sont parfois basées à 90% sur ce qui est enquêté par les policiers en ce moment, et bien nos divulgations ne nous aident pas à prévoir le futur. Nos divulgations nous disent exactement ce sur quoi les services de polices travaillent en ce moment. Les services de polices ne sont pas axés sur l'avenir [...] et bien qu'ils parlaient de police axée sur le renseignement il y a 20 ans, ce n'est toujours pas en place. Donc oui c'est un cercle vicieux et chaque CRF doit gérer le tout. » (Interviewé 3)*

Conséquemment, cet interviewé remarque l'influence de la police sur le travail du CANAFE et bien que la CRF désire produire du renseignement, la vision des forces policières ne repose pas sur le type de renseignement que CANAFE souhaite que les forces de l'ordre utilisent dans les enquêtes. En effet, le CANAFE aimerait être en mesure de produire proactivement du renseignement, monter un dossier, diffuser ces informations aux forces policières et que ceux-ci mènent des enquêtes basées sur le renseignement fourni, toutefois ce n'est pas ce qui se produit pour le moment. L'interviewé 5 explique que le CANAFE fait

partie de l'appareil du renseignement et que le centre doit être à l'affût des besoins des utilisateurs du renseignement. Selon lui, c'est la crédibilité qui permet d'influencer les partenaires et le CANAFE serait à cette étape au niveau de ses relations.

*« On pourra générer de notre propre gré des cas basés, non seulement, simplement sur les DOD, mais sur l'ensemble de nos données, parce que jusqu'ici... [...] Mais dans les deux prochaines années, nous serons en position de faire cette analyse, et générer nos propres cas. Et à ce point, étant donné ce qu'on a fait pendant les dix dernières années, la confiance qu'on a avec les corps policiers, si on était pour générer des cas avec des noms inconnus, je crois que les polices seraient prêtes à dire ; okay ça on ne les connaît pas, mais ça nous intéresse. » (Interviewé 5)*

Il est possible de constater que l'objectif serait donc d'avoir un plus grand contrôle sur l'apport de la CRF au niveau des enquêtes policières et sur le renseignement produit. Néanmoins, la réalité est différente de ces visées proactives.

*« La réalité pour chaque CRF est que oui tu seras grandement tributaire de ce que tes partenaires demandent parce que si tu ne les rends pas heureux, alors tu ne les aides pas dans leurs enquêtes, et c'est un des défis que nous avons eu avec nos cas proactifs [...]. » (Interviewé 7)*

Conséquemment, le CANAFE aurait une approche plutôt réactive, plutôt que proactive, contrairement à ce que la CRF tentait d'accomplir au départ. En effet, cinq des interviewés (1, 7, 8, 9 et 10) s'entendent pour dire que le traitement des données est véritablement du côté réactif.

*« Les opérations du Centre ont vraiment changé de proactives à réactives, vraiment réagir aux demandes d'informations externes des partenaires. Donc, d'être plus au service, diriger les ressources vers ce que les partenaires avaient besoin aussi. Donc, le côté proactif a été vraiment laissé de côté [...] » (Interviewé 1)*

*« [...] c'est que 90% des cas, c'est que c'est des cas qui nous arrivent suite à de l'information volontaire, qui nous est donnée par les corps policiers et 10 à 15%*

*des cas. La raison pour ça on veut faire du proactif, sauf que les corps policiers, ils sont déjà débordés avec tous les cas qu'ils ont déjà à amorcer. Donc, quand ils arrivent chez CANAFE, ils arrivent avec de l'information qui est très utile, c'est volontaire et on répond quand même dans un sens parce que c'est de l'information qui est utile pour des enquêtes qui sont déjà en marche. » (Interviewé 8)*

*« [référence de la police] c'est 90% [et des envois spontanés c'est 10% ?] mais je ne sais même pas les pourcentages, mais c'est petit. C'est petit [...] la majorité c'est d'y répondre. C'est réactif, pas proactif, mais même le proactif nous n'avons pas eu beaucoup de retour sur investissement [...] alors la raison pour laquelle nous n'en faisons pas vraiment, c'est qu'encore une fois personne n'utilise ce produit. Si personne n'achète ton produit, alors pourquoi le produis-tu? (Interviewé 9)*

Ainsi, au travers des témoignages des interviewés il est possible de remarquer que ceux-ci font le constat que le CANAFE ressent une pression de répondre aux demandes de ses partenaires plutôt que de véritablement produire du renseignement financier permettant de mettre des cas en lumière et de lancer des enquêtes à partir du renseignement produit. Selon l'interviewé 10, une des problématiques est le fait que CANAFE désire produire des renseignements utiles avant tout, et puisque les cas mis de l'avant de façon proactive n'intéressent pas leurs partenaires, il n'y a pas de valeur ajoutée. La CRF ne veut pas que son travail soit vain et étant donné les limites du nombre d'enquêtes possibles, le CANAFE est fortement influencé par les demandes de ses partenaires. La CRF a donc une approche réactive face à son travail.

*« Ce que j'aimerais voir comme évolution des CRF, c'est de prendre plus de contrôle là-dessus (cas proactif). Je crois qu'une partie de notre travail devrait toujours être d'être réactif aux partenaires, mais une plus grande proportion doit aussi être assignée. » (Interviewé 7)*

Il est possible de constater qu'il y a une volonté de faire un travail plus proactif qui ne serait pas entièrement déterminé par les priorités policières, mais qui viendrait au contraire (ré)orienter ces dernières vers des suspects, des enquêtes ou des enjeux criminels aussi

centraux que délaissés selon les agents de la cellule. Toutefois, cette réalité n'est pas envisageable pour l'instant selon plusieurs interviewés. Ils rapportent que la CRF fait du réactif depuis si longtemps, qu'il est difficile d'imaginer le travail sous un angle proactif. Néanmoins, certains soulèvent que cette façon de traiter les dossiers a pour conséquence que le travail de la CRF n'est pas nécessairement ce qu'il souhaite, car certains types de crimes sont mis de l'avant et d'autres sont mis de côté.

### *2.2.2 Impact de CANAFE sur la lutte au BA/FAT au Canada*

Le GAFI a procédé à une évaluation du régime de lutte au blanchiment d'argent du Canada entre le 3 et 20 novembre 2015, et le rapport d'évaluation a été publiée en 2016. Cette évaluation avait pour but d'évaluer le niveau de conformité du pays vis-à-vis des 40 recommandations du GAFI et le niveau d'efficacité de la cellule de renseignement financier. De manière générale, le Canada détient une bonne compréhension des risques auxquels le pays fait face. Selon le rapport (GAFI, 2016), le Canada fait face à des menaces importantes de blanchiment d'argent à l'intérieur du pays et aussi provenant de l'étranger. Toutefois, le financement d'activités terroristes ne représente pas une menace aussi importante. Au Canada, les produits de la criminalité découlent principalement de la fraude, la corruption, de l'extorsion, la contrefaçon, le piratage, le trafic de stupéfiants, la contrebande de tabac, ainsi que l'évasion fiscale. L'économie ouverte et stable du Canada, ainsi que son système financier accessible, rend le pays vulnérable à des menaces étrangères importantes de blanchiment d'argent, particulièrement provenant des États-Unis. Ainsi, il est possible de constater que selon les entretiens effectués avec les interviewés, la plupart des crimes mentionnés dans le rapport ne sont pas tous dans les priorités du CANAFE et de ses partenaires.

Le rapport du GAFI (2016) fait état d'améliorations et de progrès au niveau de la standardisation du régime de lutte au blanchiment d'argent (LBA) et financement d'activités terroristes (FAT) du Canada depuis la dernière évaluation datant de 2007. Néanmoins, une lacune majeure est notée, soit le fait que des secteurs à haut risque, tel que les conseillers juridiques, les firmes légales et les notaires au Québec n'ont pas à se conformer aux obligations en terme de LBA et FAT. Ainsi, le GAFI émet la recommandation d'atténuer les risques à ce niveau (GAFI, 2016).

Le renseignement financier et d'autres informations utiles sont accessibles au CANAFE et ainsi qu'à un certain point aux organismes d'application de la Loi, soit en suivant un processus beaucoup plus long. Ces données sont utilisées pour enquêter sur des infractions criminelles et du financement d'activités terroristes, et de façon beaucoup plus limitée, pour enquêter sur le blanchiment d'argent (GAFI, 2016). De plus, le CANAFE reçoit un large éventail de renseignements, qu'il utilise adéquatement, toutefois certains facteurs limitent la portée et la profondeur de l'analyse que la CRF est permise d'effectuer, soit le fait que le CANAFE ne peut pas faire de requête pour obtenir des informations additionnelles des entités déclarantes. Par ailleurs, la CRF n'a pas accès aux informations que conservent les administrations fiscales.

Toujours selon le rapport d'évaluation du GAFI sur le régime de LBA et de FAT du Canada, le CANAFE produit des rapports stratégiques pertinents pour les forces de l'ordre, les agences de renseignements, les décideurs politiques, les partenaires internationaux et le public, sur les nouvelles tendances et typologies en matière de BA et FAT. Toutefois, le Canada identifie et enquête seulement le blanchiment d'argent de façon limitée. Somme toute, les résultats obtenus jusqu'à maintenant ne sont pas proportionnels aux risques de blanchiment d'argent présents au Canada (GAFI, 2016). De plus, le GAFI rapporte que les priorités des forces de l'ordre ne sont pas alignées selon l'évaluation des risques au Canada. En effet, les forces de l'ordre dédient leurs ressources majoritairement aux infractions liées aux stupéfiants et la fraude. Conséquemment, il n'y a pas assez d'emphasis sur les autres risques de blanchiment d'argent, tel la corruption, la contrebande de cigarettes, le blanchiment d'argent comme infraction distincte, et le blanchiment d'argent effectué par un tiers. Le CANAFE est soumis à aux priorités de ses partenaires pour faire valoir son capital, cependant selon le GAFI ces priorités sont discutables, puisque par conséquent la CRF met de côté de nombreux crimes. Effectivement, un autre aspect qui est noté par le GAFI est que les enquêtes ne s'intéressent pas assez à l'utilisation de facilitateurs dans les cas de blanchiment, bien que les comptes en fidéicommiss sont souvent utilisés, en particulier dans des cas impliquant des structures plus complexes. De plus, selon les GAFI, les sanctions en place ne sont pas suffisamment dissuasives et il y a un manque d'uniformité au niveau de l'efficacité des provinces canadiennes. Effectivement, selon le rapport (GAFI, 2016) le Québec est considérablement

plus efficace, et est en mesure d'atteindre de bons résultats en raison des actions coordonnées (au niveau provincial et avec la GRC), en plus d'avoir des unités spécialisées dans la récupération des avoirs.

Ainsi, selon le rapport du GAFI des modifications doivent être apportées pour améliorer le tout. Le Canada devrait autoriser le CANAFE à faire des demandes et d'obtenir des informations additionnelles en lien avec le blanchiment d'argent, les infractions principales et le financement d'activités terroristes auprès de leurs partenaires, afin d'améliorer leurs capacités analytiques. De plus, le renseignement financier doit être employé dans une plus grande mesure pour enquêter et localiser les biens découlant des produits de la criminalité. Il serait aussi pertinent selon le GAFI de permettre au CANAFE d'avoir accès aux données de l'Agence du Revenu lors de ses analyses des déclarations d'opérations douteuses. Le GAFI aimerait aussi que le Canada effectue des poursuites judiciaires plus diversifiées et ne se limitant pas uniquement au cas lié au trafic de stupéfiants et la fraude.

Le rapport d'évaluation du GAFI apporte des constats intéressants sur le régime de lutte au blanchiment d'argent et au financement d'activités terroristes du Canada. Il est possible de remarquer que tel que l'indique les interviewés, ce ne sont pas tous les crimes qui sont enquêtés et font l'objet de poursuites au même titre que les autres. De plus, malgré que l'évaluation des risques associés au blanchiment d'argent indique des problématiques précises, le CANAFE est fortement influencé par les priorités de ses partenaires et ainsi, cela se reflète dans des lacunes au niveau du type d'infractions qui sont sous enquête ;

*« Canada's main law enforcement policy objective is to prevent, detect and disrupt crimes, including ML [money laundering], but in practice, most of the attention is focused on securing evidence in relation to the predicate offense and little attention is given to ML [...]. LEAs [law enforcement agencies] focus on criminal actions undertaken by OCGs [organized criminal groups] (i.e. mainly drugrelated offenses and fraud). Cases studies and figures provided by LEAs demonstrated that they also investigate other high-risk offenses (e.g. corruption and tobacco smuggling), but to a limited extent only. Insufficient efforts are deployed in pursuing the ML element of predicate offenses and pursuing ML without a direct*



*link to the predicate offense (e.g. third--party/professional money launderers). »*  
(GAFI, 2016)

Par conséquent, le CANAFE qui ressent la pression de ses partenaires, s'arrime à leurs priorités et traite seulement certains types de crimes. Tel que discuté par le GAFI (2016), de cela résulte qu'uniquement certains crimes sont sous la loupe du régime de lutte au blanchiment du Canada.

Ainsi, le GAFI note des points positifs, toutefois il est clair que le Canada a encore du chemin à accomplir pour réellement remplir ses obligations réglementaires selon les standards du GAFI.

## **Discussion / Conclusion**

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) est apparu tardivement et son intégration au champs de la sécurité n'en a pas été facilitée. La cellule de renseignement financier a dû faire ses preuves auprès de ses partenaires autant nationaux qu'internationaux.

Cette étude visait à identifier et analyser les éléments ayant contribué et/ou nui à la mise en place du CANAFE. Il s'agissait de comprendre la raison d'être des cellules de renseignements financiers, ainsi que l'historique du CANAFE, en ce qui a trait à la production et au rôle du renseignement au sein de ce type d'institution. Les enjeux et difficultés se rattachant à la mise en place d'une cellule de renseignement financier, ainsi que la coproduction du renseignement dans un contexte de collaboration public (forces de l'ordre et unités de renseignements) ont été abordés. Finalement, le cheminement du CANAFE vers son positionnement actuel a été discuté. L'étude entreprenait de questionner l'impact de ce phénomène sur les pratiques de coopération et d'échange d'informations dans le champ canadien de la sécurité, en plus de produire des connaissances relatives aux pratiques du CANAFE et de leurs partenaires.

L'analyse des résultats nous a permis de constater que malgré son retard, le Canada n'a pas fait exception et les bases du régime de lutte au blanchiment d'argent du pays ont fortement été influencées par la « guerre contre la drogue ». En effet, Mitsilegas (2003) rapporte que c'est la guerre de la drogue dans les années 1980 qui a propulsé la question du blanchiment d'argent à l'avant-plan et qu'un changement au niveau des politiques a été observé vers des lois visant à contrer le trafic de drogue. Le CANAFE travaille principalement sur des cas qui sont d'intérêts pour ses partenaires et conséquemment sur des cas impliquant le trafic de stupéfiants. Néanmoins, un aspect qui différencie le Canada est le fait que l'unité de renseignement financier de type administrative, soit une agence distincte, placée sous la supervision d'un ministère ou d'une administration. Effectivement, le CANAFE est distinct des autres organismes d'application de la Loi et conséquemment bien qu'il y ait de nombreux avantages à cela, soit une claire coupure entre l'analyse des renseignements et les pouvoirs d'enquête, la CRF a reçu de nombreuses critiques concernant l'accessibilité aux

renseignements qu'elle produit, en plus de compliquer son intégration en tant qu'unité de renseignement financier au Canada.

Les entretiens soulignent fortement le fait que le CANAFE n'a pas été chaleureusement accueilli en tant que CRF au Canada et ce particulièrement en raison du fait que les responsabilités de la CRF devaient initialement être confiées à un organisme déjà en place, qui deviendra ensuite un partenaire important. En effet, le mandat devait de prime abord être confié à la GRC avant que cette solution ne soit abandonnée au tout dernier moment afin de garantir que la CRF jouisse d'une autonomie si ce n'est d'une indépendance renforcée. Au travers des entretiens, il est évident que le CANAFE a fait face à des épreuves au niveau du tissage des liens auprès de ses partenaires, mais aussi auprès des entités déclarantes. Les interviewés soulignent ce fait en abordant l'idée qu'il est devenu clair que le CANAFE devait trouver une façon d'illustrer le capital et donc la « plus value » que la CRF pouvait leur apporter. En effet, selon la théorie du champ de Bourdieu, il existe donc une panoplie de champs, dans lesquels les individus sont des « agents sociaux » se conformant aux principes en place dans ledit champ (Kouadio, 2016), et au départ CANAFE n'était pas conforme et c'est véritablement son capital qui lui permettrait de s'intégrer au champ. Les individus et les groupes ne sont pas confinés à un seul champ, toutefois leur position est établie en fonction du capital détenu, conséquemment les entretiens illustrent bien ce besoin au départ de trouver un moyen de s'intégrer en tant que CRF dans le champ de la sécurité du Canada.

Au niveau des entités déclarantes, tel que le rapportent Favarel-Garrigues, Godefroy et Lascombes (2009), le risque réputationnel auquel elles pourraient faire face a été mis de l'avant pour démontrer que leur participation à l'anti-blanchiment était autant dans leurs intérêts que ceux de la CRF. En effet, les interviewés ont insisté sur le fait qu'il y a eu beaucoup d'efforts à ce niveau et particulièrement afin qu'il soit plus aisé pour les entités déclarantes de participer et d'être conforme au régime de lutte au blanchiment d'argent. Ainsi, une relation de confiance a été établie auprès des entités déclarantes via un travail de sensibilisation et d'accompagnement et, par la suite, des possibilités de pénalités ont été imposées dans un souci de dissuasion et d'efficacité des mesures. Effectivement, l'efficacité des CRF est généralement évaluée en fonction, entre autre, des déclarations d'opérations douteuses qui leur sont soumises (Chappez, 2003; Helleiner, 1999). Conséquemment, le

CANAFE s'est adapté au fil du temps et cette méthode lui a permis d'obtenir une collaboration de la part des entités déclarantes en établissant un rapport dominant-dominé vis-à-vis les entités déclarantes. En effet, selon Mérand (2016) au sein des champs se jouent des luttes ou compétitions entre les agents occupant différentes positions afin de saisir le capital associé à chacun des champs ou dans le but de redéfinir ce capital. En effet, puisque le capital est inégalement distribué au sein du champ, cela crée des positions de dominants et de dominés, contribuant à un rapport de force inégal au sein du champ. CANAFE a réussi à utiliser le capital détenu pour avoir un rapport de force vis-à-vis les entités déclarantes, en leur démontrant qu'elles avaient plus à gagner en évitant un risque réputationnel.

Au niveau des partenaires du CANAFE, la CRF est entrée en fonction avec un désavantage considérable étant donné la situation avec la GRC. Effectivement, les interviewés s'entendent pour dire que les représentants de la GRC étaient peu enclins à collaborer en raison du revirement de situation de dernière minute. Néanmoins, malgré les réticences de ses partenaires, le CANAFE a mis de l'avant qu'il détenait un capital informationnel pertinent. Effectivement, tel que rapporté dans la littérature (Le Monde Politique, 2017; Braun, 2000; Mérand, 2016), le capital permet à un acteur de prendre une position dans un champ donné et cela en fonction des relations et interactions avec les autres acteurs impliqués. De plus, c'est via ce capital qu'un acteur peut s'imposer auprès des autres acteurs et celui-ci pourra être augmenter ou diminué en fonction des normes en place. Conséquemment, le positionnement variera en fonction de la qualité du capital et l'habileté de l'acteur à utiliser ce pouvoir. Le CANAFE a rapidement compris qu'il devait détenir une base de données solide et des renseignements qui seraient utiles à ses partenaires pour faire sa place. Il a mis de l'avant son capital et, tel que rapporté par les interviewés, lorsque les partenaires ont réalisé le potentiel de ce capital, ceux-ci y ont vu l'apport à leurs propres activités et conséquemment, ils étaient intéressés par le produit offert. La CRF a réussi à se tailler une place petit à petit en usant de ce capital et elle est maintenant intégrée au champ de la sécurité au Canada.

Toutefois, l'analyse des résultats met en lumière le fait que le CANAFE, avec sa volonté de s'intégrer en tant que CRF, s'est modulé aux demandes et intérêts de ses partenaires. En effet, les interviewés rapportent que bien que leur travail se devait d'être proactif au départ, il est essentiellement réactif et il leur semble très peu probable de retourner

en arrière. Selon eux, leurs partenaires ont des attentes envers eux, qu'ils doivent combler. Bien que la CRF aimerait produire des cas plus proactifs et ainsi influencer sur les orientations de la lutte contre l'argent sale, ces velléités de proactivité ne sont pas bien reçues de la part de leurs partenaires et l'objectif de la CRF est d'offrir un produit utile, sans cela son travail est inefficace. Néanmoins, l'évaluation du GAFI du régime de lutte au blanchiment d'argent du Canada identifie des lacunes et celles-ci sont fortement liés à cette réalité. Effectivement, le CANAFE combat seulement certains types de crimes en lien avec le blanchiment d'argent et ceux-ci sont fortement d'intérêt pour les organismes d'application de la Loi. Par conséquent, il serait souhaitable qu'une discussion de fond soit engagée sur les éventuels changements à apporter à ce niveau.

Finalement, un autre élément important de l'analyse des résultats concerne le fait que certaines organisations se spécialisent en mettant en place leurs propres bases de données de renseignements financiers internes ; des unités de renseignements financiers se sont développées au sein même d'autres agences fédérales telles que le SCRS et provinciales telles que l'AMF et de la SQ au Québec. En effet, ces organisations ont ressenti le besoin de se doter d'analystes et de se spécialiser au niveau de la production de renseignements financiers. Ainsi, ils ont créé leurs propres bases de données internes, qu'ils enrichissent à l'aide des données colligées. Il est possible de constater que ces organisations s'inspirent de la structure du CANAFE pour la reproduire à l'interne. Les entrevues auprès des intervenants de l'AMF et de la SQ nous ont permis de constater que l'apport du CANAFE demeure un élément majeur au niveau de la transmission de renseignements utile à leur travail d'enquête. En effet, les bases de données internes ne permettent pas à ces organisations d'avoir un accès aux données comparables au CANAFE. Ainsi, à la lumière des entretiens, ces nouvelles initiatives de renseignement financier au sein de l'AMF et de la SQ n'enlèvent rien au travail du CANAFE. Le capital de CANAFE demeure fortement utile dans leurs enquêtes, cependant un intérêt s'est développé à l'interne afin de centraliser tout ce qui est renseignement financier. Néanmoins, il est intéressant de constater une évolution des pratiques des partenaires du CANAFE s'arrimant avec celles de la CRF.

En conclusion de ce mémoire, l'analyse des résultats de cette étude soulève des réflexions intéressantes en ce qui a trait au régime de lutte au blanchiment d'argent et

financement d'activités terroristes actuellement en place. Celui-ci a connu des débuts difficiles, cependant il a réussi à prendre sa place au sein du champ de la sécurité du Canada. Le CANAFE est arrivé tardivement dans cette lutte internationale, ce qui lui a permis de mettre en place une unité distincte des autres, de par son indépendance par rapport aux organismes d'enquêtes. Effectivement, la CRF se charge uniquement d'assurer la conformité des entités déclarantes et de la collecte, analyse et diffusion des renseignements financiers. Contrairement à plusieurs CRF, aucune enquête n'a lieu au sein du CANAFE et, en raison de la Charte canadienne des droits et libertés, les renseignements détenus par le CANAFE ne sont pas aisément accessibles. Néanmoins, son arrivée tardive n'a pas seulement été avantageuse. Cela a eu plusieurs conséquences au niveau de son intégration au pays et, suite à l'évaluation du GAFI, il est évident qu'il y a encore du chemin à faire. En effet, le CANAFE a fait beaucoup de progrès depuis sa création mais la CRF doit travailler vers la transmission de cas proactifs, afin de réellement offrir un produit de renseignement permettant aux organismes d'applications de la Loi de s'intéresser aux crimes émergents. En répondant uniquement aux demandes explicites des partenaires, plusieurs crimes demeurent sous le radar des autorités. Ainsi, cela peut soulever une question importante, soit est-ce que le CANAFE remplit réellement son mandat en tant que CRF ? Luttons-nous réellement contre le blanchiment d'argent au Canada ?

## Bibliographie

- Amicelle, A. (2008). La lutte contre le financement du terrorisme, *La Découverte « Cahiers libres »*, 131-138.
- Amicelle, A. (2013). « Les professionnels de la surveillance financière. Le malentendu comme condition de possibilité », *Criminologie*, 46(2), 195-219.
- Amicelle, A. (2014). Entre sécurité nationale et sécurité financière : retour sur la construction sociale de l'argent sale. In J. Neves Cruz, C. Cardoso, A. Leite Lamas & R. Faria (eds.), *Economic and Financial Offenses : Criminology & Law Studies*. Porto : Coimbra Editora, Wolters Kluwer Portugal.
- Amicelle, A. et Jaquet-Chiffelle, D.-O. (2015). La traçabilité, une technique de stigmatisation ? Retour sur la problématisation de l'«hawala» dans le contexte antiterroriste. *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, LXVIII (3), 338-353.
- Amicelle, A. (2016). La reconstruction par association des problèmes publics : retour sur l'invention du blanchiment d'argent » *Criminologie*, vol. 49, n° 1, p. 25-50.
- Amicelle, A. et Favarel-Garrigues, G. (2012). Financial Surveillance, *Journal of Cultural Economy*, 5(1), 105-124.
- Bank for International Settlements (1988). Prévention de l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de fonds d'origine criminelle. Repéré à <http://www.bis.org/publ/bcbssc137fr.pdf>.
- Banks for International Settlements (2016). About the Basel Committee. Repéré à <https://www.bis.org/bcbs/about.htm?m=3%7C14%7C573>).

- Beare, M. et Schneider, S. (2007). *Money Laundering in Canada: Chasing Dirty and Dangerous Dollars*. Toronto: University of Toronto Press.
- Bigo, D. (2011). Pierre Bourdieu and International Relations: Power of Practices, Practices of Power. *International Political Sociology*, 5(3), p. 225-258.
- Bourdieu, P. (1980). *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Documents ».
- Bourdieu, P. et Wacquant, L. (1992). *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil.
- Braun, D. (2000). Cours sur les concepts de base de Pierre Bourdieu. Repéré à <http://1libertaire.free.fr/BourdieuConcepts.html>.
- CANAFE (2015). Opérations financières qui doivent être déclarées. Repéré à <http://www.canafe-fintrac.gc.ca/reporting-declaration/rpt-fra.asp>.
- CANAFE (2015). Qu'est-ce que le blanchiment d'argent? Repéré à <http://www.canafe-fintrac.gc.ca/fintrac-canafe/definitions/money-argent-fra.asp>.
- CANAFE (2016). Ligne directrice 7 : Déclarations d'opérations importantes en espèces. Repéré au <http://www.fintrac-canafe.gc.ca/publications/guide/Guide7A/lctr-fra.pdf>.
- CANAFE (2016). Qui nous sommes. Repéré à <http://www.fintrac.gc.ca/fintrac-canafe/1-fra.asp>.
- CANAFE (2016). Faits saillants liés au renseignement financier : 2015-2016. Repéré à <http://www.canafe-fintrac.gc.ca/publications/brochure/2016-09/1a-fra.asp>



- Chappez, J. (2003). La lutte internationale contre le blanchiment des capitaux d'origine illicite et le financement du terrorisme, *Annuaire français de droit international*, 49, 542-562.
- Conseil de l'Europe (2014). Cellules de renseignement financier (CRF). Repéré à [http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/moneyval/Implementation/FIU\\_fr.asp](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/moneyval/Implementation/FIU_fr.asp)
- Département du trésor (2010). Repéré à <https://www.treasury.gov/about/history/Pages/fincen.aspx>)
- Favarel-Garrigues, G. (2003). De l'argent de la drogue à l'argent sale. L'invention de la lutte anti-blanchiment. *Cahiers de la sécurité intérieure*, 52, 141-155.
- Favarel-Garrigues, G. (2004). La création d'un dispositif institutionnel antiblanchiment en Russie. In G. Favarel-Garrigues (Ed.), *Criminalité, police et gouvernement en Europe post-communiste*.
- Favarel-Guarriges (2005). La reformulation domestique russe des enjeux moraux de la lutte anti-blanchiment. *Revue internationale des sciences sociales*, 3(185) p.573-584
- Favarel-Garrigues, G., Godefroy, T. et Lascoumes, P. (2009). Les sentinelles de l'argent sale : Les banques aux prises avec l'antiblanchiment. Paris : La Découverte.
- GAFI (2013). National Money Laundering and Terrorist Financing Risk Assessment Repéré à [http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/content/images/National\\_ML\\_TF\\_Risk\\_Assessment.pdf](http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/content/images/National_ML_TF_Risk_Assessment.pdf)
- Gagnon, C. et Bacher, J.-L. (2004). Le dispositif canadien de lutte contre le blanchiment d'argent, *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 4, 428-437.

- Gilmore (2005). L'argent sale: l'évolution des mesures internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Conseil de l'Europe, France.
- Groupe Egmont (2017). Financial Intelligence Units (FIUs). Repéré à <https://www.egmontgroup.org/fr/node/1591>.
- Groupe Egmont (2017). Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada (FINTRAC - CANAFE). Repéré à <https://egmontgroup.org/en/content/financial-transactions-and-reports-analysis-centre-canada>.
- Harding, L. (2016). What are the Panama Papers? A guide to history's biggest data leak. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/03/what-you-need-to-know-about-the-panama-papers>.
- International Monetary Fund, World Bank. (2004). Financial Intelligence Units : An Overview. Repéré à <https://www.imf.org/external/pubs/ft/FIU/fiu.pdf>.
- Kouadio, C. (2016). Bourdieu. Repéré à <http://sos.philosophie.free.fr/bourdieu.php>.
- Lafaye, C. (1996). *La sociologie des organisations*, Paris, Nathan, p.97-98.
- Lahire, B. (2012). *Monde pluriel: Penser l'unité des sciences sociales*. Paris, Seuil, coll. « La couleur des idées ».
- Le Monde Politique (2017). Pierre Bourdieu repéré à [http://www.lemondepolitique.fr/cours/sociologie/contemporains/\\_pierre%20bourdieu.htm](http://www.lemondepolitique.fr/cours/sociologie/contemporains/_pierre%20bourdieu.htm).
- Levi, M. et Reuter, P. (2006). Money Laundering, *Crime and Justice*, 34(1), 289-375.
- Mérand, F. (2016). Bourdieu: le champ, vecteur de la mondialisation. *Bourdieu, le champ*.

Miles et Huberman (2003). Analyse des données qualitatives (2<sup>e</sup> édition). Belgique : de Boeck.

Ministère des Finances du Canada (2015). Évaluation des risques inhérents au recyclage des produits de la criminalité et au financement des activités terroristes au Canada. Repéré à <http://www.fin.gc.ca/pub/mltf-rpcf/index-fra.asp>.

Mitsilegas, V. (2007). New Forms of Transnational Policing : The Emergence of Financial Intelligence Units in the European Union and the Challenges for Human Rights : Part 1, *Journal of Money Laundering Control*, 3(2), 147-258.

Paillé, P. et Mucchielli, A. (2012). L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales. Paris : Armand Colin.

Parlement Européen (2017). Fighting tax crimes – Cooperation between Financial Intelligence Units (Ex-Post Impact Assessment), European Parliamentary Research Service.

Pieth, M. (2006). Criminalizing the Financing of Terrorism, *Journal of International Criminal Justice*, 4(5), 1074-1086.

Pinto, L. (2016). Champ, sociologie. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/champ-sociologie/1-quelques-proprietes-du-champ/>.

Queloz, N. (2006). Dispositifs de contrôle du blanchiment d'argent. Éléments d'analyse du dispositif suisse et premiers points de comparaison avec le dispositif canadien, *Rev. Stiinte Juridice*, 2007

Queloz, N. (2007). Efficacité des systèmes de contrôle du blanchiment d'argent? Quelques données relatives à la Suisse et éléments de comparaison avec le dispositif canadien, *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 1, 55-67.

Shepticky, J. (2002). Policing the virtual launderette: Money laundering and global governance. Issues in Transnational Policing. Routledge, London UK.

Universalis (2016). Champ, sociologie. Repéré à <http://www.universalis.fr/encyclopedie/champ-sociologie/1-quelques-proprietes-du-champ/>.

